



CUREGHEM

PARTIE 3 RESISTANCE ET DEPORTATION

Texte

Dirk De Caluwé

Traduction

Jean-Marie De Smet

Photos

Beeldenstorm

Illustrations / Photos anciennes

Archives Générales du Royaume (p. 72), Caserne Dossin (p. 46 et 56), CEGES (p. 20), Kries Claeys (p. 32 en haut), Bernard Fenerberg (p. 44, 46 en 47), Sophie Granos (p. 20 en haut et 42), Edith Geleyn (p. 34) et Liliane Snick (p. 34)

Mise en page

Kurasaw Productions, www.kurasawproductions.be

Impression

Gillis Printing Company

Merci à

Touria Aziz pour sa contribution « Contrairement au crime, l'action paie toujours », José Garcia et Sem Bucman pour les interviews ;

Jeannine Burny, Frédéric Crahay, Pierre Demol, Marie-Christine Deprez, Micha Eisenstorg, Gérard Fenerberg, Marcel Jacobs, Lucien Lamair, Sophie Rechtman-Granos, Lieven Saerens, Joseph Benjamin Serfaty, Lieven Soete, Dorien Styven, Bella Swiatlowski, Marie-Thérèse Szewczyk, Barbara Tournay-Dufrenne, Ina Van Looy, Luc Van Waeyenberge et Pierre-Alain Wiener pour leur relecture, les informations et les suggestions ;

Jean-Jacques Bouchez, Kries Claeys, Julienne De Blicck, Arnaud De Brier, Gregory De Cock, Ginette De Corte, Véronique De Leener, Franck Delforge, Roger De Winter, Bernard Fenerberg, Edith Geleyn, Eric Gijzen, Jean-Claude Haenen, Luc Kreisman, André Lamberts, Anna Megens, Oscar Mestdag, Daniël Rabinovitsj, Emma Schak, Laurence Schram, Paulette Smet, Liliane Snick, Albert Vanderlinden et Luc Van Liedekerke pour les informations et leur aide au travail de recherche ;

Gert De Caluwé (anglais), Arlette Desmaré (français), Jean-Marie De Smet (français), Robert Georlette (français), André Jacquemyns (français), Joseph Benjamin Serfaty (hébreu et yiddish) et Roger Van Gossem (allemand) pour les traductions ;

Leo Van Linden pour les corrections stylistiques et linguistiques de la version néerlandaise ;

Sem Bucman, Housnia Oualdhdj (p. 22), Joseph Benjamin Serfaty (p. 24 en bas) pour les photos ;

Manu Aerden, Pol Arnauts, Frédéric Crahay, Véronique De Leener, Bernard Desmet, Didier De Swert, Christiaan De Vilder, Niki D'Heere, Isabelle Durieux, Abdelouahid El Makhoukhi, José Garcia, Dirk Gillis, Nik Honinckx, Hamadou Ka, Sandra Lefèvre, Johan Martens, Cornelia Neuner, Roger Oeyen, Elke Roex, Johan Serck, Albert Stas, Joris Tiebout, Bart Vandeput, Angela van de Wiel et Laure Van Ranst qui ont collaboré à la réalisation de l'ouvrage.

Contact

Dirk De Caluwé – 0484 916 252 – dirkdca@gmail.com

ISBN 978 2 9601281 1 6
Dépôt légal D/2014/12.692/2
Prix de vente 13,95 €

Reproduction autorisée à condition de citer la source et de mettre à disposition un exemplaire de la publication.

Déjà publié :

Cureghem. Partie 1. Contexte historique (janvier 2012)

Cureghem. Partie 2. Bonnes nouvelles (janvier 2013)

Ces brochures sont disponibles en version imprimée ou peuvent être téléchargées sur les sites de beeldenstorm.be (Promotion et productions), droitaulogementcureghem.be (Publications), inforfemmes.be (Ressources), maksvzw.be (Cureghem).

CUREGHEM

PARTIE 3

RESISTANCE ET DEPORTATION

UNE EDITION DE

ADIF – Infor-Femmes

Beeldenstorm

Het Zuiden in Zicht

Intal-ICS Heist-op-den-Berg

Oxfam-Wereldwinkel Hulshout

MAKS – Media Actie Kuregem-Stad

Musée de la Résistance de Belgique

Syndicat des Locataires

Tochten van Hoop Brussel

AVEC LE SOUTIEN DE

Abattoir

Commune d'Anderlecht – Echevin des Affaires communautaires flamandes

Fondation Auschwitz

Gillis

huisvandeMens Brussel

Masereelfonds

Samenlevingsopbouw Brussel

Vlaamse Gemeenschapscommissie

Edition septembre 2014

Table des matières

| | | | |
|---|----|---|----|
| Introduction | 5 | La déportation | 53 |
| Intro | 7 | La déportation vers les camps | 53 |
| Une rue Abbé Cuylits | 7 | L'exclusion, la déportation et l'extermination des Juifs | 55 |
| Christine Forani-Bonnecompagnie et son œuvre au square Albert Ier | 9 | Jeannine Burny, témoin oculaire | 59 |
| Les années '30 et la Deuxième Guerre mondiale | 11 | Des plaques commémoratives pour les morts | 61 |
| Vivre sous l'occupation allemande | 11 | Ecole communale des filles n° 5, rue du Chapeau | 61 |
| L'Etoile Mystérieuse | 17 | Ecole communale des garçons n° 3 et école moyenne Joseph Bracops, rue Ropsy-Chaudron | 63 |
| La population juive de Cureghem | 19 | Institut Marius Renard, rue Georges Moreau | 65 |
| L'ingénieur Abram Lipski et la Tour du Midi | 22 | Sarah Goldberg | 67 |
| Le Triangle du textile | 27 | Institut Notre-Dame, rue De Fiennes | 69 |
| La Résistance | 29 | Institut des Arts et Métiers, boulevard de l'Abattoir | 69 |
| Un « musée de la Résistance » à Cureghem | 29 | La synagogue de la rue du Chapeau | 73 |
| La Résistance à l'occupant | 31 | Le monument aux forains au square de l'Aviation | 73 |
| Les réseaux de renseignements | 31 | Stolpersteine | 75 |
| La presse clandestine | 33 | Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique | 79 |
| La Résistance armée | 35 | Mostalgie. Conserver les souvenirs vivaces | 82 |
| Sabotage | 37 | Et pour terminer | 85 |
| Les lignes d'évasion | 38 | Addition version web | 87 |
| Le Comité de Défense des Juifs | 39 | Ecole primaire de garçons Saint-Pierre, chaussée de Mons | 87 |
| Cacher les réfractaires | 41 | La Prévoyance Sociale au square de l'Aviation | 88 |
| L'Enfant Caché | 43 | Sources et bibliographie | 90 |
| Des fillettes juives sauvées dans un couvent à l'avenue Clemenceau | 45 | | |
| Bernard Fenerberg | 49 | | |
| « Contrairement au crime, l'action paie toujours » | 50 | | |



Depuis 1972 le Musée de la Résistance de Belgique est installé rue Van Lint à Cureghem. On y conserve, pour les générations à venir, un grand nombre de documents et d'objets de très grande valeur. Ce musée vaut vraiment la peine d'être visité.



Le Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique est également situé à Cureghem. Cet impressionnant mémorial est érigé depuis 1970 au square des Martyrs Juifs, à l'angle des rues des Goujons et Emile Carpentier.

Introduction

On a publié de nombreux ouvrages au sujet de la Résistance, de la déportation et de la persécution des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. On a également édité, le plus souvent en français, plusieurs publications intéressantes concernant Cureghem : « Histoire et Mémoire des Juifs d'Anderlecht », « Histoire et Mémoire de la Résistance à Anderlecht », « Ces enfants, ils ne les auront pas ! », « Un bout de pain dans ma tête », qui est un récit de vie de l'Anderlechtois Chil Elberg, et dans l'album souvenir des 50 ans de l'Institut des Arts et Métiers, un chapitre entier est consacré à ce sujet. Signalons encore en néerlandais « Verhalen van verzet » de *Media Actie Kuregem-Stad*.

L'objectif du présent ouvrage n'est pas de présenter un énième ouvrage général, mais de nous concentrer sur Cureghem. Nous attirons l'attention sur les nombreuses références que nous rencontrons dans ce quartier à propos de la Résistance et de la déportation. Peu de personnes savent que le Musée de la Résistance de Belgique et le Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique se trouvent à Cureghem. Dans le but de rendre la publication accessible à tous, même à ceux de nos lecteurs qui ignorent le passé de guerre, nous avons choisi d'opter pour un contexte plus large et nous dépasserons les frontières de Cureghem.

La publication se veut être également une réflexion à propos de ce qui se passe actuellement dans le monde. L'occupation et la guerre n'appartiennent pas au passé : pensons à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Palestine. Quelles sont les raisons des interventions en Afghanistan, en Irak, en Syrie ? En construisant les colonies de peuplement israéliennes – et non Juives, comme les médias les nomment souvent à tort – l'Etat d'Israël rétrécit de jour en jour le territoire palestinien. Les Juifs n'y ont rien à voir, mais bien l'Etat d'Israël et ses gouvernements successifs. Qu'en est-il au Moyen-Orient et également chez nous à propos de l'exclusion d'individus ou de groupes ?

Et plus près de chez nous : la manière dont les Parlements ont adopté le traité budgétaire européen sans aucun débat et sans consultation des citoyens au sujet des mesures politiques qui déterminent les conditions de vie de chacun est diamétralement opposée à ce que devrait être une démocratie. La montée en puissance du parti Aube Dorée en Grèce rappelle les années '30 et donne davantage à réfléchir. Lorsque nous parviendrons à désigner la nature et l'origine du racisme et du fascisme, nous serons mieux en mesure d'organiser la résistance contre ces doctrines. Quel est aujourd'hui le degré de notre démocratie ? Considère-t-on la résistance comme une composante vitale de la démocratie ?

Encore plus près de nous, crée-t-on suffisamment d'occasions d'éliminer l'angoisse et l'aversion à tout ce qui est étranger. Résistons-nous toujours aussi conséquemment à la xénophobie (antisémitisme, islamophobie, homophobie...) ? Le quartier de Cureghem a-t-il la place qui lui revient ? Il en résulte que la publication se rattache complètement à la partie 1 « Contexte historique », et à la partie 2 « Bonnes nouvelles », parues précédemment. A Cureghem, la résistance n'était pas seulement présente hier, mais aussi aujourd'hui. Tous les jours, de nombreuses organisations résistent à l'exclusion sur le plan des revenus, du travail, de l'enseignement, du logement, de la culture, de la participation... La résistance est un engagement, une implication dans les problèmes de société, et un combat contre l'injustice. Car l'injustice appelle à la résistance.



Monuments / mémoriaux

- 1 Le buste d'Albert Ier
- 2 Le Pierrot (forains)
- 3 Jeanne Van Hamme-Souweine
- 4 Le Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique
- 5 Stolpersteine / Pavé de mémoire

Bâtiments avec plaque commémorative

- 6 Ecole communale / Curo-Hall
- 7 Institut Marius Renard
- 8 Institut Notre-Dame
- 9 Institut Arts et Métiers
- 10 La synagogue

Bâtiments

- 11 Chevra Kadisha
- 12 Couvent
- 13 Maimonide
- 14 Le Musée de la Résistance de Belgique
- 15 L'Eglise Notre-Dame Immaculée
- 16 Le dépôt de l'armée allemande
- 17 La Gare de la Petite Ile
- 18 La Prévoyance Sociale
- 19 Le Triangle du textile
- 20 Les Editions du Lombard
- 21 La Tour du Midi

Intro

Une rue Abbé Cuylits

La Première et la Deuxième Guerre mondiale présentent certaines similitudes. Ainsi, il y eut également de la Résistance durant la Première Guerre mondiale. A Cureghem, le remarquable abbé Cuylits résista à l'occupation allemande, c'est pourquoi, la rue des Potiers fut rebaptisée rue Abbé Cuylits après son décès. Jean-Paul Cuylits naquit à Uccle le 22 juin 1856. Il fréquenta le collège Saint-Michel à Bruxelles. Ensuite, au grand étonnement de son père qui était médecin, il entra au Grand Séminaire de Malines. Le 21 décembre 1878, il fut ordonné prêtre à Malines. Jusqu'en 1893, il enseigna au collège Saint-Louis à Bruxelles. Toute sa vie, il voyagea beaucoup en Belgique et à l'étranger, et il aimait les longues promenades dans la nature.

En 1893, il devint vicaire à la paroisse Saint-Boniface à Ixelles. Dans la société très mouvante de la fin du 19ème siècle, Cuylits était ouvert aux réformes d'ordre démocratique en vue d'obtenir plus de justice sociale. Il entretenait des contacts réguliers avec des personnalités chrétiennes-démocrates et avec les rédacteurs de La Justice Sociale, l'hebdomadaire fondé en 1895 par les chrétiens-démocrates bruxellois. Du haut de sa chaire, il fustigeait les riches et leur capitalisme. Il condamnait surtout les scandaleuses conditions de logement des familles ouvrières et il critiquait fréquemment Charles Woeste, le politicien qui était aussi membre de la fabrique d'église.

Ce chef de file de l'aile droite des catholiques était connu pour son fanatique combat contre le prêtre Daens. L'abbé Cuylits avait beaucoup d'admiration pour les idées socio-économiques de Daens ainsi que pour ses actions en faveur des ouvriers. Lors des élections de 1894, Cuylits témoigna son soutien au prêtre Daens en lui donnant 500 francs et en lui envoyant une lettre de félicitations pour son élection comme député. Il se montrait également progressiste, social et généreux. Son attitude déplut aux autorités religieuses qui l'exilèrent à Strijtem, un village situé en Brabant occidental.

Sous le prétexte que sa maman devait habiter à la campagne pour des raisons de santé, il y fut nommé curé de la paroisse Saint-Martin le 23 février 1898. Ses sermons célèbres et fracassants attiraient des croyants des paroisses environnantes. Cuylits était pieux, intelligent et il avait la fibre sociale. A Strijtem, il mit à profit ses qualités artistico-religieuses pour transformer son église en une réelle curiosité. Il instruisit ses paroissiens dont la plupart ne savaient ni lire ni écrire, à l'aide d'images peintes sur les murs et sur les vitraux. Il fit de l'église de Strijtem un catéchisme en images, comme on pouvait en voir dans les grandes cathédrales gothiques.

Au début du 20ème siècle, Cuylits se détourna de l'abbé Daens. Il suivait en cela les instructions que les autorités ecclésiastiques avaient données aux prêtres pour jeter le discrédit sur le prêtre politicien et le combattre. Cuylits ne voulait pas entrer en conflit avec sa hiérarchie. Il avait aussi tout intérêt à maintenir de bonnes relations avec le châtelain qui était également le bourgmestre de Strijtem. Du haut de sa chaire, Cuylits incita même ses paroissiens à aller perturber le meeting électoral qu'avait organisé Daens le 6 avril 1902 sur le terrain de l'agriculteur Karel Van Doren. Cet incident signifi la fin définitive de l'amitié entre les deux prêtres. A ce propos, l'abbé Daens écrivit dans une lettre ouverte : « Au lieu de rétablir la paix et de prêcher l'Évangile, le curé Cuylits a semé la zizanie et la discorde dans sa commune ».

Le 5 février 1907, l'abbé Cuyllits fut nommé curé de la paroisse Saint-Nicolas à Gooik, tout proche. Il était un grand admirateur de Jan van Ruusbroec (1293-1381) dont il publia plusieurs ouvrages. Durant son ministère à Gooik, il écrivit « Ruysbroeck et la Mystique ».

Du 6 février 1911 jusqu'à sa mort, il fut curé de la paroisse Notre-Dame Immaculée à Cureghem. Là également, il fit décorer l'église de fresques murales représentant les divers lieux de pèlerinage à la Vierge Marie : Notre-Dame-au-Bois, Hal, Alseberg, Hanswijk et Montaigu. Il fut beaucoup critiqué pour cette initiative dans laquelle il dilapida un héritage de 32 000 francs. Lors de travaux de repeinture de l'église dans les années '50, les fresques ont disparu. Cuyllits avait souvent des idées étranges. Le vicaire Davidts, qui devint curé de l'église de Cureghem après sa mort, estimait que son curé était parfois contrariant. Il payait ses factures avec beaucoup de retard et ses instituteurs restaient de longs mois sans salaire.

Contrairement à ce qu'il avait montré lors de son pastorat à Strijtem, à Cureghem Cuyllits se révéla un curé socialement engagé. Son combat contre les taudis et pour la construction de maisons ouvrières dont Cureghem resta longtemps privé, lui valut le surnom de « curé des taudis ». Il fut aussi un ardent défenseur de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), fondée en 1925 par l'abbé Joseph Cardijn.

Durant la Première Guerre mondiale, les Allemands accusèrent l'abbé Cuyllits de les avoir traités en chaire de « sales boches ». En 1915, il fut arrêté dans son presbytère. Les soldats voulaient de l'argent, mais il déclara qu'il n'en avait pas. Les Allemands ne l'ont pas cru et l'ont emmené à la prison de Saint-Gilles. Il fut condamné à un an d'emprisonnement. Craignant qu'il soit transféré en Allemagne, ses paroissiens organisèrent une collecte pour le faire libérer sous caution. Il fut libéré et assigné à résidence.

Lors de la Fête Nationale de 1916, il dédia la messe aux victimes de la guerre et disposa pour l'occasion les drapeaux des Alliés devant le catafalque, ce qui lui valut un nouveau séjour en prison. Les Allemands, qui n'appréciaient guère cet acte de résistance, le placèrent devant un choix : soit la prison, soit une amende. Une nouvelle collecte fut organisée. Durant son mois d'incarcération, Cuyllits écrivit des textes au sujet de ses codétenus qui furent plus tard l'objet d'éloges de la part du socialiste Emile Vandervelde et du libre penseur Edmond Picard.

Après la Première Guerre mondiale, l'abbé Cuyllits exprima son ressentiment à l'encontre de l'occupant, en plaçant à l'avant de l'église, près de la chaire de vérité, une statue de la taille d'un homme. La statue, œuvre du sculpteur Paul Stoffijn, représente l'archange Saint-Michel, ressemblant fortement au roi-chevalier Albert Ier, avec à ses pieds un combattant allemand casqué, transpercé par la lance de l'archange. La sculpture fait référence à un hymne chanté lors de la fête de Saint-Michel, le 29 septembre : « Il écrase le dragon qui recule, menaçant au fond du gouffre et, de ses flèches et de ses éclairs, il expulse du royaume céleste l'armée de Satan ». Lorsque les nazis ont envahi le pays en 1940, le curé Jan De Ridder, par précaution, fit déplacer la statue de Saint-Michel dans un coin moins visible de l'église. En 1947, le curé Remi Janssens relégua la statue dans le jardin de la paroisse d'où elle disparut définitivement.

En 1921, le bourgmestre Fernand Demets honora l'abbé Cuyllits en le décorant de la Croix Civique de première classe. Il mourut le 3 novembre 1928. Treize jours plus tard, le conseil communal décida de donner son nom à une rue, afin d'honorer son travail social, son patriotisme et l'acte de Résistance qui lui valut sa condamnation pour espionnage par le conseil de guerre allemand. La rue des Potiers qui existait depuis 1866 à Cureghem fut débaptisée et prit le nom de rue Abbé Cuyllits.

Christine Forani-Bonniecumpagnie et son œuvre au square Albert Ier

Madeleine Lucie Antoinette naquit le 22 juin 1916 à Arlon. Elle était l'enfant unique du couple d'agriculteurs Nestor et Lucie Bonniecumpagnie. Durant ses jeunes années, elle fut souvent malade. Elle ne fréquenta pas l'école mais reçut un enseignement privé. Elle étudia tout d'abord l'archéologie à Bruxelles. Ensuite, ses parents l'autorisèrent à poursuivre ses études artistiques à Paris. Elle devint sculptrice. Madeleine Bonniecumpagnie épousa le riche baron italien et homme d'affaires bruxellois Antonio Forani. Ils eurent deux filles. Ludmilla née en 1937, épousa un Américain et alla vivre aux Etats-Unis où, quelques années plus tôt, elle avait séjourné dans le cadre d'un échange d'étudiants. Isabelle, née en 1939, se maria avec un peintre américain et s'installa à Paris.

A la déclaration de guerre, Madeleine Forani-Bonniecumpagnie arrêta son activité de sculptrice. Elle estimait que sa tâche principale durant la Deuxième Guerre mondiale était de collaborer à stopper l'agression allemande. Elle cacha deux jeunes filles juives dans sa maison. Sa famille aida aussi à abriter des réfugiés juifs. En signe de respect pour sa famille, son mari italien n'a pas collaboré avec l'axe germano-italien. En 1942, Madeleine Forani-Bonniecumpagnie rejoignit la Résistance belge et reçut le nom de guerre « Christine ». Depuis lors, on l'a toujours appelée baronne Christine Forani.

En 1944, après la libération de la Belgique, la Résistance belge l'envoya à Londres pour un entraînement de parachutiste. Elle fut la première femme belge parachutiste. Lors de la libération des camps par les Alliés, des membres du *Special Allied Airborne Reconnaissance Force* (SAARF) furent parachutés dans les camps de concentration pour empêcher que les Allemands perpétrent d'autres massacres. Christine faisait partie d'un groupe qui devait être parachuté à Dachau. Du fait de la rapide avancée des Alliés, le parachutage à Dachau n'eut pas lieu. Après la libération, Christine travailla encore deux mois dans ce camp de concentration avant de rentrer à Bruxelles. En 1944, elle reçut la médaille belge de la Résistance et la Croix de Guerre belge.

Depuis la fin des années '40, elle se consacra pleinement à la sculpture. En tant que sculptrice belge, elle voyagea beaucoup en Europe et aux Etats-Unis pour y monter de nombreuses expositions. En 1954, elle alla pendant un an au Congo, chargée par le Musée d'Afrique d'y faire des moulages et des empreintes de toutes sortes d'ornements. Elle rassembla une collection d'art africain et réalisa aussi des bustes de chefs de tribus qui furent ensuite exposés à Tervueren. En 1965, elle travailla quelque temps avec Salvador Dali. La collaboration se termina après une dispute au sujet d'une sculpture que Dali s'était attribuée à tort. Cette affaire se termina par un procès dont le jugement fut prononcé en faveur de la sculptrice.

En 1966, à la mort du baron Forani, Christine arrêta de sculpter et reprit l'affaire de son mari. Elle était propriétaire d'une maison art déco en banlieue bruxelloise et d'un immeuble d'appartements à Cannes. Elle habitait alternativement à Bruxelles et à Paris, où elle retrouvait sa fille cadette. En 1969, elle entama une relation avec un Anglais célèbre, Tom Harrison, qu'elle épousa le 9 janvier 1971. En 1945, Tom s'était fortement engagé à Bornéo dans la lutte contre les Japonais. Ensuite, il fut curateur du musée Sarawak à Bornéo. Le 16 janvier 1976 Christine et Tom périrent dans un accident de circulation en Thaïlande.

Depuis le 21 septembre 1952, un buste d'Albert Ier est érigé au square Albert Ier. Il a été sculpté par l'artiste belge Christine Forani-Bonnecompagnie. En 2009, cette œuvre fut gravement endommagée par des vandales. Elle fut barbouillée de tags et des dégâts furent causés au casque, au nez et à la plaque apposée en-dessous du buste. Celui-ci disparut du square le temps de permettre la restauration nécessaire. En août 2011, le buste restauré fut remis en place. Le service anti-tags de la commune élimina les graffiti. Pour les autres travaux de réparation les restauratrices Françoise Lombaers et Marianne Decroly utilisèrent un mortier spécial et de tiges d'acier inoxydable qui furent ancrées dans la sculpture. Le mortier fut coloré au moyen de pigments naturels de manière à reproduire le mieux possible la couleur d'origine.

La statue d'Albert Ier a été érigée peu après la Deuxième Guerre mondiale pour souligner le lien entre les deux guerres mondiales. Albert Ier est souvent représenté à cheval, et comme il se doit pour le héros de '14-'18, et casqué comme sur l'œuvre de Christine Forani érigée au square Albert Ier. Le roi Albert mourut le 17 février 1934, des suites d'une chute des rochers de Marche-les-Dames. Sa dépouille fut ensuite amenée à la station de la Petite Ile, située à la frontière de Cureghem.



Buste du roi Albert Ier érigé au square portant son nom. L'artiste Christine Forani-Bonnecompagnie a représenté Albert casqué.

Les années '30 et la Deuxième Guerre mondiale

Vivre sous l'occupation allemande

Dans les années '30, les fascistes ont déterminé la politique de plusieurs pays d'Europe. En 1922, Mussolini s'est emparé du pouvoir en Italie qu'il dirigea en dictateur. En Espagne, le général Franco arriva au pouvoir au terme d'une violente guerre civile qui dura de juillet 1936 à mars 1939. Il y régna en dictateur jusqu'en 1975. Dans d'autres démocraties occidentales, il y eut aussi de nombreux groupes politiques qui partageaient les idées propres aux nazis allemands. Lorsque Hitler devint, début 1933, Chancelier d'Allemagne, commença une période de crimes contre l'humanité. En douze années, les nazis instaurèrent une dictature sanglante ; ils déclenchèrent une guerre mondiale et perpétrèrent un génocide à échelle industrielle.

Le 30 janvier 1933, Hindenburg, Président de la République allemande, nomma Hitler – qui 10 ans auparavant avait été jeté en prison après une tentative de coup d'Etat – au titre de Chancelier (Premier ministre). Cela eut lieu sous la pression des industriels qui étaient convaincus que la solution alternative, un gouvernement de gauche, nuirait à leurs intérêts. Dans le premier gouvernement d'Hitler, il n'y avait que trois membres de son parti, le Parti National-Socialiste des Travailleurs (NSDAP). Le *Reichstag* (Parlement) fut dissous par le Président et de nouvelles élections furent convoquées le 5 mars. Les libertés individuelles furent restreintes : la liberté de presse et la liberté de réunion furent supprimées. Malgré cette répression, les nouvelles élections n'offrirent pas la majorité au NSDAP.

En mettant hors-jeu le Parti communiste d'Allemagne (KPD) et ses 81 députés élus – sans la moindre protestation des autres partis – le Parlement vota la confiance au nouveau gouvernement dirigé par Hitler. La réforme constitutionnelle soutenue par plusieurs autres partis permit au gouvernement d'Hitler d'utiliser les pleins pouvoirs pour promulguer des lois et mettre complètement hors-jeu le Parlement élu démocratiquement. Hitler bénéficia du soutien d'industriels allemands : Bosch, Junker, Krupp, Siemens, Thyssen et d'autres. Grâce au NSDAP, ils finirent par provoquer le démantèlement du système social.

En effet, le gouvernement d'Hitler bloqua les salaires et, par l'introduction du « livret ouvrier », les ouvriers se trouvèrent entièrement sous la coupe de leurs employeurs. Les employés perdirent tous leurs droits acquis et furent menacés d'être enfermés dans des camps de concentration s'ils faisaient la grève. Des lois raciales furent instaurées contre les Témoins de Jéhovah, les Tziganes, les malades mentaux, les homosexuels et les Juifs. Les opposants au pouvoir furent arrêtés et enfermés dans des camps. Les partis autres que le NSDAP furent interdits.

Le NSDAP disposait depuis 1921 de son commando de choc, la *Sturmabteilung* (SA) ou Chemises brunes ainsi que depuis 1925 d'une organisation paramilitaire *Schutzstaffel* (SS) ou Chemises noires qui, de garde rapprochée d'Hitler se développa en un corps d'élite dans l'Allemagne nazie. En 1931, le NSDAP fonda son propre service de renseignements, le *Sicherheitsdienst* (SD) qui, quelques années plus tard, devint le service de renseignements de l'Etat. En 1933 fut fondée la *Geheime Staatspolizei* (Gestapo) de l'Allemagne nazie.



La toile – œuvre de Maurice De Winter – représente le retour en 1941 de personnes qui avaient fui vers la France. Ils remontent la rue De Fiennes, en route vers l'Institut Notre-Dame où les réfugiés qui rentraient étaient accueillis. Maurice de Winter n'était pas seulement peintre mais aussi sculpteur ; il exploitait également une boucherie à la rue De Fiennes. Roger De Winter – fils de Maurice, qui durant la guerre était élève à l'institut – a ultérieurement offert le tableau à l'Institut Notre-Dame, où il a pris place dans le bureau de la direction.



Le 17 mai 1940 à 6 heures du matin, tous les ponts d'Anderlecht furent dynamités par les Anglais pour contrer l'avancée des Allemands. Plusieurs bâtiments proches des ponts furent fortement endommagés.

En 1936, plusieurs unités de police furent créées, la police régulière, la *Ordnungspolizei* (Orpo) et la *Kriminalpolizei* (Kripo) qui, avec la Gestapo, furent regroupées dans la *Sicherheitspolizei* (Sipo). La Kripo, la Gestapo et le SD furent regroupés en 1942 et placés sous le commandement du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA).

Le 10 mai 1940, l'armée allemande envahit la Belgique. Après 18 jours, la Belgique rendit les armes. Du 10 au 17 mai, de nombreux réfugiés provenant d'autres zones occupées arrivèrent à Anderlecht, en partance vers la France. De longues colonnes de personnes en fuite se formèrent sur la chaussée de Mons et la chaussée de Ninove. Durant cet exode, les instituts Notre-Dame et des Arts et Métiers offrirent le gîte et le couvert à des milliers de réfugiés. Lors du retour des réfugiés, un accueil fut également organisé à l'Institut Notre-Dame, situé à deux pas de la Gare du Midi, où ces personnes arrivèrent dans des wagons de marchandises.

Le 17 mai 1940, tous les ponts d'Anderlecht furent dynamités. L'Institut des Arts et Métiers, proche du pont enjambant le canal à la Porte de Ninove, fut en grande partie épargné. Ainsi, l'école se vit attribuer une destination inattendue comme l'hébergement de gendarmes ; divers services y furent établis comme le bureau de distribution des tickets de rationnement. Le 18 mai, Anderlecht fut occupé par les Allemands. La Belgique devait vivre sous un double système d'occupation allemande : d'une part, les autorités militaires allemandes ; d'autre part, les diverses organisations du parti nazi.

Les compétences des administrations communales furent peu à peu réduites et les lois allemandes furent de plus en plus appliquées. L'occupant allemand fit fusionner les communes bruxelloises en une seule entité, contournant ainsi le refus de plusieurs bourgmestres de collaborer avec le pouvoir occupant. Une administration militaire allemande fut également mise en place. Elle disposait de deux services de police militaire : la *Feldgendarmerie* et la *Geheime Feldpolizei*. En juillet 1940, une division SS belge fut instaurée. La Sipo-SD ou la police SS allemande – mieux connue sous le nom de Gestapo – commença les persécutions.

Le chômage était énorme et les allocations de chômage étaient fort peu élevées. On faisait pression sur les chômeurs pour qu'ils aillent travailler en Allemagne. Jusqu'en octobre 1942, 200 000 chômeurs partirent volontairement travailler en Allemagne. A partir d'octobre 1942, on passa à la mise au travail obligatoire des hommes de 18 à 50 ans et des femmes de 21 à 35 ans.

L'hiver de guerre 1941-1942 fut glacial. La disette régnait. La nourriture et le charbon étaient rationnés. Beaucoup de champs de culture furent détruits et durant l'été 1940 il y eut un problème pour rentrer les moissons. Le prix des aliments connut une forte hausse. Ce fut le début du marché noir. Les Allemands faisaient régulièrement arrêter les trams pour effectuer des contrôles d'identité et intercepter les marchandises de contrebande. Dans les écoles, on distribuait de la nourriture et des couvertures aux écoliers. Dans certaines usines également, les ouvriers recevaient à manger pour qu'ils puissent continuer à travailler. Mais les ouvriers voulaient de meilleurs salaires compte tenu de la hausse des prix. Les 9 et 10 mai 1941, il y eut une grande grève. Fait unique durant toute l'occupation, une augmentation de salaire de 8 % fut accordée.

La fabrique de choucroute de la famille Lamberts située derrière leur maison à la chaussée de Mons, comptait avant la guerre de trois à huit ouvriers. Lorsque la guerre éclata, l'arrivage de chou blanc provenant des Pays-Bas fut stoppé et on ne pouvait plus fabriquer de choucroute. Par l'intermédiaire de sa famille, Benoît Lamberts demanda aux agriculteurs de planter des choux blancs, ce qui, en 1941, permit à la fabrique de redémarrer. Lors de l'arrivage de choux, on cachait des pommes de terre et de la farine en dessous des cargaisons. La famille Lamberts fit l'acquisition d'un four, et put ainsi cuire du pain, pas seulement pour sa propre consommation, mais aussi pour des voisins. Les Allemands leur ont demandé de produire de la choucroute pour eux, mais la famille Lamberts résista à l'appât du gain et refusa. Les Allemands n'ont heureusement pas insisté.



L'armée allemande disposait d'un entrepôt dans les rues de la Poterie et de la Rosée, dans les bâtiments de l'ancien abattoir.



En 1943, des militaires allemands ont volé deux cloches dans les tours de l'église Notre-Dame. Le bronze fut utilisé par la gigantesque industrie d'armement de l'Allemagne nazie.

Durant l'occupation allemande, la presse et les films dans les cinémas étaient censurés, les livres scolaires contrôlés, et les partis politiques interdits. Les gens pouvaient suivre l'évolution de la guerre à la radio anglaise, qui émettait en français. Les Allemands utilisèrent les prisons belges, dont celle de Saint-Gilles, pour y enfermer les opposants. Le 20 septembre 1940, ils ont ouvert le camp de Breendonk où, contrairement à ce qui se passait dans les autres prisons, les prisonniers étaient soumis au travail obligatoire. Des résistants y ont été torturés et exécutés.

Le bus de l'Institut Notre-Dame, qui servait au transport des élèves, fut réquisitionné par les militaires allemands. Dans les transports ferroviaires, il y avait souvent des wagons réservés aux Allemands. L'abattoir passa, durant la Deuxième Guerre mondiale, sous le contrôle de l'occupant. C'était un lieu idéal pour le ravitaillement et la conservation de la viande et des légumes pour les troupes allemandes. Immédiatement après la libération, il fut pillé par la population. A la libération, les soldats allemands ont fui en direction de l'Allemagne. Deux chars allemands qui battaient en retraite tombèrent en panne au milieu de la foule, dans la rue Dr. De Meersman.

Durant la guerre, les gens avaient très peur. Cureghem fut en grande partie épargnée des bombardements, à l'exception de la Gare de la Petite Ile. Dans ce quartier, il y avait beaucoup de bruit du fait des canons disposés aux environs de la Gare de l'Ouest, au moyen desquels les Allemands tiraient sur les avions des forces alliées. A part le bruit, cela occasionnait aussi d'énormes vibrations. La ville était également dépourvue d'éclairage, et là où il y avait de l'électricité, les gens étaient obligés d'occulter toute source de lumière.

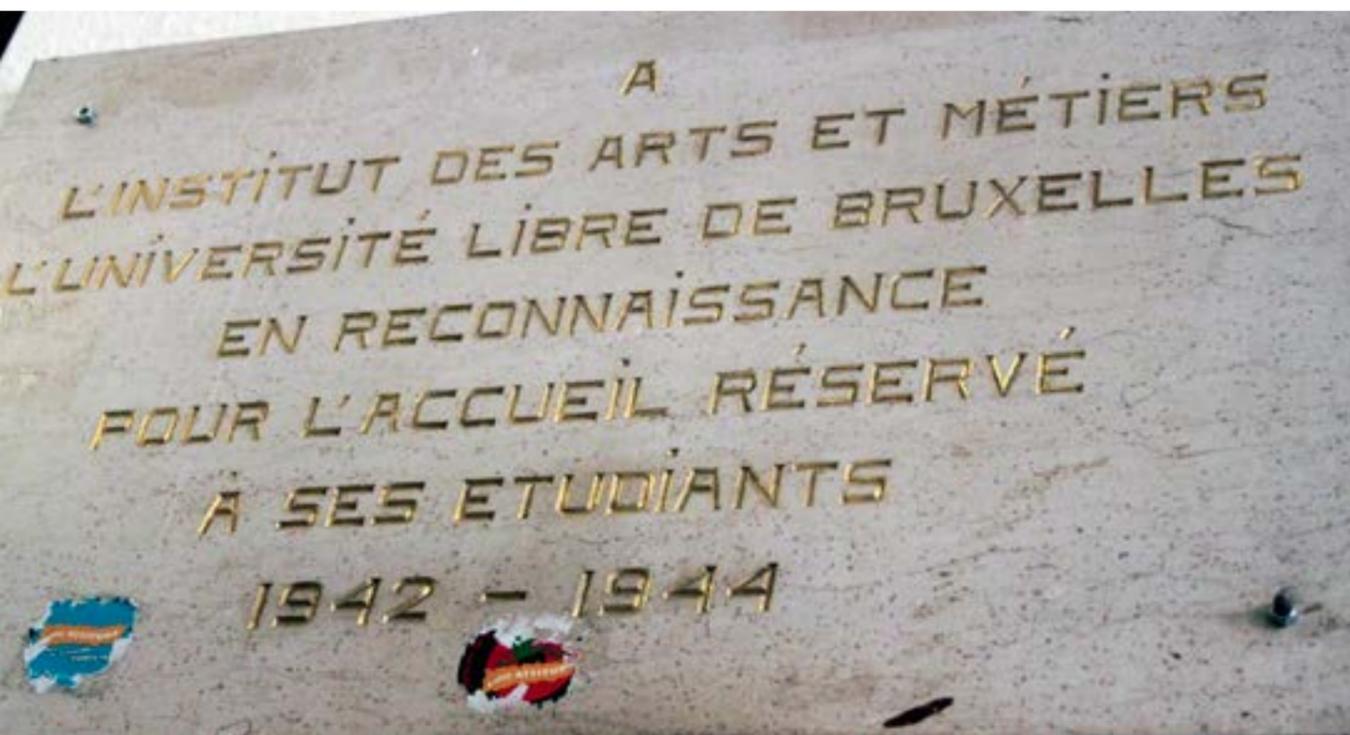
Dans les écoles, les cours étaient régulièrement interrompus. Chaque fois que la Gare du Midi ou celle de la Petite Ile étaient menacées, elles devaient être évacuées. Lors d'alertes à la bombe, les élèves s'abritaient dans les caves jusqu'à ce que le danger soit écarté. Il arrivait souvent que les élèves ne venaient à l'école que pour chercher leurs devoirs : ils retournaient ensuite chez eux. Lors du troisième trimestre de l'année scolaire 1943-1944, comme le risque de bombardements était accru, tous les élèves durent rester à la maison. En 1944, l'année scolaire se prolongea jusqu'en août pour que les rhétoriciens de l'Institut Notre-Dame qui devaient rattraper les heures de cours perdues puissent échapper au travail obligatoire en Allemagne. Durant l'hiver 1944-1945, après la bataille des Ardennes, les rhétoriciens de l'Institut Notre-Dame se rendirent dans les Ardennes pour aider les familles qui se retrouvaient sans toit à reconstruire leurs maisons.

Dans l'enseignement de promotion sociale de l'Institut des Arts et Métiers, les étudiants qui avaient des sympathies pour le nazisme durent faire face à de jeunes antifascistes. Cela occasionna une diminution du nombre d'élèves aux cours du soir. Par contre, l'enseignement de jour connut durant les années d'occupation une certaine croissance : du fait des mauvaises conditions économiques, il était difficile de se faire engager comme apprenti. Le 25 novembre 1941, l'occupant ferma l'Université Libre de Bruxelles (ULB). A dater de mars 1942, des cours ont été donnés aux étudiants universitaires dans les locaux de l'Institut des Arts et Métiers. Certains professeurs de l'institut furent disposés à donner clandestinement quelques-uns de ces cours. Depuis le début de l'année scolaire 1944 jusqu'en mars 1945, l'institut fut utilisé par les unités britanniques.

L'école primaire des garçons Saint-Pierre, située derrière l'îlot de la chaussée de Mons, fut occupée par les Allemands. Un local de classe faisait office de dortoir pour les soldats allemands, un autre de cuisine. Les classes de Saint-Pierre déménagèrent pendant la guerre en partie à l'école technique Chomé-Wijns, et en partie dans un magasin situé à proximité de Chomé-Wijns. Deux instituteurs, Cornelis et Vrancken, qui faisaient classe l'un en néerlandais, l'autre en français, étaient actifs dans la Résistance. Ils moururent tous les deux dans un camp de concentration. Il y avait également à l'école un instituteur collaborateur.

Les seules organisations tolérées étaient celles qui collaboraient avec les Allemands. Déjà avant la Deuxième Guerre mondiale, il y avait en Belgique des partis et des groupements qui avaient de l'admiration pour le fascisme et pour Hitler : le *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV), le *Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen* (Verdinaso) et le *Diets-Vlaamse arbeidsgemeenschap* (DeVlag) en Flandre et Rex dans la partie francophone de Belgique. D'autres collaboraient avec l'occupant en fonction de considérations économiques – ils étaient par exemple au chômage – ou ils dénonçaient des personnes avec lesquelles ils étaient en conflit. Dans la société tout entière se manifesta une fracture entre d'une part les personnes qui collaboraient activement avec l'occupant ou qui lui manifestaient une certaine sympathie et d'autre part ceux qui le combattaient. Les autorités belges n'ont pas toujours été innocentes.

Parmi les autorités belges régnait un certain fatalisme. Elles estimaient que la domination de l'Allemagne était irréversible. En outre, elles avaient affaire à de gigantesques problèmes économiques dus au chômage croissant et à la hausse des prix. Il y avait d'autres problèmes comme le ravitaillement alimentaire et les nombreux réfugiés. Les directeurs généraux des services publics et l'occupant allemand étaient d'accord sur le redressement de l'économie, ce en quoi ils étaient soutenus par les industriels belges. A côté des considérations économiques, il y avait aussi un facteur politico-idéologique, qui remettait la démocratie parlementaire en question.



Dans le hall d'entrée de l'Institut des Arts et Métiers est apposée une plaque commémorative qui exprime la reconnaissance de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) à l'égard de l'institut pour avoir accueilli beaucoup de ses étudiants durant la période de 1942 à 1944. En raison de la fermeture du campus de l'ULB par l'occupant, on donna notamment des cours clandestins dans les locaux de l'institut.

L'Etoile Mystérieuse

Les Editions du Lombard – fondées le 26 septembre 1946 par Raymond Leblanc – étaient installées à l'origine à la rue du Lombard à Bruxelles. Raymond Leblanc a fait construire, selon les plans de l'architecte Pierre-Auguste Vandebeginne, un immeuble de huit étages tout près de la Gare du Midi. La maison d'édition, qui comptait une centaine d'employés et comprenait aussi l'agence de presse Publiart, déménagea le 13 septembre 1958 vers l'avenue Paul-Henri Spaak. En 1959, on construisit à côté de ce premier bâtiment un immeuble qui abritera le studio de dessins animés Belvision. Aujourd'hui, en dehors de Lombard et de Belvision, d'autres sociétés faisant partie du groupe français Media Participations qui regroupe notamment Dargaud Bénélux ainsi que les éditions Dupuis et Médiatoone, y sont également installées.

Bien que l'hebdomadaire Tintin n'existe plus depuis novembre 1989, la publicité géante de Tintin et Milou trône toujours sur le toit de la maison d'édition. L'impressionnante structure représentant les deux héros mesure plus de six mètres de haut et cinq mètres de large ; à l'origine elle pesait 3 750 kilos. Elle a été inaugurée en juillet 1958 et depuis lors, l'enseigne publicitaire tournante éclaire la ville. Raymond Leblanc s'est inspiré pour la réalisation de cette enseigne, de l'énorme girouette qui surplombe les usines de Mercedes-Benz à Stuttgart. Au début des années '90, des travaux de restauration ont eu lieu, et depuis lors, pour des raisons de sécurité, l'enseigne ne tourne plus. Depuis le 13 mai 2004, elle est protégée comme monument. Elle a été classée officiellement le 1er juin 2006 et complètement restaurée en 2009. Le matériau utilisé pour sa restauration est beaucoup plus léger et elle est maintenant bordée de néon.

Le père spirituel de Tintin, Hergé, pseudonyme de Georges Remi, fut un personnage controversé. A 20 ans, il fut engagé en tant que dessinateur par l'éditeur qui publiait notamment le quotidien *Le Vingtième Siècle*. Ce journal bruxellois, dirigé par l'abbé Norbert Wallez, était le porte-parole de la bourgeoisie conservatrice, catholique et anticommuniste. C'est dans le supplément jeunesse « *Le Petit Vingtième* », qui paraissait le jeudi, que Hergé dessina la première aventure de Tintin.

Dans ce supplément, Hergé a dessiné, du 10 janvier 1929 au 8 mai 1930, les aventures de Tintin au Pays des Soviets. Il trouva son inspiration dans le livre « *Moscou sans voiles* » de l'ancien consul de Belgique en Russie et anticommuniste Joseph Douillet. Ensuite, en 1931, Hergé dessina, sur commande de son éditeur, *Tintin au Congo*, un récit dans lequel il prend la défense de la colonisation belge. Tintin y est en admiration devant l'œuvre civilisatrice de la Belgique et de celle des missionnaires, avec tous les clichés possibles concernant le Congo et les Congolais et les inévitables scènes racistes. Dans *Tintin en Amérique* (1932), Hergé passa à nouveau en revue tous les clichés de « *l'Ouest sauvage* » avec les cowboys et les indiens. L'image de « *Tintin sur la locomotive* », extraite de cette bande dessinée, figure en grand format à la Gare du Midi. Les albums suivants furent édités chez Casterman.

Hergé dessina aussi dans Rex, le journal de Léon Degrelle. En 1936, Rex devint un parti politique qui se calquait sur le fascisme en Italie. Hergé avait commencé sa carrière de dessinateur de BD dans des milieux ultra-conservateurs et dans des cercles qui ne cachaient pas leur admiration pour Mussolini. Pour Hergé, il n'y avait donc qu'un pas pour offrir ses services au *Soir* dont les Allemands avaient pris le contrôle durant la Deuxième Guerre mondiale. C'est dans ce journal nazi que Hergé dessina quotidiennement, d'octobre 1941 à mai 1942, l'histoire de *L'Etoile Mystérieuse*.

L'Etoile Mystérieuse décrit la course entre deux équipes qui veulent se rendre maîtres d'une météorite. Une des équipes, l'européenne, est dirigée par un Allemand. L'équipe américaine est dirigée par un certain Blumenstein, un antipathique financier juif. Dans la version originale, il y a encore deux personnages juifs, Salomon et Isaac, encore plus méchants que le répugnant banquier. L'un d'eux se réjouit de la fin du monde, car alors il n'aura plus à payer ses fournisseurs. Cela se passe le 11 novembre 1941, et pour les Juifs, la fin du monde est réellement en vue. A cette époque, les Juifs étaient déjà soumis à une série d'interdictions et de mesures d'exclusion. Hergé était au courant du fait que les Juifs avaient été exclus des universités, du barreau et de la presse. En 1941, les Juifs n'avaient plus de « fournisseurs ». Hergé se moque des Juifs alors que ceux-ci sont persécutés par les nazis. Le récit des aventures de Tintin dans L'Etoile Mystérieuse est antisémite.

Dans l'édition d'après-guerre de L'Etoile Mystérieuse, en 1954, les personnages de Salomon et d'Isaac ont été supprimés et le nom de Blumenstein remplacé par Bohlwinkel, qui signifie confiserie en bruxellois. Hergé n'a jamais montré de regrets. Une enquête judiciaire a été lancée contre lui mais n'a pas abouti à un procès.



A l'arrêt de bus De Lijn, avenue Paul-Henri Spaak, trône la publicité représentant Tintin et Milou sur le toit des Editions du Lombard.

La population juive de Cureghem

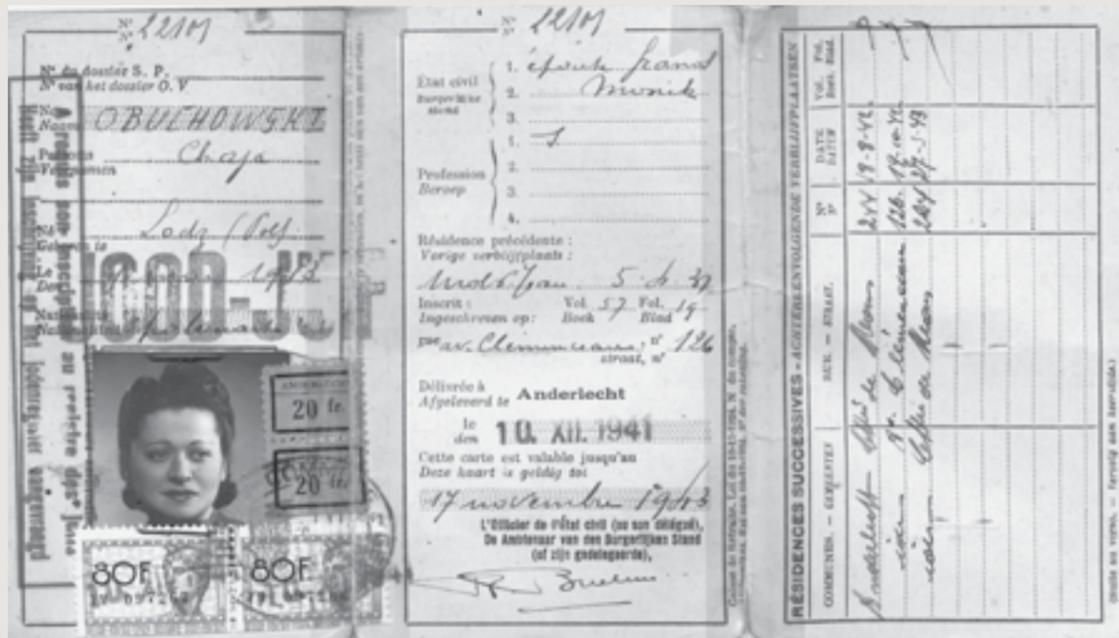
Au 4ème siècle, on notait une présence limitée de commerçants juifs à Tongres et à Tournai. Du 10ème au 13ème siècle, des Juifs habitaient dans le Brabant et on vit émerger l'anti-judaïsme, une forme religieuse d'agitation anti-juive. Aux 14ème et 15ème siècles, à cause principalement de persécutions, les Juifs disparurent de nos contrées. A partir de 1309, les Juifs qui habitaient le long du Rhin furent exterminés par les Croisés. L'apparition de la peste noire en 1348 leur fut imputée. Ils auraient empoisonné des puits. En 1370, des Juifs furent accusés d'avoir transpercé des hosties, le corps du Christ. Certains furent torturés et brûlés vifs. Cela se passa sous les yeux de leurs enfants, qui ensuite furent baptisés et envoyés dans des pensionnats chrétiens.

Le 16ème siècle a vu l'immigration, provenant d'Espagne, de Marranos, des Juifs séfarades contraints de se convertir au christianisme. Du fait de la victoire espagnole, les Juifs disparurent une deuxième fois de nos contrées. Ils se sont enfuis aux Pays-Bas. A partir du 17ème siècle, il y eut un peu plus de tolérance à leur égard. On prit cependant diverses mesures à leur encontre, comme le fait de devoir payer de lourds impôts pour pouvoir résider dans le pays. La Révolution française de 1789 permit aux Juifs d'être traités sur pied d'égalité. En 1808, Napoléon reconnut le culte israélite. Vers la moitié du 19ème siècle, le nombre de Juifs habitant en Belgique oscillait entre 1 000 et 1 500. Jusqu'en 1875, l'immigration juive fut très limitée. C'est à partir de la fin du 19ème siècle, que date l'émergence de l'antisémitisme, une haine à l'encontre du peuple juif.

Une première grande vague d'immigration eut lieu entre 1875 et 1914. Les Juifs provenaient principalement de Pologne, divisée à l'époque entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, et de la Galicie autrichienne qui se situe aujourd'hui en partie en Pologne et en partie en Ukraine. L'émigration de Juifs provenant d'Europe Orientale, était due à des raisons économiques, mais aussi à l'antisémitisme. L'industrialisation naissante fut une source de problèmes pour les Juifs, principalement actifs dans le secteur artisanal. L'antisémitisme de la population, soutenue par le pouvoir en Russie s'aggrava avec les pogroms et les razzias qui s'accompagnaient de pillages et de meurtres. Lors de la première vague de pogroms (1881-1884), les Juifs devinrent les boucs émissaires pour le meurtre du tsar Alexandre II. Une deuxième vague de pogroms eut lieu durant les années 1903-1906.

De 1881 à 1925, 3 648 500 Juifs d'Europe de l'Est émigrèrent dont 2 650 000 vers les Etats-Unis. A partir de 1921, il y eut une limitation de l'immigration aux Etats-Unis. En 1924, les Etats-Unis, mais aussi plusieurs pays d'Amérique Latine ainsi que le Royaume-Uni et l'Allemagne fermèrent leurs frontières, ce qui alimenta l'immigration juive en Belgique et en France.

Lors de cette deuxième vague massive de migration qui s'étala de 1925 jusqu'au début des années '30, les Juifs provenaient principalement d'Europe de l'Est. Ils arrivaient en famille ou seuls, de leur propre initiative, sans envisager de retour. Ils fuyaient des zones défavorisées urbaines ou suburbaines. C'étaient surtout des petits artisans et des commerçants. En Belgique, ils s'installèrent dans des quartiers proches de gares, à Anvers près de la Gare Centrale et à Bruxelles près des gares du Nord et du Midi. Pour la première fois, la Belgique se trouva confrontée à des étrangers qui se concentraient dans certains quartiers, qui parlaient leur propre langue et qui pratiquaient leurs propres religion et culture.



Durant l'été 1941, sur instruction du pouvoir d'occupation allemand et sur base d'une circulaire du secrétaire-général des Affaires Intérieures aux administrations communales, les communes ont apposé sur les cartes d'identité un cachet avec la mention « Juif-Jood ». Chaja Obuchowski, la mère de Sophie Granos, fut déportée à Auschwitz-Birkenau en septembre 1943 par le convoi XXIIA.

Les Juifs travaillaient surtout dans des secteurs dans lesquels la mécanisation et la rationalisation s'appliquaient difficilement, où il ne fallait pas investir de fortes sommes, et où la flexibilité du travail était importante. Un tiers d'entre eux travaillaient en tant qu'indépendants dans de petites entreprises familiales. Ces petites entreprises artisanales ont été fortement touchées par la crise des années '30. Certains cherchèrent des revenus de remplacement en se lançant dans le commerce ambulant, mais principalement sous la pression des classes moyennes catholiques, les Juifs, surtout Polonais, perdirent à partir du 1er octobre 1937 leurs permis de commerce ambulant (loi du 13/1/1935). Beaucoup d'entre eux se retrouvaient à nouveau dans une situation désespérée comme celle qu'ils avaient connue en Europe de l'Est.

Comme la judéité repose sur une conviction religieuse, elle ne se trouve pas notée sur les cartes d'identité et il est difficile de déterminer le nombre de Juifs. Suite à l'occupation allemande, nous possédons cependant des recensements sur lesquels nous pouvons nous baser. Ces chiffres se réfèrent à plusieurs années d'occupation.

En application de l'ordonnance allemande du 28 octobre 1940, les administrations communales de Belgique ont tenu un registre des Juifs. Tous les Juifs âgés de plus de 15 ans devaient se faire enregistrer. L'ordonnance allemande déterminait qui était juif : toute personne qui avait au minimum trois grands-parents juifs. Du registre des Juifs, on a conservé les fiches de 42 500 personnes. C'est la source la plus complète. On estime que quelques milliers de Juifs, tout au plus, n'ont pas été enregistrés. Par extrapolation, sur base du nombre d'étrangers dénombrés lors du recensement de 1938, il est possible de connaître plus ou moins l'importance de la population juive.

En application des décrets allemands du 25 novembre et du 1er décembre 1941, on a créé des comités de l'Association des Juifs de Belgique (AJB), dont tous les Juifs devaient obligatoirement être « membres ». L'enregistrement par les comités AJB commença le 2 mars 1942. On rédigeait un seul formulaire par ménage ; les enfants y étaient mentionnés. Ce registre n'est pas complet du fait également que dans ces archives (Fonds Beeckmans), il manque des données concernant plusieurs rues, surtout à Bruxelles.

Une dernière indication au sujet des Juifs résidant en Belgique date de juin 1942, lorsque fut instauré le port de l'étoile de David. Tout Juif âgé de plus de 6 ans devait la porter. Nous savons combien d'étoiles de David étaient prévues et ont été distribuées par commune par l'occupant allemand, mais ce n'est que pour Anvers que nous savons combien d'entre elles ont été effectivement livrées. A Anvers, la non-livraison signifie soit une exemption, soit un déménagement, surtout vers Bruxelles.

En mars 1941 a débuté le retour des Juifs anversoises qui avaient été déportés vers le Limbourg : ils avaient l'ordre de s'installer à Bruxelles. D'autres Juifs d'Anvers avaient déjà fui : précédemment en raison du climat nettement antisémite dans la région anversoise. Ainsi, durant l'occupation, Bruxelles comptait la plus importante concentration de Juifs.

Selon le recensement des Juifs en novembre-décembre 1940, près de 2 800 Juifs de plus de 15 ans habitaient à Cureghem. Au total, il y avait près de 4 000 Juifs, ce qui correspondait à 20 % de population totale du quartier. Au moins 95 % des Juifs d'Anderlecht habitaient à Cureghem. Au cours des premières années de l'occupation, le nombre de Juifs à Cureghem a augmenté, principalement en raison de l'afflux de Juifs provenant d'Anvers. Il y en eut aussi qui quittèrent Cureghem. Ils migrèrent surtout vers d'autres communes bruxelloises surtout Bruxelles-Ville et Saint-Gilles. En Région de Bruxelles-Capitale, selon la période et la source, on comptait un peu plus de 25 % de Juifs à Bruxelles-Ville, de 15 à 20 % à Schaerbeek et à Saint-Gilles, près de 15 % à Anderlecht, 8 % à Ixelles et environ 5 % à Forest. 90 % de la population juive de Bruxelles habitait dans ces six communes.

| | | |
|----|--|--|
| 1 | | W I N N I K Abraham |
| 2 | | rue Eloy 64 Anderlecht |
| 3 | | polonaise |
| 4 | | Boulogne depuis le 12 juin à Bruxelles |
| 5 | | non |
| 6 | | adresse ci-dessus |
| 7 | | R.C. BRUX. 91089 |
| 8 | | fabrication d'articles de maroquinerie |
| 9 | | 24.000 fra |
| 13 | | non |
| 14 | | trois ouvriers et 7 apprentis |
| 15 | | Anderlecht le 7 décembre 1940 sig. A. WINNIK |

Fiche de l'entreprise de maroquinerie de Abraham Winnik provenant des registres des entreprises juives de la Sipo-SD. On y fabriquait des porte-monnaie. Lorsque la guerre a éclaté, Chil Elberg, un Anderlechtois – survivant des camps – travaillait chez Winnik avec une dizaine d'autres travailleurs. Le capital et la propriété étaient soigneusement notés sur des fiches, ce qui permit aux nazis, après déportation des propriétaires de s'en emparer. (Archives Beeckmans, CEGES)

L'ingénieur Abram Lipski et la Tour du Midi

La Tour du Midi a été construite en 1966, principalement par des travailleurs immigrés marocains et turcs, qui à l'époque avaient été invités par les autorités belges à venir travailler dans notre pays. La tour, haute de 150 mètres et comptant 37 étages, fut longtemps la plus haute de Belgique. Le centre de la tour a une structure portante en béton, ce qui explique le socle étroit sur lequel repose la tour. Cette prouesse technique fut possible grâce à l'utilisation de la poutre préflex, un profil d'acier en I enrobé de béton, qui fut inventée en 1950 par l'ingénieur Abraham Lipski (1911-1982). Abram Icchok Lipski est né le 30 novembre 1911 à Łódź en Pologne. Il émigra en Belgique en 1931 et fit ses études d'ingénieur à Gand. Lors de l'introduction du registre des Juifs en 1940, il habitait *Abdisstraat* à Gand.



En 1995, le bureau d'architectes Jaspers a doté la tour d'un nouvel habillage de panneaux de verre sombres, d'un nouveau portail et d'une couronne sur le toit. La tour abrite l'Office National des Pensions, d'où son nom « Tour des Pensions ».

Fin 1940, à Cureghem 63 % des Juifs étaient de nationalité polonaise, 16 % étaient apatrides, 7 % étaient de nationalité belge, 5 % de nationalité allemande, tandis que 2 % avaient la nationalité néerlandaise, et 2 % également, la nationalité roumaine. Les communautés juives de nationalité hongroise, russe et tchécoslovaque représentaient chacune 1 %. Les 2 % de Juifs restants avaient d'autres nationalités.

Parmi la population active juive, 60 % travaillaient dans l'industrie textile et l'industrie du cuir (production et commerce), 20 % étaient commerçants, et les 20 % restants exerçaient d'autres professions. Parmi ceux qui étaient actifs dans les secteurs du textile et du cuir, 300 Juifs (20 %) exerçaient un métier dans la confection et / ou la vente d'articles de maroquinerie, près de 270 Juifs (18 %) étaient des couturiers, 70 (5 %) des chapeliers. Il y avait également des cordonniers, des gantiers, des fourreurs...

Les 20 % de commerçants tenaient des magasins, ou étaient marchands ambulants ou voyageurs de commerce, 2 % étaient épiciers et 1 % boulangers. Dans le secteur du commerce, on trouvait aussi des bouchers, des volaillers, des coiffeurs. Il y avait également des personnes actives dans les cafés et les restaurants. Beaucoup de Juifs (2 %) travaillaient dans l'industrie du bois, souvent comme menuisiers ou charpentiers. D'autres travaillaient dans le bâtiment, le métal, le papier, le carton ou l'alimentation ou étaient chauffeurs. Quelques Juifs travaillaient dans le secteur diamantaire ou la joaillerie, dans l'imprimerie, le lettrage ; d'autres étaient professeurs, rabbins, manucures, médecins, comptables, ingénieurs, ménagères, musiciens...

Selon l'ordonnance allemande du 28 octobre 1940, une entreprise dont un Juif est propriétaire ou dans laquelle au moins un Juif fait partie de la société soit comme associé, soit comme administrateur, a besoin pour toutes ses transactions de l'autorisation de l'administration militaire allemande et une liste de toutes les entreprises juives est dressée en décembre 1940 par la police nazie (Sipo-SD). Bien que tous les ateliers ne figurent pas sur cette liste, on a cependant une idée de l'importance de la communauté juive présente à Cureghem. Le fichier y compte 250 entreprises juives titulaires d'un registre de commerce, pratiquement toutes des ateliers de maroquinerie (65 %) ou de confection de vêtements (35 %). On y fabriquait des sacs à provision, des sacs de voyage, des sacs à main, des porte-monnaie, des ceintures, des gants, des chapeaux, des pantalons, des chaussettes, des cravates, des châles, des tricots, des vêtements en laine, de la fourrure, des corsets, des bretelles, des serviettes éponges...

70 % de tous les ateliers de confection et de travail du cuir étaient des entreprises d'une seule personne. Les autres ateliers comptaient pour la plupart moins de 5 employés. Voici les noms de quelques ateliers unipersonnels de maroquinerie de luxe : la Maison Gabinet, rue de l'Enseignement, la Maroquinerie Belge au square Robert Pequeur, Norad à la rue Otlet, Samy à la chaussée de Mons, les fabricants de ceintures, Ceintura et La Ceinture Moderne à l'avenue Clemenceau et La Parisienne à la rue Gevaert. Chez Wach à la rue Brogniez, il y avait six employés. Boncuir, rue Heyvaert et Cuirimex faisaient le commerce de peaux. A la Compagnie Continentale, une fabrique de selles de vélos établie rue des Mégissiers, où il y avait encore 59 employés en 1939, il y avait un administrateur juif. A la fabrique de pantalons de Ajsenberg Frères, il y avait trois travailleurs et à la bretellerie Bona, boulevard de la Révision, sept. Parmi les entreprises unipersonnelles de confection, il y avait notamment Dratex au boulevard Jamar où on confectionnait des rideaux, A la Coupe Viennoise et la Maison Mayer installée à la chaussée de Mons.

Durant l'été 1941, toutes les entreprises juives ont été obligées d'afficher un avis en trois langues : « Entreprise Juive ». Le texte devait également être apposé sur toutes les enseignes, au-dessus de la porte d'entrée et dans l'étalage. Cette mention devait aussi figurer sur les entêtes de lettres et sur les cachets. Au cours du printemps 1942, les entreprises juives ont dû cesser leurs activités. Beaucoup de Juifs essayèrent de continuer à travailler dans la clandestinité en utilisant les réserves dont ils disposaient.



La synagogue située au coin des rues de la Clinique et du Chapeau. Les plans de ce bâtiment art-déco ont été dessinés par l'architecte Joseph De Lange.



L'actuel rabbin de la synagogue de Cureghem, Joseph Benjamin Serfaty (à gauche sur la photo), en conversation avec un rabbin d'Anvers, dans le Beth Midrash au premier étage du côté de la rue du Chapeau. Tous deux portent le talith ou châle de prière.

Le 2 octobre 1904 eut lieu à Bruxelles, rue van Artevelde, la première assemblée de la société orthodoxe-israélite, dont les statuts furent publiés dans le *Moniteur belge* du 20 juin 1910. En 1906, la société déménagea des locaux qu'elle louait, pour s'installer à la synagogue située au n° 18 de la rue de Lenghentier, qui resta en activité jusqu'en 1959. A partir du 11 août 1912, cette société porta le nom de *Shomre Das* (Gardiens de la Foi). En 1926, la société acheta à la firme Daman & Washer, un terrain de 500 m², situé à l'angle des rues de la Clinique (n° 67) et du Chapeau (n° 40), pour y construire une nouvelle synagogue. Le 26 septembre 1928 – deux jours après *Yom Kippour* (Grande journée de la Réconciliation) et trois jours avant *Soukkot* (Fête des Tabernacles) – on posa la première pierre. Les plans de ce bâtiment art-déco ont été dessinés par l'architecte Joseph De Lange. Le 6 avril 1933 – cinq jours avant la Pâque juive – le bâtiment a été consacré. Sous l'influence des Juifs d'origine polonaise, un groupe qui avait pris beaucoup d'extension depuis la fondation de la société orthodoxe-israélite, le nom de la société changea et devint *Machsike Hadas* (Détenteurs de la Foi). Jacob Meir Segalowitsch qui venait de Danzig devint le premier rabbin à Cureghem. En 1940, ce Segalowitsch s'enfuit aux États-Unis et Joseph Gelernter lui succéda. La famille Gelernter habitait à la chaussée de Mons. Elle fut tout entière, à l'exception du fils aîné, exterminée à Auschwitz-Birkenau. Lorsque après la guerre, la synagogue reprit ses activités, c'est Isaac Steinberg qui en devint rabbin.

Avec l'ouverture de la synagogue à Cureghem, on vit s'installer à côté du rabbinat, une série d'institutions qui y étaient liées : un *Beth Din*, cour d'arbitrage selon la loi juive, un *Beth Midrash* ou espace d'études et de prières, plusieurs bains rituels ou *Mikvah* et un *Chevra Kadisha* ou service de funérailles selon le culte juif. Le rabbinat, le *Beth Din* et le *Beth Midrash* se trouvent toujours dans le bâtiment de la synagogue, et leur entrée est située à la rue du Chapeau. Une *Mikvah* située du côté de la rue de la Clinique n'accueille plus que des hommes et des ustensiles de table. Il existe encore une *Mikvah* pour les femmes à Forest. Une *Chevra Kadisha* nommée *Chessed Shel Emeth* (Sincère Bienveillance) se trouve aujourd'hui au n° 4 de la place Bara à Cureghem.

Il y avait d'autres institutions juives à Cureghem dans les années '30. Le Club *Vladimir Medem* était installé à la place Bara et disposait notamment d'une école fondée en 1929. A la rue Brogniez également, il y avait une école juive et à l'avenue Clemenceau, une université ouvrière. Le mouvement de jeunesse *Betar* se réunissait dans un local de l'avenue Clemenceau ; il déménagea ensuite au boulevard de la Révision. A côté de ce groupe de scouts révisionnistes, il y avait également à Bruxelles le groupe de scouts libéraux-progressistes *Hanoar Hatzioni* et le groupe socialiste *Hashomer Hatzair*. A la rue De Fiennes, il y avait le cercle talmudique *Chevra Shass* et à la rue Sergent De Bruyne il y avait une petite école de talmud-torah pour l'éducation religieuse des enfants. L'école juive Maïmonide a été fondée après la Deuxième Guerre mondiale. Le 1er septembre 1947, elle débuta avec une section maternelle et primaire dont Seligman Bär Bamberger fut le premier directeur. En 1965, les 15 premiers élèves y ont terminé leurs études secondaires. Une année plus tôt, le 23 mai 1964, la société orthodoxe-israélite acheta un bâtiment au 67 avenue Poincaré pour y installer l'école juive.



Xiaofen Ye a d'abord travaillé au restaurant de ses parents à Liège. Son mari, Qunfeng Lin vendait des chaussures sur les marchés. En 2004, le couple a ouvert un commerce de gros à la rue Brogniez. Quelques dix années plus tard, le florissant commerce de textiles Nanotex déménagea à son emplacement actuel rue de l'Autonomie. La plupart des commerces chinois se situaient d'un seul côté de la rue Limnander et sur une partie de la rue Brogniez entre la rue Limnander et l'avenue Clemenceau.



Khalid a commencé à vendre des sacs sur les marchés en tant qu'activité complémentaire. Palomaris est installé depuis plus de trois ans à la rue Brogniez, square Péqueur. Khalid (au milieu sur la photo) et son frère Omar (à gauche), d'origine marocaine, et Waël (à droite) qui a des racines libanaises sont très accueillants vis-à-vis de leurs clients. Primo-arrivants et commerçants, ils veulent montrer qu'ils contribuent de manière positive à l'économie et à la prospérité de la Belgique.

Le Triangle du textile

La production et la vente de cuir et de textile n'a jamais quitté Cureghem. Dans les années '70, ce secteur a pris à nouveau de l'expansion, principalement dans le triangle formé par les rues Lambert Crickx, Limnander et de l'Autonomie. Très rapidement, tous les rez-de-chaussée du Triangle ont été investis par des boutiques de vêtements. Les grossistes en textile furent de plus en plus nombreux et le quartier devint le principal fournisseur des boutiques de vêtements en détail.

Au départ, la commune d'Anderlecht considérait que ce secteur se développait de façon démesurée. Elle édicta toute une série de règlements et de plans pour déménager le commerce de vêtements dans un complexe à construire au boulevard Van Paepsem, ce qui ne facilita pas les choses pour les commerçants. Pour amener la commune à changer d'avis, ils fondèrent une association commerciale qui a pris le nom de « Triangle ». C'est Georges Goldberg qui en prit l'initiative et qui fut le premier Président. Ce commerçant, né à Paris en 1928, est venu s'installer à Bruxelles en 1962. Il confectionnait des imperméables et il lança dans les années '70 un commerce de gros dans le Triangle.

En 1988, l'attitude de la commune changea. Elle décida de bâtir entre les rues Memling et Gheude, un Triangle Center dans lequel il y aurait 14 000 m² prévus pour des boutiques de vêtements. Ce nouveau projet ne se réalisa pas. La commune manquait de vision pour mener le projet à bon terme et pour contrôler les dérives de ce développement.

Avec l'arrivée de Pakistanais au début des années '90, le commerce de grossistes en vêtements continua à se développer à la rue Brogniez. A partir de 2005, les premiers commerçants chinois arrivèrent. En août 2013, on comptait dans le Triangle et la rue Brogniez, 90 commerces de textile et une trentaine de commerces d'accessoires de mode (sacs à main, ceintures, bijoux...) ou des commerces complémentaires aux boutiques de vêtements (parfums, accessoires d'étalage, transferts d'argent...). Un nombre important de locaux commerciaux sont vides ou à louer.

Quelque 40 % des commerçants sont d'origine pakistanaise et 25 % ont des racines chinoises. Les commerces dont le patron est d'origine belge, juive, turque ou italienne représentent chacun 5 % de l'ensemble des commerces. Il n'y a que dans le Triangle qu'on trouve des entrepreneurs d'origine italienne. Les autres commerçants – parfois un seul – ont diverses racines : marocaines, arméniennes, indiennes, allemandes, néerlandaises, françaises, portugaises, grecques, syriennes, iraniennes, égyptiennes, béninoises. Le fait de démarrer sa propre affaire est souvent pour les primo-arrivants la seule manière de pouvoir travailler. L'esprit d'entreprise et l'aide apportée – chez les Pakistanais, surtout par des amis de leur communauté, et chez les Chinois, souvent par leur propre famille – sont nécessaires pour réussir. Seules les grandes entreprises commerciales peuvent engager du personnel.

Certains commerces annoncent clairement qu'ils pratiquent le commerce de gros. La plupart des commerces ne vendent qu'en gros, mais nous remarquons que, du fait de la diminution du chiffre d'affaires, il y a un glissement vers le commerce de détail. Dans les commerces chinois, il est toujours possible d'acheter à la pièce. Les clients sont des détaillants ou des marchands ambulants de toute la Belgique, mais aussi des Pays-Bas et parfois de France.

La proximité de la Gare du Midi et la ligne régulière avec le Thalys facilitent l'arrivage de collections provenant du Sentier à Paris et d'Italie. Les marchandises chinoises sont importées directement de Chine ou proviennent, fréquemment aussi, de Paris. Quelques commerces vendent des vêtements fabriqués dans leur propre atelier de confection belge. Quelques commerces vendent exclusivement des marchandises provenant d'un seul pays d'origine : des vêtements confectionnés en Italie, Portugal ou Turquie, des sacs à main italiens, des vêtements en cuir pakistanais ou du parfum marocain.



Au milieu de la photo, on voit Jean-Jacques Bouchez en compagnie de deux collaborateurs logistiques, Khadija et Marc. Jean-Jacques a succédé à Jean Brack en tant que conservateur du Musée de la Résistance de Belgique.



Les initiales « F.I. » et « O.F. » signifient « Front de l'Indépendance » et « Onafhankelijkheidsfront ». Le Front de l'Indépendance rassemblait un grand nombre d'organisations parmi lesquelles l'Armée Belge des Partisans ou les Partisans Armés (PA-GP), les Milices Patriotiques (MP-PM) et le Comité de Défense Juif (CDJ).

La Résistance

Un « musée de la Résistance » à Cureghem

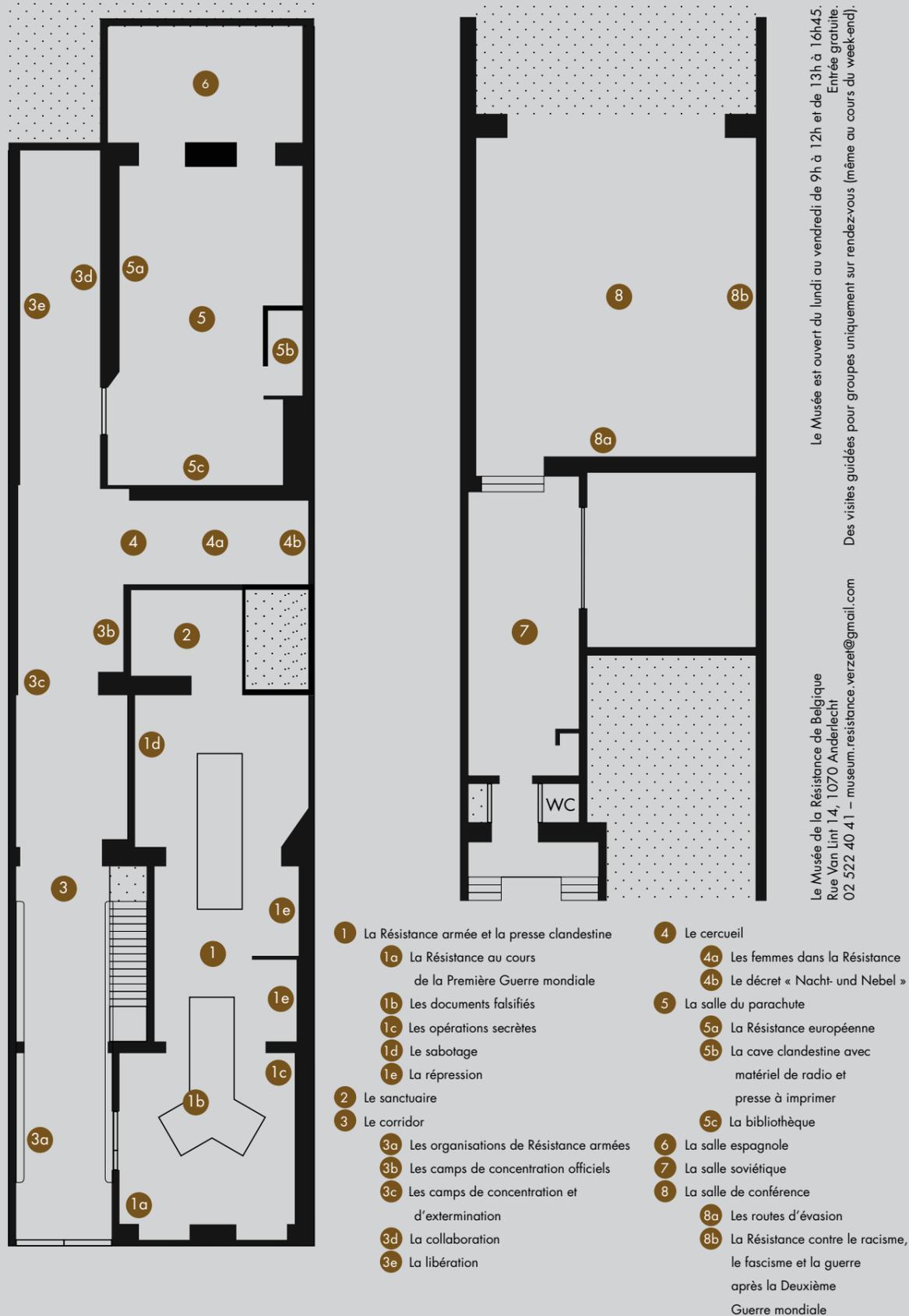
Un certain nombre de citoyens étaient conscients du fait de leur amour pour la patrie, de leur sentiment de liberté ou de leurs convictions antifascistes, de la catastrophe qu'était pour la Belgique l'occupation allemande. C'est ainsi qu'existaient juste avant la Deuxième Guerre mondiale ou que furent créées durant les premières années d'occupation, diverses organisations de Résistance avec leurs propres convictions politiques, confessionnelles ou philosophiques. Des divergences d'opinion fondamentales eurent souvent pour effet de rendre difficile la collaboration entre ces mouvements de Résistance. Chacun ressentait cependant le besoin de mener ensemble le combat contre l'occupation allemande et le nazisme. La dureté de l'occupation, la suppression des libertés individuelles, le manque de nourriture, la profonde misère et les arrestations arbitraires ont fini par convaincre les petits groupes de Résistance de regrouper leurs forces en une seule et puissante organisation.

Le 15 mars 1941, dans le but de rassembler tous les résistants, quelle que soit leur tendance et de combattre ainsi l'occupant et la collaboration par tous les moyens, Albert Marteaux, médecin et communiste, le libéral Fernand Demany et André Roland, catholique et prêtre, fondèrent le Front de l'Indépendance. Durant la Deuxième Guerre mondiale, le Front de l'Indépendance rassembla de nombreuses organisations dont plusieurs groupes armés, diverses formes de Résistance civile, de nombreux comités syndicaux, des organisations de jeunesse, des organisations politiques, le Comité Juif de Défense et d'autres mouvements clandestins.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le Front de l'Indépendance resta encore actif pour défendre les droits des victimes de guerre, pour faire poursuivre les collaborateurs et les traîtres et pour continuer la lutte contre le fascisme et le racisme. Les archives du Front de l'Indépendance ont été conservées dans un immeuble de Bruxelles-Ville. Lorsqu'il a dû quitter ce bâtiment dans les années '60, le Front de l'Indépendance s'est mis à la recherche d'autres locaux et acheta un bâtiment de la rue Van Lint à Cureghem. Dans ce bâtiment où se trouvait auparavant l'atelier de photogravure de la famille Lauwers, on fabriquait durant les années d'occupation les plaques photographiques de divers journaux de la Résistance, qui permettaient ensuite de les faire imprimer. Pour cacher les gravures à la Sipo-SD qui passait régulièrement, la famille Lauwers utilisait des doubles fonds.

Le Front de l'Indépendance ne se contenta pas de déménager ses archives dans ce bâtiment, mais décida d'y créer un musée. C'est ainsi que le 17 juin 1972, on inaugura le Musée de la Résistance de Belgique à la rue Van Lint. Les combattants de la Résistance, les partisans et ceux qui furent prisonniers de guerre mirent à la disposition des générations futures un grand nombre de témoignages, de photos, de documents et d'objets concernant l'occupation allemande et la Résistance qui lui était opposée. Le musée veut inciter à la vigilance pour lutter efficacement contre le fascisme et le racisme afin d'éviter une nouvelle catastrophe.

Plan du Musée de la Résistance de Belgique



Le Musée est ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h à 16h45. Entrée gratuite. Des visites guidées pour groupes uniquement sur rendez-vous (même au cours du week-end).

Le Musée de la Résistance de Belgique
Rue Van Lint 14, 1070 Anderlecht
02 522 40 41 - museum.resistance.verzeif@gmail.com

La Résistance à l'occupant

Pour en savoir davantage au sujet de l'organisation de la Résistance au cours de la Deuxième Guerre mondiale et pour savoir, qui étaient les résistants – nommés « terroristes » par l'ennemi – et ce qu'ils ont fait, rien de tel qu'une visite au Musée de la Résistance de Belgique.

Il y avait déjà une Résistance organisée avant le déclenchement de la guerre. Au musée, dans la salle de la Résistance armée et de la presse clandestine, un coin a été réservé à la Résistance durant la Première Guerre mondiale.

Les autorités s'inquiétaient peu de l'éventualité d'une occupation de la Belgique par le régime nazi. Cependant, depuis un certain temps, des signaux avaient amené les antifascistes à s'organiser. D'autre part, les anciens combattants de la Brigade Internationale de la Guerre d'Espagne en 1936, organisés en amicales contre le fascisme étaient prêts idéologiquement à combattre le nazisme. C'est ce qui explique la présence dans le Musée de la Résistance de Belgique d'une salle espagnole consacrée à ce sujet.

Les injustices et les atrocités commises par l'occupant, dont beaucoup ont souffert, ont amené les Belges à ne pas accepter l'invasion et l'occupation allemandes. Beaucoup de résistants devinrent des antifascistes convaincus.

Les réseaux de renseignements

Les résistants de la guerre de 1914-1918 avaient mis au point des réseaux de renseignements qui purent déjà être utilisés dès l'été '40. Jeanne Van Hamme-Souweine, qui habitait rue Bara et ensuite à Saint-Gilles, appartenait au réseau de renseignements Beaver-Baton. Henri Marcel Beurtels rassembla, à la demande du mouvement Insoumis, des renseignements pour l'armée anglaise. Il habitait avec sa femme Elisa à la rue Eloy. Raoul Fossoul, capitaine des pompiers d'Anderlecht, était également actif dans le réseau de renseignements Insoumis. Au moyen de matériel de récupération, il fabriquait des appareils émetteurs. L'émetteur était caché dans le grenier de la caserne des pompiers, qui est aujourd'hui une annexe de la Maison Communale (4 rue Van Lint). Cet appareil a envoyé de juin 1942 à mai 1944, un total de 167 messages destinés aux Alliés. Certains de ces appels furent publiés dans « La Belgique Indépendante », un journal belge édité à Londres.

À l'Institut des Arts et Métiers – où il y avait aussi une école de radio – plusieurs groupes se sont constitués et développés pour échanger des renseignements. Plusieurs professeurs de l'école de radiotélégraphie et de radiophonie, parmi lesquels François Landrain et Sylvain Watrain, mais aussi d'autres membres du personnel et des professeurs d'autres sections, comme Marcel Van Hemelrijk, Louis Vandenbenden et Edmond Goor – chef des services techniques de l'institut – furent impliqués dans la construction de l'appareil émetteur et dans l'établissement des communications radio pour obtenir notamment des renseignements concernant les mouvements de l'armée allemande et ses installations militaires.



A gauche : Photo de Henri Beurtels (au milieu) avec son cousin Marcel Claeyns et sa mère Emma Claeyns. La photo prise sans doute en 1938 sur la terrasse de l'appartement d'Emma et Jean Beurtels-Claeys à la rue de Georges Moreau. Henri et Marcel, qui avaient à peu près le même âge, étaient à l'époque tous deux à l'armée. Marcel est le père de Kries Claeyns, l'actuelle présidente du conseil d'administration du centre de services Cosmos. A droite : Souvenir de Henri-Marcel Beurtels. « Il est mort en martyr pour la Patrie. Et avec saint Paul, il peut témoigner : « J'ai mené le bon combat ». »



Au Musée de la Résistance de Belgique, on conserve un exemplaire du faux Soir. Le faux Soir présentait toutes les caractéristiques du vrai mais donnait des nouvelles de la Résistance et contenait des articles dans lesquels on se moquait de l'occupant.

La presse clandestine

Au Musée de la Résistance de Belgique, on trouve une importante collection de journaux et de tracts de la Résistance. Quelque 12 000 rédacteurs, imprimeurs et distributeurs ont veillé à leur édition et à leur diffusion clandestines. Depuis le début de la guerre, la presse clandestine a donné des informations qui n'étaient pas contrôlées par l'occupant et a diffusé des nouvelles qui n'étaient pas publiées par les journaux de la collaboration. Elles constituaient un grand soutien moral pour la population.

Il y avait en Belgique 700 journaux de Résistance tant en français qu'en néerlandais. Tous les groupements sociaux existants – syndicats, cheminots, métallurgistes, mineurs, fonctionnaires des services publics, personnel enseignant, médecins, artistes, sportifs... – avaient leur propre journal. D'autres journaux étaient liés à une ville ou à une région et portaient des noms symboliques comme La Libre Belgique, La Voix des Belges, Libération et L'Indépendance. Ils étaient tous distribués à Cureghem. Les organisations de Résistance armée et les partis politiques interdits avaient leur propre presse clandestine. A Cureghem, on distribuait aussi L'Insoumis, Front et Le Drapeau Rouge.

A l'Institut des Arts et Métiers circulaient de nombreuses feuilles clandestines comme Bec et Ongle, et L'Etudiant JGS (Jeunes Gardes Socialistes) qui était édité par la section molenbeekoise de la Jeune Garde Socialiste Unifiée. Sous l'impulsion de Charles Overputte – élève de la section mécanique et électricité – un groupe de Jeunes Gardes fut fondé en 1942 à l'institut. Charles Overputte fut arrêté par les Allemands en avril 1944 et fut libéré le 7 mai 1945 du camp de Fribourg par l'armée russe.

Un étudiant des cours du soir, qui habitait rue Georges Moreau, emporta un soir à la maison ses exemplaires de Bec et Ongle pour les distribuer. A la chaussée de Mons, il fut arrêté et fouillé par les Allemands. Lorsque ceux-ci ouvrirent son cartable et demandèrent quels étaient ces papiers, il répondit immédiatement que c'était son syllabus des cours du soir. Les Allemands l'ont cru et l'ont autorisé à poursuivre son chemin. Le nom du journal clandestin Bec et Ongle fait référence au coq wallon et au lion flamand.

De fin 1942 à son arrestation début 1944, Henri Beurtels a distribué mensuellement une bonne trentaine de journaux de la Résistance – parmi lesquels L'Insoumis, Front et La Libre Belgique – dont on prenait livraison à Woluwé-Saint-Lambert. Il fut arrêté par la Sipo-SD en janvier 1944 avec 21 autres résistants parmi lesquels Emmanuel Megens et Alphonse Vanderweyen – un camarade de travail d'Henri à la Régie des Télégraphes et Téléphones –, tous deux domiciliés à Anderlecht. Il fut emmené à la prison de Saint-Gilles. La famille Megens collaborait notamment à la diffusion des titres suivants : La Libre Belgique, La Voix des Belges et le faux Soir.

Au Musée de la Résistance de Belgique, on conserve un exemplaire du faux Soir. Le 9 novembre 1943 – lors du 25ème anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale – des coursiers du Front de l'Indépendance ont apporté dans les kiosques de journaux, un faux Soir avant la livraison de l'édition du soir du vrai Soir qui était aux mains de l'occupant allemand. 5 000 à 10 000 exemplaires ont été vendus avant que les Allemands s'en soient rendu compte. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, la nouvelle était connue dans tout le pays. On se transmettait et on se revendait le journal. Le retentissement fut énorme. Malheureusement, tous les responsables furent arrêtés par l'occupant. Ceux qui en avaient pris l'initiative étaient deux résistants du Front de l'Indépendance, Marc Aubrion et René Noël. Le faux Soir fut imprimé par Fernand Wellens, également membre du Front de l'Indépendance, dans des bâtiments du Sablon où se trouve aujourd'hui le lycée Henriette Dachsbeck. Ferdinand Wellens mourut le 28 janvier 1945 dans un camp de concentration.



A gauche : Photo de mariage de Woulphe Schak et Edith Geleyn (au milieu) entourés de parents et de témoins à la maison communale d'Anderlecht. Ils posent au deuxième étage devant le vitrail de Henri Dobbelaere.
A droite : Jean Snick et Emma Schak en 1976 dans l'appartement de leur fille Liliane à Molenbeek.

ont la profonde douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Raymond SCHAK

Epoux de Madame Edith GELEYN

Chevalier de l'Ordre de Léopold II avec palme

Croix de guerre 1940 avec palme

Médaille Commémorative de la guerre 1940-1945 avec 2 sabres croisés

Médaille de la Résistance

Croix du Prisonnier Politique 1940-1945 - 8 étoiles

Chevalier de l'Ordre de Léopold

Officier de l'Ordre de Léopold II

Officier de l'Ordre de la Couronne

Médaille d'honneur de la Fédération Internationale des résistants

Diplôme de Commandeur pour services rendus à la cause Alliée et de la Paix

né à Chavel (Russie), le 1 novembre 1912 et décédé à Anderlecht, le 17 mai 1991.

Extrait du faire-part de décès de Woulphe Schak, mieux connu sous le nom de Raymond, avec mention des titres qu'il reçut pour son combat et sa résistance à l'occupation allemande.

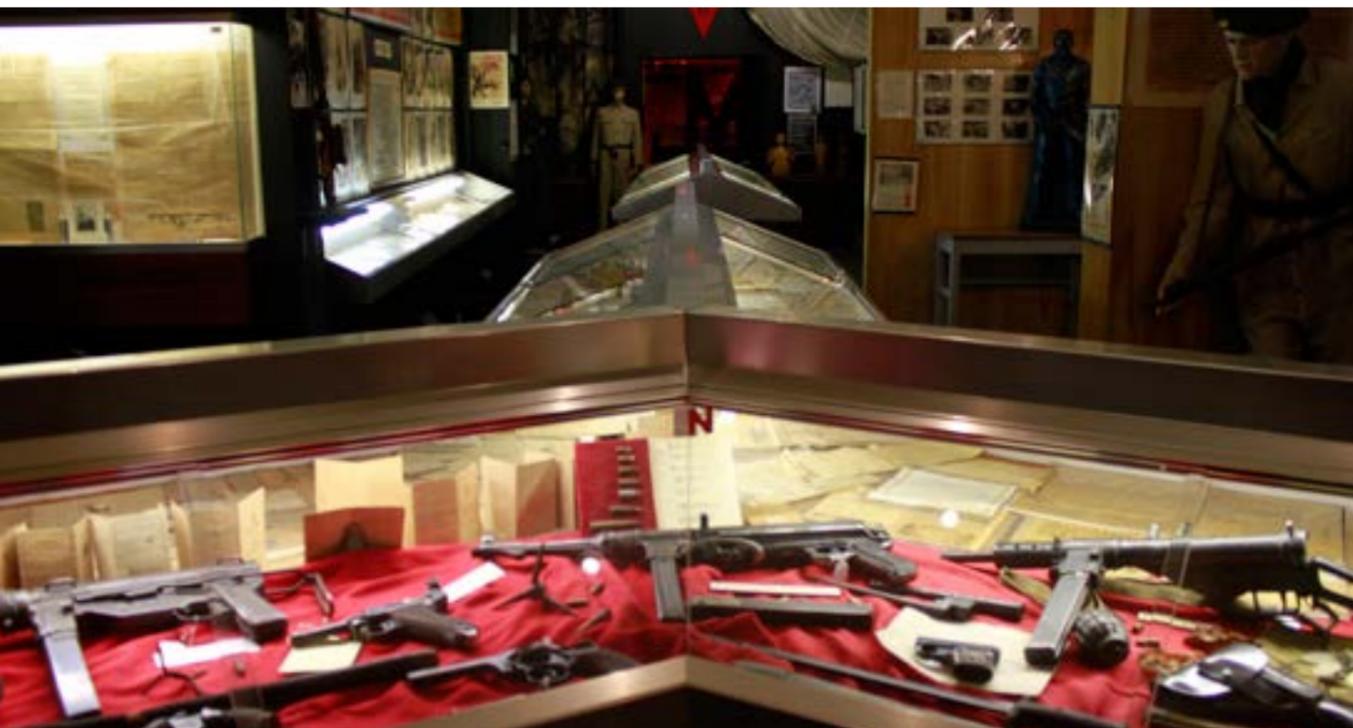
La Résistance armée

À partir de juillet 1941, lorsque les communistes passèrent massivement dans la clandestinité, une Résistance armée plus structurée s'organisa. Le groupe Les Affranchis s'était déjà formé en 1940. Dans le Corridor du musée sont exposés les emblèmes des 16 organisations de Résistance armée officiellement reconnues. À côté des Affranchis, l'Armée Belge des Partisans, Insoumis et l'Armée Secrète étaient également actifs à Cureghem.

Jean Brack fonda en 1941 avec deux amis, l'organisation de Résistance La Garde Nationale, qui comptait 537 membres. En mars 1941, il adhéra au Front de l'Indépendance, prit part à des sabotages et élimina plusieurs dénonciateurs qui travaillaient pour les nazis. Brack était un des principaux points de contact pour la messagère Anna Megens, sœur d'Emmanuel. Pour des raisons de sécurité, Jean Brack déménagea vers les Ardennes pour y poursuivre son travail de Résistance. Comme commandant de la première colonne mobile de l'Armée Belge des Partisans, il participa à la libération. Jean Brack fut blessé aux jambes par une grenade lancée le 25 novembre 1944 durant une manifestation du Front de l'Indépendance contre le gouvernement Pierlot qui revenait d'exil. Fin 1944, il poursuivit le combat en France avec d'autres partisans armés. À la fin de la guerre, il rentra chez lui et devint le président-conservateur du Musée de la Résistance de Belgique. Entre-temps, il trouva encore le temps d'exercer sa fonction de directeur de l'administration de la commune d'Anderlecht.

Woulphe Schak fut engagé en février 1941, dans l'Armée des Partisans par Charles de Munter qui habitait rue du Transvaal. Woulphe – connu sous le prénom de Raymond – naquit en 1912 en Lituanie mais était apatride et communiste convaincu. Il était arrivé à Bruxelles avec ses parents qui avaient fui le régime tsariste de Russie. Son père Hirsch Schak vint se réfugier en Belgique pour éviter son emprisonnement en Sibérie. Il était un partisan des Soviétiques. Woulphe Schak déménagea plusieurs fois à Bruxelles. Lorsqu'éclata la guerre, il habitait rue de Cureghem, près de la Porte d'Anderlecht. Au Front de l'Indépendance, sa tâche consistait à recruter des membres en vue de constituer un comité pour mener le combat syndical et surtout pour diffuser les tracts clandestins appelant la population à la résistance civile et armée contre l'occupation allemande. Les résistants engagés travaillaient par groupes de trois personnes, qui formaient la base de l'organisation. Les réunions se tenaient clandestinement dans la maison d'Alphonse Verlinde à la rue Joseph Stevens, près de l'église de la Chapelle. Plusieurs des groupes formés devinrent rapidement des groupes armés. Woulphe transportait les armes et les munitions pour pouvoir organiser des expéditions punitives contre les groupes de collaborateurs fascistes.

Son beau-frère Jean Snick était également impliqué dans ces transports d'armes. Jean était le mari de la deuxième sœur de Woulphe, Emma. Elle travaillait durant la guerre comme vendeuse dans un magasin d'articles en cristal et en porcelaine. Lorsque son mari fut arrêté par les nazis et qu'il passa plusieurs mois en prison, elle a réussi à lui faire parvenir des colis par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Après la guerre, Emma Schak et Jean Snick eurent jusqu'à l'âge de la pension, un magasin de meubles, chaussée de Mons à Cureghem. Jusqu'au moment de son entrée en maison de repos, en 2012, elle habitait dans un immeuble d'appartements rue de la Poterie et elle fréquentait régulièrement le centre de services Cosmos.



La salle où sont exposés les documents, les photos ainsi que les objets de la Résistance armée et de la presse clandestine se trouve au rez-de-chaussée du musée.



Devant les bâtiments de l'ancienne usine Danckaert, Oscar Mestdag explique comment il sabotait les armes allemandes. Lors du montage du revolver, le ressort du percuteur était chauffé à blanc, puis refroidi dans de l'huile froide et ensuite un peu chauffé jusqu'à ce que le ressort devienne bleu rouge de façon à le rendre fragile. Après cinq utilisations, plus qu'assez pour subir un test après réparation, le ressort du revolver se brisait.

Woulphe Schak organisa et prit part à plusieurs attaques armées contre Rex et la VNV, notamment lors d'une réunion des membres de Rex au Cirque Royal, à la rue du Lombard, à la rue Haute, à la basilique de Koekelberg et à la place Fontainas à Bruxelles. Lors de la manifestation patriotique du 21 juillet 1941, il fut également impliqué dans l'attaque d'un groupe de contre-manifestants de Rex. Une de ses dernières actions armées – sans oublier celle au monument au Soldat Inconnu le 11 novembre 1941 – eut sans doute lieu en octobre 1941 à la Place Jamar et à la Chaussée de Mons à Cureghem. Cette attaque armée contre des rexistes fut exécutée en compagnie d'Alphonse Verlinde et de Charles De Munter. Woulphe Schak fut dénoncé et arrêté à six heures du matin avec Charles De Munter par la Sipo-SD.

L'Armée belge de Partisans a compté dans ses rangs plusieurs membres juifs parmi lesquels David Lachman, Szlama Engelszer et Sarah Goldberg. Szlama Engelszer habitait au début de la guerre à la rue Eloy à Cureghem. David Lachman et Sarah Goldberg – une ancienne étudiante de l'école Marius Renard – habitaient à Saint-Gilles. Pour la Résistance armée, il fallait évidemment aussi transporter des armes et des munitions. Celles-ci étaient souvent parachutées. Ces parachutages étaient annoncés par communications radio codées. La Résistance armée attaquait les maisons communales pour s'approprier les tickets de rationnement ainsi que des cartes d'identité vierges et des tampons pour fabriquer de faux papiers.

Sabotage

Pendant la guerre, Oscar Mestdag habitait rue Georges Moreau. Sur le conseil d'un ami qui faisait partie de la Résistance, il alla travailler chez Danckaert en tant qu'électromécanicien avec l'idée de saboter des armes. Quand, en février 1942, il rencontra son ami résistant, il lui déclara souhaiter se rendre en Angleterre avec un camarade du lycée. Son ami résistant le convainquit que sa place n'était pas en Angleterre, mais bien ici avec la Résistance. La fabrique Danckaert de la rue des Vétérinaires avait été réquisitionnée par les Allemands pour y réparer leur armement. Au rez-de-chaussée, on réparait les grosses pièces comme les canons, et aux étages, les armes plus petites. Oscar effectua des sabotages à la demande de l'organisation de Résistance Les Affranchis dont il était membre. La plus grande crainte d'Oscar était de se faire arrêter. Heureusement il ne fut jamais pris sur le fait, ni trahi.

Pierre De Tollenaere connut un autre sort. Il fut pendu au gibet. Un rond-point d'Anderlecht porte son nom. Il fut arrêté le 22 juillet 1941 et après avoir été torturé à Breendonk, il arriva au camp de concentration de Neuengamme. Etant soudeur, Pierre fut condamné à travailler dans une usine où on fabriquait des éléments de sous-marins. Il sabota certains éléments. Des amis lui conseillèrent d'être prudent. Suite à une trahison et à l'enquête ouverte par les Allemands, qui les mena jusqu'à lui, il fut pris en flagrant délit. Il fut maltraité et enfermé, des semaines durant, dans un bunker et fut finalement pendu.

Il y eut des actes de sabotage à la Gare de l'Ouest et à la gare de marchandises de la Petite Ile ainsi que contre le dépôt d'armes de l'armée allemande situé entre la rue de la Poterie et la rue de la Rosée.

Le 3 septembre 1944, l'occupant allemand amena des prisonniers de Saint-Gilles à la Gare de la Petite Ile. Ils furent emmenés à Malines dans des wagons à bestiaux. De là, le train partit pour l'Allemagne, mais du fait que les voies étaient bloquées en direction de Liège, le train retourna à la Gare de la Petite Ile. La Croix Rouge discuta de la situation avec les Allemands pour pouvoir distribuer de l'eau aux prisonniers. Les wagons furent ouverts et 145 prisonniers dont le père de Joséphine Stein purent s'évader avec l'aide de résistants et de cheminots.

Les lignes d'évasion

Pour empêcher que des soldats alliés ne tombent aux mains des Allemands, beaucoup de gens offraient des planques en vue de leur rapatriement ultérieur. Ils organisaient également des lignes d'évasion de façon à ce que les militaires puissent rejoindre leur unité. Anderlecht, située près de la Gare du Midi était l'un des points de ralliement des Alliés. De Bruxelles, les lignes d'évasion passaient par la Wallonie et la France pour prendre le chemin de l'Espagne et parfois aussi du Portugal, pour ensuite aller en Angleterre. On se rendait aussi en tram à la Gare de Louvain – qui était moins surveillée – pour partir de là.

On donna des noms illustres à ces lignes d'évasion. Au Musée de la Résistance de Belgique, on trouve dans la Salle de Conférence des panneaux de la Ligne Zéro – dont l'Anderlechtois Emile Van Hove était membre – et EVA, qui comptait surtout des membres à Schaerbeek. Le réseau d'évasion Comète apparaît à plusieurs endroits dans le musée. Il est mis en évidence avec une photo d'Andrée De Jongh qui, avec un ami, Arnaud Deppé a constitué le réseau Comète. Andrée De Jongh, infirmière dans un hôpital, prit à cet endroit les premiers contacts avec les militaires britanniques. Arnaud Deppé a grandi au Pays Basque et possédait les relations nécessaires pour élaborer une ligne d'évasion.

Andrée De Jongh passa par les Pyrénées pour se rendre chez le consul d'Angleterre à Bilbao. Le consul pouvait se charger du transfert d'Alliés de l'Espagne à l'Angleterre. Comète devait s'occuper de les faire arriver en Espagne. Pour ce faire, il fallait trouver des points d'arrêt et des passeurs, fabriquer des faux papiers et récolter de l'argent. Comète était un réseau indépendant sans ingérence des gouvernements belge et britannique. C'était nécessaire, car beaucoup de fonctionnaires ignoraient la réalité de l'occupation.

C'est Andrée De Jongh qui assumait la direction du réseau. Comète, qui se développa en Belgique et en France, comptait au moment de la libération quelque 2 000 membres et put ramener en Angleterre plus de mille soldats et pilotes abattus par les Allemands. Le réseau pouvait récupérer dans toute la Belgique des pilotes abattus et disposait de guides et de logements dans toute la France occupée. Marcelle et Jean Delen qui habitaient à la Roue, et Andrée Dumont étaient membres du réseau d'évasion Comète dans lequel Andrée Dumont était la personne qui accompagnait les soldats. Le transfert de soldats était une tâche généralement confiée à des jeunes filles. Une jeune fille et son copain, cela se remarque moins que deux hommes.

Pour Andrée De Jongh, cela dura jusqu'en janvier 1943. Lors de son 33ème voyage, après avoir accompagné 125 pilotes, elle fut arrêtée. Elle fut déportée en Allemagne. Elle a vécu la déportation à Ravensbrück, le transport à Mauthausen et en mars 1945, la libération. Durant son emprisonnement, c'est son père, un ancien directeur d'école qui assumait la fonction de chef du réseau. Il fut à son tour arrêté et fusillé au Mont Valérien, près de Paris.

Robert Megens, père d'Emmanuel et de Anna, qui, depuis 1906 donnait cours d'anglais au 4ème degré de l'école communale de la rue Ropsy-Chaudron allait réceptionner des soldats anglais à la Gare du Midi. Deux professeurs prêtres de l'Institut Notre-Dame ont également aidé des soldats alliés. Le père de Joséphine Stein aida des pilotes américains, canadiens et anglais à fuir. Il fut arrêté en mars 1944 par la police secrète allemande et emmené à la prison de Saint-Gilles où il fut torturé.

Le Comité de Défense des Juifs

Jusqu'à l'été 1942, l'avenir des Juifs n'était pas si clair. C'est pourquoi la plupart des Juifs marchaient au pas et suivaient les ordres et les décrets. C'est cependant un mythe de dire que les Juifs étaient un peuple docile qui, comme des moutons, se laissaient mener à l'abattoir. Des Juifs faisaient partie de la Résistance en Belgique. Par ailleurs, le Comité de Défense des Juifs (CDJ), fondé en 1942, joua un rôle important.

Beaucoup de Juifs étaient révolutionnaires. En Europe de l'Est – dont de nombreux Juifs sont originaires – la répression ethnique des Juifs allait de pair avec la répression de classe. En outre, la Révolution d'octobre 1917 en Russie avait impressionné beaucoup d'entre eux. La crise des années '30 occasionna un appauvrissement de la population juive et la poussa vers les communistes et beaucoup moins vers les syndicats catholiques ou socialistes. Ceux-ci considéraient plutôt les Juifs comme une menace du fait qu'ils acceptaient de travailler à des salaires plus bas.

Le couple Jospa a joué un rôle important dans la fondation et le développement du CDJ. Hava Groisman, née le 3 février 1910 en Bessarabie (Moldavie), a fui son pays dans les années '20 pour s'installer à Bruxelles où elle suivit une formation d'assistante sociale. En 1933 elle se maria avec Herz Jospa, un ingénieur, né comme elle en Bessarabie. Ils sont devenus en même temps membres du parti communiste de Belgique et furent cofondateurs de la section belge de la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA). Depuis 1941, Herz a vécu dans la clandestinité. Hava devint alors Yvonne Jospa.

Herz Jospa rassembla en septembre 1942 au domicile de Chaim Perelman, plusieurs organisations très différentes sur le plan idéologique, qui furent à la base de ce qu'on appellera en 1943 le Comité de Défense des Juifs (CDJ). Chaim Perelman fut exclu de l'Université Libre de Bruxelles où il était professeur extraordinaire. Il a également exercé une fonction dans l'Association des Juifs en Belgique (AJB). Malgré les divergences, les Juifs se rassemblèrent avec l'objectif de soustraire la population juive à la déportation. Fin 1942, début 1943, il devint clair que les nazis voulaient exterminer totalement la communauté juive de Belgique. Après pas mal de revers, l'arrestation de nombreux dirigeants et une réorganisation, le CDJ réussit à mettre au point un grand nombre de services. L'infiltration du CDJ dans l'AJB apporta de nombreux renseignements.

Le CDJ fournissait des faux papiers et des tickets de rationnement aux clandestins. Le CDJ cherchait aussi des planques dans tout le pays. Son « service logement » disposait de 138 planques dans des écoles, des couvents, des orphelinats... et environ 700 adresses de planques chez des particuliers. Pour sauver et abriter les enfants juifs, comme c'était une mission importante, on créa un service distinct. Le CDJ offrait aux clandestins juifs une aide matérielle et financière. La plupart des Juifs avaient en effet été entièrement spoliés par l'occupant et étaient devenus des ouvriers sans travail ou des artisans qui avaient épuisé leur épargne.

La section des Enfants du CDJ était un chaînon important entre la population juive et la population non-juive. Yvonne Jospa et la jeune militante catholique Suzanne Moons-Lepetit, surnommée « Brigitte », cherchaient des places principalement dans les institutions catholiques. Malgré l'absence de réaction officielle de l'Eglise catholique aux ordonnances anti-juives, beaucoup de cercles catholiques ont offert une aide importante. A Cureghem, des enfants et des jeunes Juifs ont été cachés à l'Institut Notre-Dame, à la rue De Fiennes, au couvent des Sœurs du Très Saint Sauveur, avenue Clemenceau et dans une maison proche de l'église Notre-Dame Immaculée.



Salle au rez-de-chaussée du musée. A droite sur la photo, l'affiche trilingue portant la mention « Entreprise Juive ». Le texte devait également figurer sur toutes les enseignes, au-dessus de la porte d'entrée et dans l'étalage. Cette mention devait aussi figurer sur les en-têtes de lettres et les cachets.



A l'avant, dans le Corridor du Musée de la Résistance de Belgique, sont exposés les insignes des organisations de résistance armée officiellement reconnues en Belgique.

Des centaines d'autres enfants juifs qui habitaient à Cureghem furent cachés dans des familles ou chez des particuliers à Cureghem même, mais bien plus, pour des raisons compréhensibles, en dehors de Cureghem, à Anderlecht ou dans des institutions bruxelloises ou en Wallonie, car à Bruxelles il était encore difficile de trouver un endroit sûr. Pour Claire Frydman – dont les parents avaient un atelier de maroquinerie rue de l'Instruction – et Bracha Altman – dont les parents étaient modistes rue Grisar – une des adresses de planque était un internat de Morlanwelz, qui était un vrai nid de résistants. Après quelques difficultés, l'internat dut fermer ses portes et Claire et Bracha trouvèrent un autre endroit.

Beaucoup furent arrêtés parce qu'ils offraient leur aide. Malgré le risque, il y avait une grande solidarité. Du fait d'incessantes enquêtes et du voisinage de collaborateurs et de traîtres rémunérés, il était nécessaire de changer souvent de planque. Les règles de rationnement aggravaient le problème pour les clandestins. Le CDJ a toujours veillé à ce que son travail social ne devienne pas une œuvre de charité. Le comité était avant tout une organisation de Résistance.

Cacher les réfractaires

Durant l'occupation, les jeunes nés en 1920, 1921 et 1922 furent appelés pour le travail obligatoire en Allemagne. A partir de 1942, les chômeurs furent également soumis au travail obligatoire en Allemagne. Beaucoup de jeunes essayèrent d'y échapper.

Certaines écoles rallongeaient parfois les études pour éviter le travail obligatoire à leurs étudiants. La Résistance aidait les réfractaires à entrer dans la clandestinité.

Cela s'accompagnait souvent de l'accueil d'enfants juifs à l'Institut Notre-Dame. A l'école, on n'inscrivait pas seulement les enfants juifs sous une fausse identité, on accueillait également des enfants juifs, des réfractaires et des jeunes recherchés par l'occupant. L'organisation des réfractaires du Front de l'Indépendance du Brabant, dirigée par Roger Van Praag – arrêté en avril 1944 – eut longtemps ses bureaux au boulevard Poincaré.

L'Anversois François Lambrechts se rendait tous les jours en train à Bruxelles pour y travailler. A la fin de la guerre, lorsque les soldats allemands renforcèrent leurs contrôles dans les gares et à partir du 1er mai 1944, lorsque le laissez-passer de François fut périmé, il dut passer à la clandestinité. François Lambrechts entra en contact avec l'abbé Goossens, qui était à l'époque directeur de l'Institut Notre-Dame. Celui-ci accueillait dans son école – où il n'y avait aucun élève à ce moment – des jeunes sans papiers qui pouvaient tomber entre les mains de la police. Alors que dans les cinémas de la ville, on ne pouvait voir que des films censurés et autorisés par les Allemands, à l'Institut Notre-Dame, qui était reconnu pour sa tradition cinématographique, on pouvait exceptionnellement admirer des films américains, en toute discrétion, évidemment.

Au cours de l'été 1944, il y avait entre 100 000 et 150 000 résistants en Belgique. 10 à 20 % d'entre eux étaient des femmes. Environ 30 000 résistants furent arrêtés par les Allemands et près de 16 000 d'entre eux périrent dans les camps et ne purent pas fêter la libération.



Dans son appartement, Sophie Rechtman-Granos regarde avec nous les photos qui rappellent l'effroyable période de son enfance.

L'Enfant Caché

Lorsque la guerre éclata, Sophie Granos avait 6 ans. Elle habitait avec ses parents au premier étage d'une maison située au 126 avenue Clemenceau. Au rez-de-chaussée, il y avait une boucherie. Elle fréquentait l'école communale francophone de la rue du Chapeau. Un jour, Sophie n'a plus pu aller à l'école et a dû porter une étoile. Pour échapper aux poursuites et aux razzias, elle fut d'abord envoyée chez ses grands-parents qui habitaient rue des Fabriques à Bruxelles-Ville. La fille du boucher proposa de cacher Sophie chez une famille de paysans à Leeuw-Saint-Pierre. Cette famille ne parlait pas un mot de français. Après huit jours, son père lui rendit visite et Sophie rentra avec lui.

Son père habitait à Uccle et les voisins voulurent prendre Sophie chez eux. Guillaume et Louise devinrent alors ses oncle et tante adoptifs. Elle reçut un nouveau nom : Simone Legrand. Sophie n'était plus juive, elle n'avait pas de parents et portait un autre nom.

Guillaume et Louise avait un fils, Charles qui avait 21 ans et qui était dans la Résistance. Guillaume et Louise pensaient que Charles était incarcéré à la prison de Saint-Gilles mais, en réalité, il avait déjà été déporté et était mort. Sophie reçut la chambre de Charles. Louise pleurait chaque fois qu'elle mettait Sophie au lit.

En septembre 1943, Sophie apprit que sa mère, qui était alors âgée de 31 ans, avait été arrêtée. On lui avait dit qu'elle devait aller travailler en Allemagne et qu'elle reviendrait. En février 1944, son père et ses grands-parents furent arrêtés. Egalement pour aller « travailler » en Allemagne. Son père revint avec le typhus, mais sa mère et ses grands-parents ne revinrent pas. Après la guerre, le père de Sophie commença une autre vie, dans laquelle elle ne trouvait pas sa place. Elle retourna trois fois chez Guillaume et Louise, mais resta finalement chez son père qu'elle adorait.

Beaucoup plus tard, commença pour Sophie Rechtman-Granos l'aventure de l'« Enfant Caché ». Lors d'un rassemblement à New York, où plus de 1 600 personnes étaient présentes, elle découvrit qu'elle n'était pas la seule. Jusqu'alors, Sophie était plutôt introvertie, mais cela changea. En 1992, fut créée l'Association de l'Enfant Caché dont Sophie fut pendant longtemps présidente, ensuite présidente d'honneur et aujourd'hui co-présidente. Faire connaissance les uns avec les autres, rendre hommage à leurs sauveurs et combattre l'antisémitisme, tels sont les buts que se fixe encore toujours l'Association.



A gauche : Sophie en 1934 – à l'âge de 5 mois – avec sa maman au parc Crickx. Sophie habitait à l'époque avec ses parents la chaussée de Mons.

Au milieu : Sophie à l'âge de 6 ans, juste avant la guerre, avec son père à la place de Brouckère dans le centre de Bruxelles.

A droite : Sophie avec Guillaume et Louise lors de son mariage avec Max Rechtman en 1953.

Des fillettes juives sauvées dans un couvent à l'avenue Clemenceau



A gauche : Le couvent des Sœurs du Très Saint Sauveur avait un accès à l'arrière qui donnait sur la rue Sergent de Bruyne. C'est par cette issue que les jeunes filles furent mises en sécurité. Sur cette photo, on voit quatre sœurs du couvent.
A droite : La sœur supérieure Marie-Auréliette et Marthe De Smet avec quatre de cinq enfants de famille Poler, tous cachés dans le couvent à l'exception d'Abraham. Les quatre jeunes filles, dont on en voit trois sur la photo, se nomment Rosette, Fanny, Jeanine et Lilia. Trois des sœurs habitent aujourd'hui au Venezuela, et la quatrième aux Antilles néerlandaises.



A gauche : En mai 1943, Bernard Fenerberg venait d'avoir 17 ans.
Au centre : Paul Halter est né à Genève le 10 octobre 1920. Le 20 septembre 1943, il fut déporté de Malines à Auschwitz-Birkenau par le convoi XXIIA. Il fut libéré en janvier 1945 par l'armée russe et transféré en Belgique le 5 avril 1945. Il est décédé le 30 mars 2013 à Molenbeek-Saint-Jean.
A droite : Gutki Stolmicki, qui, avec sa toute petite sœur Simone fut cachée dans le couvent, s'occupa aussi de 14 autres fillettes. C'est pour cela qu'on la qualifia d'accompagnatrice du groupe.

A la façade de l'immeuble situé 70 avenue Clemenceau – où se trouvent aujourd'hui les bureaux de la communauté des Petits Frères de l'Évangile – on a, à l'initiative du Service social juif et de l'Association de l'Enfant Caché, apposé une plaque commémorative en hommage à six combattants de la Résistance : Floris Desmedt, Andrée Ermel, Jankiel Parancevitch, Tobie Cymberknopf, Bernard Fenerberg et Paul Halter. Les résistants honorés avaient réussi à soustraire à l'occupant allemand et à la déportation 14 jeunes filles juives et leur accompagnatrice.

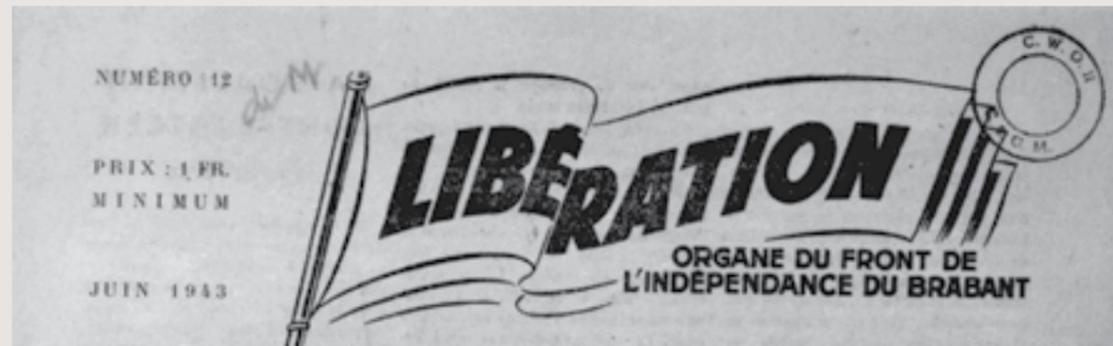
Le bâtiment abritait précédemment le couvent des Sœurs du Très Saint Sauveur où l'on soignait les malades. En 1937, les sœurs y accueillirent déjà des enfants de réfugiés basques suite à la guerre civile en Espagne. Durant la Deuxième Guerre mondiale, 14 fillettes juives et leur accompagnatrice Gutki y séjournèrent. Les fillettes étaient âgées de 20 mois à 12 ans et leur accompagnatrice avait 24 ans.

Un jeune homme juif, Bernard Fenerberg, qui avait 17 ans à l'époque, logeait dans une chambre chaussée de Mons. Il prenait ses repas rue de la Clinique chez Marieke qui s'occupait de petits garçons juifs cachés par l'abbé Bruylandts. Pour faire le moins possible de déplacements, car Bernard n'avait pas encore de faux papiers, il n'y mangeait que le soir et y préparait ses repas de midi pour les emporter et les réchauffer le lendemain à l'atelier de fourrure où il travaillait.

Mais le mois de mai 1943 fut exceptionnellement torride et la nourriture qu'il emportait aurait pu se gâter. Alors, malgré le risque, Bernard décida de venir manger également le midi chez Marieke et la prévint le soir du 19 mai. Le 20 mai, il se rendit à midi à la rue de la Clinique et y trouva Marieke en pleurs. Elle expliqua à Bernard que la Sipo-SD, accompagnée du fameux dénonciateur « le gros Jacques », lui-même Juif, avait découvert les 15 fillettes dans le couvent et avait voulu les arrêter. Sur l'insistance des sœurs, les soldats allemands leur avaient accordé un délai d'une nuit pour qu'elles puissent préparer les fillettes à leur départ. Mais cet ordre était assorti de la menace d'emmener les sœurs elles-mêmes si le lendemain, les enfants n'étaient pas au complet.

La rage au cœur, Bernard retourna à l'atelier de fourrure rapporter les faits à Tobie Cymberknopf et lui proposa d'aller chercher son ami Paul Halter qui était commandant de l'Armée belge des Partisans. Après plusieurs heures de recherche, ils trouvèrent heureusement Paul et c'est lui qui allait diriger l'opération de sauvetage des enfants. Ils se donnèrent rendez-vous le soir même au couvent. Paul était accompagné de trois autres résistants. Bernard n'était pas tranquille. Des hommes de la Sipo-SD pouvaient être à l'intérieur.

Paul Halter sonna. Une sœur entrebâilla la porte. Paul la bloqua du pied, sortit son revolver et ordonna à la sœur de les laisser entrer. Les sœurs avaient peur et les fillettes qui étaient déjà couchées, pleuraient. Les résistants rassurèrent les sœurs et l'accompagnatrice des enfants en leur précisant qu'ils n'étaient pas allemands et qu'ils venaient pour sauver les enfants. Les fillettes sortirent de leurs lits et, une fois calmées et habillées, elles furent emmenées. Pour éviter que les sœurs soient arrêtées par la Sipo-SD, on mit en scène un kidnapping. Les sœurs furent ligotées avec un câble de téléphone.



Résistance: toute la nation dit non à Hitler. L'ouvrier comme l'intellectuel. Dans les milieux universitaires, c'est par centaines que les étudiants refusent de répondre aux convocations de la Werbestelle. L'Université de Louvain qui abrite, on le sait, la plupart des anciens étudiants de Bruxelles, est devenue un bastion de la résistance. Les autorités académiques soutiennent ouvertement les étudiants.

La nuit, soudain, des inconnus pénétrèrent dans le couvent. Ils demandèrent aux religieuses de leur désigner les quinze fillettes juives; puis avec mille ménagements, ils ligotèrent les bonnes sœurs. Les inconnus s'en vont emportant les quinze fillettes.

Le lendemain, la Gestapo arrive à l'heure dite.

— Et les fillettes?

Le F. I., soucieux de défendre la conscience des enfants, a distribué des tracts dans les quartiers des écoles intéressées. Il s'est adressé aux parents des élèves et aux instituteurs, les uns et les autres doivent isoper l'autorité des usurpateurs. Le F. I. leur a donné des consignes précises à ce sujet.

Il appartient aux patriotes de les aider dans cette résistance. Qu'ils...

La presse clandestine publiait régulièrement des avis au sujet des actions de la Résistance. Ci-dessus, un extrait d'un article paru dans Libération de juin 1943, et qui relate l'attaque du XXème convoi ainsi que le sauvetage de 15 fillettes du couvent de l'avenue Clemenceau. (Caseme Dossin)

Deux mamans sont venues chercher leurs enfants. Paul Halter et Andrée Ermel mirent les deux plus jeunes enfants en lieu sûr. Malgré le danger, pour les 10 autres et leur accompagnatrice Gutki, il n'y avait pas d'autre solution que de les emmener dans l'appartement vide des parents de Bernard, rue Terre-Neuve, en plein quartier juif. Dans la rue, les gens se dépêchaient de rentrer chez eux car le couvre-feu était proche. Ils formèrent des groupes de trois pour ne pas se faire repérer et, la peur au ventre, parvinrent sans ennui à l'appartement. Ils mirent les enfants au lit et Gutki resta près d'eux pendant que Bernard et Tobie montèrent la garde toute la nuit. Le lendemain matin, ils n'en crurent pas leurs yeux : la voisine, madame Delobel, avait généreusement apporté un grand plateau de déjeuner pour les enfants. Ensuite, très rapidement, des résistantes du CDJ vinrent chercher les enfants pour les emmener dans un endroit plus sûr.

Lorsque les Allemands revinrent le lendemain au couvent, ils furent furieux de constater ce qui s'était passé : les enfants juives avaient disparu. Les sœurs furent interrogées mais pas inquiétées.



En 1995, en marge du Congrès de l'Enfant Caché, Bernard, Paul et Tobie apprenent, après avoir été 52 ans sans nouvelles, que toutes les fillettes et Gutki avaient survécu à la guerre et retrouvèrent cinq d'entre elles lors d'une rencontre très émouvante, faite de larmes et de joie. De gauche à droite : Rachelle Frydland, Bernard Fenerberg, Paul Halter, Tobie Cymberknopf, Myriam Frydland, Simone Stelmicki, Yvette Lerner et Jeanine Poler.



Une plaque commémorative apposée sur la façade de la maison de l'avenue Clemenceau rend hommage aux six résistants qui sauvèrent les 15 fillettes.



Bernard Fenerberg réalisa de nombreux tableaux et fit plusieurs expositions, parfois avec son épouse Cécile Lenkowitz, également artiste, qui s'était lancée avec talent dans la sculpture et la céramique. En septembre 2013, il publia un livre où il raconte sa vie de jeune Juif, résistant pendant ces années de guerre : « Ces enfants, ils ne les auront pas ! ». Le tableau que l'on voit derrière Bernard sur cette photo est à l'origine du projet de couverture de ce livre.

Bernard Fenerberg

Né à Paris le 14 avril 1926, Bernard Fenerberg avait un an quand, avec ses parents, il a émigré en Belgique. Son vrai nom est en fait Feuerberg mais ce nom a été fautiveusement inscrit dans les registres lors de l'inscription de son père en Belgique. Au début de la guerre, Bernard Fenerberg habitait avec son père, sa mère et sa sœur Clara Fanny dans un appartement à la rue de Terre-Neuve. En mai 1942, son père a été condamné par les Allemands aux travaux forcés en France. Il dut participer à la construction du Mur de l'Atlantique (Pas-de-Calais) que les Allemands ont érigé pour résister aux Alliés et fut ensuite déporté.

Lors de la rafle qui eut lieu dans la nuit du 3 au 4 septembre 1942, Bernard, sa mère et sa sœur ont pu s'échapper et passer dans la clandestinité. La Sipo-SD n'avait pas sonné chez eux mais bien à la maison voisine. Sa mère et Clara Fanny ont d'abord trouvé refuge quelque temps chez un oncle. Sa mère a ensuite été cuisinière au domicile de la comtesse et du comte d'Aspremont Lynden, chef de cabinet du roi Léopold III. Sa sœur a été transférée par le CDJ dans un couvent à Heverlee.

Bernard, qui avait à l'époque 16 ans, a pu se cacher dans une maison de la rue de la Clinique dans le quartier de Cureghem. Dans cette maison proche de l'église, louée par le vicaire Jan Bruylandts, Marieke s'occupait d'une douzaine de jeunes garçons juifs que le religieux cachait. Au rez-de-chaussée, on trouvait le local de la JOC où, durant la guerre, de jeunes Juifs se rendaient aussi, car toutes les associations juives étaient interdites par l'occupant allemand. Ensuite, Bernard a déménagé pour loger dans une mansarde à la chaussée de Mons. Son grand-père habitait également chaussée de Mons, entre l'avenue Clemenceau et la rue Sergent de Bruyne et d'autres membres de sa famille rue du Compas. Dès ses 14 ans, Bernard travailla comme apprenti fourreur. Ensuite à partir de 1942, grâce à la complicité de son patron, il put continuer à travailler clandestinement dans un atelier de la rue de l'Infirmier, près de l'église du Béguinage.

Il échappa plusieurs fois de peu à la déportation. Un jour, dans les Marolles, il s'engouffra in extremis dans une épicerie où, grâce à l'aide de la commerçante, il put atteindre une maison vide voisine et s'y cacher pendant deux heures dans les broussailles du jardin. Un autre jour, chaussée de Mons, alors qu'avec un ami de la JOC il comptait les avions alliés qui passaient dans le ciel, il fut surpris et contrôlé par un SS belge qui n'appréciait pas cette audace. Heureusement, Bernard possédait à l'époque une fausse carte d'identité. Il expliqua que sa mère serait inquiète s'il ne rentrait pas et il ne fut pas arrêté.

Pour avoir pris l'initiative de l'opération réussie du sauvetage des enfants juives, Bernard, recommandé par Paul Halter, fut engagé à 17 ans dans l'Armée belge des Partisans, en dissimulant qu'il n'avait pas l'âge requis de 18 ans pour y être accepté. Il reçut notamment la mission d'incendier un champ de colza à Ruisbroeck, de voler à des officiers allemands des armes dont la Résistance avait besoin, ou d'abattre des dénonciateurs. Après la guerre, il retrouva sa mère et sa sœur. Le père de Bernard mourut à Auschwitz-Birkenau ainsi que de nombreux membres de sa famille.

A l'âge de la pension, il s'initia à la peinture à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Gilles et à celle d'Anderlecht. Humaniste convaincu, il raconte l'histoire de la communauté juive à ses deux enfants, à ses deux petits-enfants et à ses quatre arrière-petits-enfants et leur transmet ses valeurs si fondamentales pour leur apprendre à s'opposer à toute forme d'injustice.

« Contrairement au crime, l'action paie toujours »

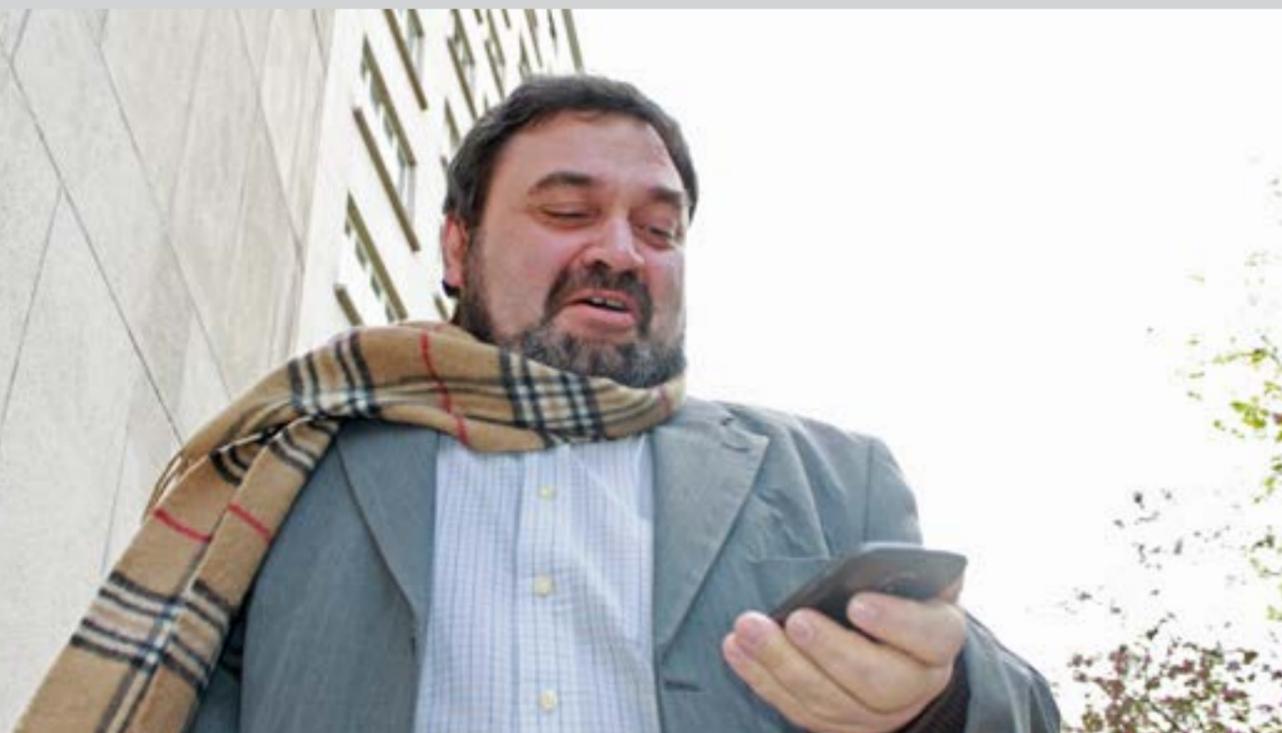
Au rez-de-chaussée d'un des immeubles d'appartements du Square Albert Ier, nous nous entretenons avec José Garcia, secrétaire-général du Syndicat des Locataires, au sujet de la Résistance dans sa vie et de son travail.

Au milieu des années '60, José est arrivé à Bruxelles avec ses parents. Il n'avait que 7 ans mais se souvient très bien du voyage en train, du sud de l'Espagne à Bruxelles. Au bout d'un voyage de trois jours et trois nuits, ils arrivèrent fatigués sous un ciel plombé, à la Gare du Midi. La famille s'installa dans les Marolles, un vieux quartier populaire situé au pied du Palais de Justice et de l'autre côté de la Gare du Midi par rapport à Cureghem. Le Vieux-Marché (Marché aux puces) est au cœur de ce quartier, qui dans les années '60, avait encore une ambiance de village. Les nouveaux venus y étaient bien accueillis et les gens se respectaient les uns les autres.

Sa jeunesse fut marquée par un événement important dans les Marolles. En 1969, l'existence du quartier fut menacée ; une grande partie du quartier devrait faire place à une extension du Palais de Justice. Mais les Marolliens étaient déterminés. Ils fondèrent un comité qui mena des actions dans divers ministères. On connaît cette période sous le nom de la « Bataille de la Marolle ». Les habitants remportèrent la bataille en présentant un projet-pilote pour la rénovation des Marolles.

Quelle est votre vision du monde ?

Les décennies passées sont marquées en Occident par l'échec des politiques. Au début des années '80, sous l'influence du Président des Etats-Unis, Ronald Reagan, et du Premier ministre britannique Margaret Thatcher, presque tout le monde se mit à croire que la poursuite d'intérêts individuels pourrait être bénéfique pour la société dans son ensemble.



A cette philosophie de bas étage se rattache aussi une nouvelle division des classes : les gagnants et les perdants de l'économie globalisée. Alors que le gagnant enregistrerait un bonus chiffré en millions, en poussant à l'extrême le chiffre d'affaire des sociétés et des banques, le perdant voyait comment du fait d'un point de vue purement lucratif son emploi était transféré vers des pays à bas salaires. Pendant que le gagnant construisait sa villa, le perdant se retrouvait avec de nouveaux voisins, des nouveaux venus qui sans trop de succès voulaient avoir leur part des promesses économiques. Avec le bagage acquis par mes études, je pouvais faire le choix de me ranger du côté des gagnants, mais j'ai choisi de ne pas renier ni mes origines, ni mes expériences et encore moins mes convictions.

Je suis et je reste un enfant du peuple. Mes parents étaient des paysans qui ont fait tout leur possible pour nous offrir le maximum de chances en dépit de leur situation modeste. Ils nous ont élevés avec les valeurs qu'ils incarnaient eux-mêmes. Nous n'avions pas grand-chose, mais ce n'était pas une raison pour prendre à autrui ce à quoi il a droit.

Comment cet engagement social, disons, cette résistance a-t-elle pris forme en vous ?

Le cadre militant de la fin des années '60 et du début des années '70 a été mon inspiration et mon apprentissage. La lutte se basait sur une critique de la société, la pensée unique est dénoncée. Au début des années '70, la montée du prix du pétrole a eu une répercussion sur l'économie, au niveau mondial. A côté des mesures d'austérité pour redresser l'économie, les locataires ont dû subir la forte augmentation des frais de chauffage. Cela a conduit en 1974 à la fondation du Syndicat des Locataires. Avec quelques amis et des travailleurs sociaux, j'ai été à la base de cette organisation qui se bat pour le droit au logement.

En 1976 nous avons protesté avec le Syndicat des Locataires en organisant une grève du paiement des loyers. Malgré les menaces d'expulsion séance tenante, par une simple lettre recommandée non motivée, les locataires ont tenu bon. Ce n'était pas sans risque, de se retrouver tous à la rue, mais la grève a bien eu lieu parce qu'on s'est rendu compte de notre force et de l'intérêt d'entamer des négociations. J'ai fait l'expérience que cela valait la peine d'agir et je n'ai plus jamais arrêté.

Quel parallèle voyez-vous aujourd'hui, sur le plan de la résistance, avec la période de la Deuxième Guerre mondiale ?

Les incertitudes économiques et autres mettent la démocratie sous pression. La crise des années '30 a mené notamment à la montée du fascisme ; la crise actuelle est économique, mais c'est aussi une crise de la démocratie. La démocratie représentative butte sur ses propres limites ; les politiciens ont transféré leur pouvoir à l'économie. Un grand fossé existe entre les administrateurs et les administrés ; nous sommes témoins du recul des droits acquis.

Aujourd'hui nous vivons une période sans guerre, mais cela ne signifie pas que toutes les injustices soient bannies de notre société. En temps de guerre, on identifie plus facilement l'ennemi, mais en temps de paix, il y a aussi des ennemis, comme la pauvreté, l'injustice, la discrimination et les diverses formes d'exclusion. Le combat pour l'égalité sociale et la dignité humaine est donc pareil à la Résistance.

Il y a suffisamment de statistiques à disposition, de dossiers contenant des preuves, d'information au sujet de la discrimination et de pratiques d'exclusion, tant dans le domaine du logement que dans d'autres domaines de la vie, pour s'attaquer à ces problèmes. Il peut être paralysant de trop réfléchir et de tenir compte de toutes les réalités avant de passer à l'action. S'opposer à l'injustice, cela signifie aussi oser prendre des risques !

Il est dommage que les gens ne deviennent pas plus solidaires, par définition, quand les choses sont difficiles. Au contraire, en temps de crise, les extrémismes prennent de l'importance. Durant les périodes difficiles, on cherche un mouton noir comme cause des problèmes. Aujourd'hui ce ne sont plus les Juifs, mais entre autres les musulmans. Comme la différence avec les autres est physiquement visible, on n'a plus besoin d'une étoile de David pour stigmatiser les gens.

La déportation

La déportation vers les camps

Tout opposant au fascisme était recherché, parfois arrêté, maltraité, interrogé pendant des heures et aboutissait alors souvent en prison ou en camp de concentration. Les premiers camps datent peu après la prise de pouvoir d'Hitler en mars 1933. La police nazie emmenait les résistants arrêtés à Cureghem ou ailleurs à Bruxelles, en camionnette, au fort de Breendonk ou pour un temps à la prison de Saint-Gilles. De Breendonk, de nombreux convois partaient vers les camps. Beaucoup de personnes arrêtées étaient amenées au bâtiment de la Sipo-SD, Avenue Louise pour y être interrogées et torturées. Ceux qui avaient de la chance pouvaient rentrer chez eux après les interrogatoires. D'autres étaient incarcérés plus longtemps ; ils comparaissaient devant un tribunal allemand et étaient condamnés à mort ou déportés pour aller travailler dans un camp de travail forcé. Les exécutions avaient lieu au Tir National à Schaerbeek ou à Breendonk.

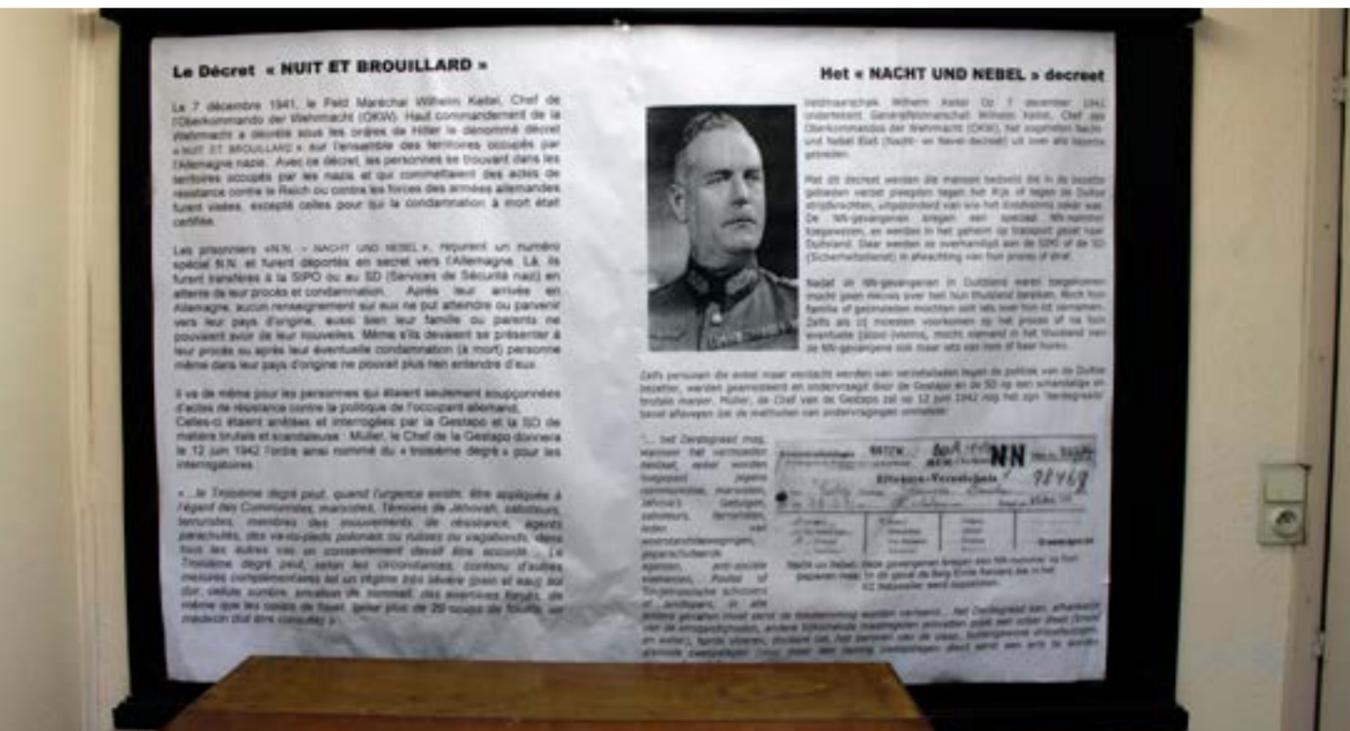
Le régime nazi allemand a déporté 10 500 000 personnes dont 6 000 000 de Juifs, 600 000 Tziganes – Roms et Sinti – et 3 600 000 prisonniers politiques dans 4 000 camps et prisons. Dans les camps, les prisonniers recevaient un numéro et étaient répartis dans l'une ou l'autre catégorie comme opposant politique, homosexuel, témoin de Jéhovah, Tzigane, Juif, criminel ou asocial. Dans les camps, les prisonniers étaient soumis aux travaux forcés dans des conditions inhumaines. Les prisonniers politiques devaient travailler comme des esclaves dans des usines allemandes ou dans les camps et les prisonniers juifs étaient notamment chargés dans les centres d'extermination de retirer les cadavres des fours crématoires et de disperser les cendres. Malgré ces conditions de travail extrêmement dures, ils ne recevaient à manger que du pain et de l'eau et chaque jour un bol de soupe ou d'un semblant de soupe. Nombre d'entre eux sont morts d'épuisement.

Raoul Fossoul, capitaine des pompiers d'Anderlecht, mourut le 5 mars 1945 à Buchenwald dans l'Est de l'Allemagne, où 56 000 prisonniers politiques ont été exécutés. Une rue d'Anderlecht – l'avenue Capitaine Fossoul – porte le nom de ce résistant. Pierre De Tollenaere mourut sur l'échafaud le 10 décembre 1944 dans le camp de Neuengamme, situé dans les environs de Hambourg, dont le triste bilan se chiffre à 82 000 morts.

Emmanuel Megens est mort le 19 février 1945 et Henri Beurtels le 23 février 1945, tous deux à Flossenbourg, un camp de concentration situé en Allemagne à la frontière tchèque, où on dénombra 73 000 morts. On donna à Henri Beurtels lors de son arrivée le 17 août 1944 au camp de Ebrach – où il arriva en provenance de Saint-Gilles – un matricule précédé des lettres NN. Le 29 janvier 1945, il fut déporté à Flossenbourg. NN signifiait *Nacht und Nebel*, un décret allemand du 7 décembre 1941 dont le but était de faire disparaître les résistants sans traces. Ils ne pouvaient pas écrire de lettres et leur famille ne recevait aucun renseignement. Ce décret prévoyait aussi qu'après l'exécution, le dossier devait être détruit.



Plusieurs panneaux du Musée de la Résistance de Belgique illustrent la barbarie du régime nazi allemand dans les prisons, les camps de concentration et les camps d'extermination. Sur la photo, une vitrine qui attire l'attention sur les camps pénitentiaires officiels pour les prisonniers de guerre.



NN signifiait *Nacht und Nebel*, un décret allemand du 7 décembre 1941 dont le but était de faire disparaître les résistants sans traces. Ils ne pouvaient pas écrire de lettres et leur famille ne recevait aucun renseignement. Ce décret prévoyait aussi qu'après l'exécution, le dossier devait être détruit.

Plusieurs membres du personnel et des élèves de l'Institut des Arts et Métiers ont été déportés. Sous l'impulsion du directeur, Charles Vander Putten, le personnel et les élèves ont aidé la Résistance de façon efficace dans divers domaines : participation aux services de renseignement, sabotages, diffusion de journaux clandestins, offre de planques à des réfractaires et à des Juifs, confection de faux documents et cours clandestins. Dans le livre d'or publié à l'occasion du jubilé de l'institut, sont mentionnés les noms de 23 membres du personnel qui furent membres d'un groupe de résistants. Dix d'entre eux ont été envoyés dans un camp de concentration. Cinq d'entre eux sont décédés : Georges de Gueldre (Brandenburg, 20 mars 1943), Marcel De Keyzer (probablement Dora-Nordhausen, fin avril 1945), Roger Jenet (Dora-Nordhausen, 1er avril 1945), Georges Rouchaux (Breendonk, janvier 1943) et Marcel Van Hemelrijck (Dachau, 13 ou 14 avril 1945). Quinze élèves de l'institut sont également décédés dans un camp ou ont été fusillés.

Jeanne Souweine, une institutrice de l'école communale de la rue du Chapeau, a été arrêtée le 2 juillet 1942 et a été incarcérée à la prison de Saint-Gilles jusqu'au 31 juillet 1943. Ensuite elle a été emmenée en Allemagne, d'abord dans la prison de Zweibrücken et ensuite au camp de femmes de Ravensbrück – situé au nord de Berlin où 92 000 personnes périrent – et où elle mourut fin janvier 1945. Autour de Ravensbrück, Siemens établit 20 fabriques où les femmes étaient soumises au travail forcé et l'entreprise disposait aussi de baraques pour les prisonniers. Andrée De Jongh qui organisa la ligne d'évasion Comète et Anna Megens, la soeur d'Emmanuel, ont survécu à Ravensbrück. Anna fut après la guerre, institutrice à l'école communale numéro 17 et ensuite directrice à l'école communale numéro 7 à Anderlecht. Elle a aujourd'hui 90 ans et habite avec son mari à Moortebeek. Elle est vice-présidente de la Confédération Nationale des Prisonniers Politiques et de leurs Ayants droit.

Woulphe Schak survécut à Dachau, un camp au nord de München où périrent 30 000 personnes. Avant d'arriver à Dachau, Woulphe fut enfermé dans les prisons de Saint-Gilles et de Louvain. Après sa tentative d'évasion le 17 mai 1945 de la prison de Louvain, il fut emmené à Breendonk et ensuite dans les camps de Mauthausen, Gusen et Natzweiler-Struthof. Lors de sa libération par les Américains le 17 mai 1945, il refusa de suivre leurs instructions et rentra par ses propres moyens en Belgique avec quelques autres survivants. Lors de son retour, il fut accueilli par sa sœur Emma. Après son retour, Woulphe Schak a obtenu le diplôme d'assistant social à l'École Ouvrière Sociale située à l'époque rue Brogniez. Mais son passé de gauche ne lui a pas permis d'obtenir un emploi en rapport avec sa profession. Il put s'élever de la fonction de colleur d'imperméables à celle d'expert-comptable-avant-la-lettre, en s'occupant de compléter les déclarations d'impôts de plusieurs négociants en fourrures.

Emile Van Hove, qui faisait partie de Ligne Zéro, avait survécu à Sachsenhausen, un autre camp au nord de Berlin, où on compta 100 000 morts. Il fut échevin à Anderlecht de 1957 à 1977. David Lachman et Chil Elberg ont été déportés de la caserne Dossin à Auschwitz-Birkenau en Pologne. A Auschwitz-Birkenau 1,3 million de personnes ont perdu la vie. Chil Elberg travailla dans des conditions barbares, dans dix camps de travail entre septembre 1942 et mars 1945. A la fin de la guerre, après que les Allemands avaient évacué les camps pour réagir à l'avancée des troupes alliées ou russes, Emile Van Hove, Sarah Goldberg et Chil Elberg ont participé aux « Marches de la Mort ». Les nazis voulaient encore, peu après la libération des camps, faire le plus de morts possible et effacer avec les « Marches de la Mort », les traces des camps de concentration et d'extermination. Toute personne qui voulait fuir pendant ces « Marches de la Mort » était abattue sans pitié.

De la Belgique occupée, 41 257 prisonniers politiques furent déportés, dont 13 958 ont survécu. Par ailleurs, parmi les 25 492 Juifs et 352 Roms également déportés ce furent respectivement 24 129 et 320 d'entre eux qui furent tués.

L'exclusion, la déportation et l'extermination des Juifs

Les nazis ont rendu la vie des Juifs allemands tellement dure dans l'espoir qu'ils émigreraient. Mais cela ne servait à rien, notamment du fait que d'autres pays avaient fermé leurs frontières aux Juifs en fuite. En Belgique aussi, la loi concernant l'immigration devint plus sévère en septembre 1939. Les nazis ont envisagé alors de déporter les Juifs dans des zones inhospitalières, mais finalement ils ont décidé – un an et demi après les massacres de personnes handicapées – d'exterminer les Juifs européens. Dès 1934, la stérilisation des handicapés était déjà obligatoire en Allemagne. Pour ce faire, on a repris une loi de stérilisation américaine. En 1939, les nazis ont commencé une opération d'euthanasie eugénique des handicapés, connue sous le nom de code *Aktion T4*. Les premières expériences de gazage – une manière d'exterminer peu coûteuse et demandant peu de main-d'œuvre – ont été appliquées aux handicapés. L'extermination des Juifs et des Roms – des « handicapés raciaux » – était dans la même ligne que celle des handicapés mentaux. La plupart des nazis impliqués dans l'*Aktion T4*, furent également actifs plus tard dans les camps d'extermination.

Durant l'occupation de la Belgique, les Allemands ont édicté des ordonnances pour l'exclusion et la discrimination des Juifs. Les ordonnances avaient pour but d'identifier les Juifs, de les exclure de la vie économique et de les isoler socialement pour ainsi briser leurs liens avec le reste de la population. L'identification se concrétisa par l'établissement d'un registre des Juifs et par l'obligation de se faire membre de l'Association de Juifs en Belgique (AJB), une association contrôlée par les autorités allemandes.

L'exclusion des Juifs de l'économie fut réglée par plusieurs ordonnances. Dès novembre 1940, les Juifs n'ont plus pu travailler dans les services publics, à la radio, dans l'enseignement ainsi qu'au barreau des avocats. Plus tard, les professions de médecin, de dentiste et les professions similaires furent interdites aux Juifs. Les entreprises, magasins et hôtels juifs furent obligés d'afficher les mots « Entreprise Juive ». Les entreprises juives ont été obligées de demander des autorisations à l'administration militaire pour tous les actes juridiques ; ils devaient déclarer leurs biens immobiliers et, finalement au printemps 1942, ils furent contraints de stopper leurs activités. Les Juifs n'étaient plus indemnisés en cas de maladie, ils pouvaient être licenciés arbitrairement, devaient accepter n'importe quel travail et furent embauchés d'office dans les mines de charbon, l'industrie de guerre allemande et la construction des lignes de défense.

Une troisième série d'ordonnances avait pour but d'isoler socialement la population juive et de couper ses canaux de communication. Ils devaient remettre leurs radios et ne pouvaient plus posséder de pigeons. Un couvre-feu fut instauré par lequel il était interdit aux Juifs de sortir de chez eux entre 20 heures du soir et 7 heures du matin. Ils ne pouvaient déménager que dans quatre villes à savoir, Anvers, Bruxelles, Charleroi et Liège. Les enfants juifs ne pouvaient plus fréquenter les écoles non-juives. Tous les Juifs âgés de plus de six ans devaient porter l'étoile de David jaune. La stigmatisation conduisit à l'exclusion.

| Rues comptant plus de 50 déportés juifs de plus de 15 ans | | Convois comptant plus de 50 déportés venant de Cureghem et âgés de plus de 15 ans | | |
|---|-------------|---|---------|-------------|
| Rue | Nombre | Convoi | Date | Nombre |
| Rue Auguste Gevaert | 90 | I | 4/8/42 | 126 |
| Rue Bara | 75 | II | 11/8/42 | 56 |
| Chaussée de Mons | 97 | III | 15/8/42 | 77 |
| Rue Brogniez | 141 | V | 25/8/42 | 75 |
| Avenue Clemenceau | 57 | XI | 26/9/42 | 221 |
| Rue Eloy | 87 | XX | 19/4/43 | 109 |
| Boulevard de la Révision | 69 | XXI | 31/7/43 | 134 |
| Rue de la Clinique | 50 | XXIII | 15/1/44 | 54 |
| Rue de l'Instruction | 116 | XXIV | 4/4/44 | 53 |
| Autres rues | 573 | Autres convois | | 450 |
| Total | 1355 | Total | | 1355 |

Dans tous les 27 convois de Juifs en provenance de la caserne Dossin entre le 4 août 1942 et le 31 juillet 1944 il y eut des Juifs habitant à Cureghem.



La photo d'Hélène Zylberszac a été conservée car la police de Tirlemont, qui ne connaissait pas son identité, a photographié le corps exposé avant son inhumation dans une tombe anonyme. (Caserne Dossin)

La déportation des Juifs – de Belgique à Auschwitz-Birkenau principalement – en vue de leur extermination fut exécutée par la *Judenabteilung* de la Sipo-SD, parfois avec la complaisance des autorités nationales et communales. Les autorités bruxelloises se sont opposées aux arrestations collectives de personnes mais pas d'individus isolés. Contrairement à ce qui s'est passé à Anvers, les Allemands n'ont pu pas compter sur la police bruxelloise pour collaborer aux rafles. Pour la seule rafle organisée à Bruxelles, les nazis n'ont pas pu compter sur la collaboration de 150 policiers belges car les bourgmestres bruxellois refusèrent en argumentant que c'était contraire à la loi belge. Dans la nuit du 3 au 4 septembre 1942, on lança tout de même la chasse aux Juifs dans le quartier de la Gare du Midi sans l'aide de la police bruxelloise. Un peu plus de 700 Juifs – pour la plupart, de Saint-Gilles, mais aussi des Marolles et de Cureghem – furent arrêtés et emmenés à la caserne Dossin à Malines en vue de leur déportation.

Des Juifs inscrits au registre des Juifs et dont la dernière adresse connue et officielle se situait à Cureghem, 1 355 sur les 2 904 furent déportés. Comme le registre des Juifs ne reprenait que les Juifs âgés de plus de 15 ans, il n'y est pas fait mention des enfants de moins de 15 ans. Le nombre réel de Juifs déportés de Cureghem est donc sensiblement plus élevé et doit tourner autour de 1 700 personnes. C'est environ 45 % des Juifs de Cureghem qui furent déportés. En comparaison, c'est plus que dans l'ensemble de la région bruxelloise et bien moins qu'à Anvers où 65 % des Juifs furent déportés. A Anvers, ce n'était pas seulement la collaboration des autorités qui fut beaucoup plus importante, il y avait également plus d'hommes de main. Bruxelles n'était pas plus pro-juive qu'Anvers, mais elle était beaucoup plus patriote et plus antiallemande.

33 Juifs cureghemois déportés ont pu s'échapper d'un des convois, dont 16 au cours du XXème. Plusieurs d'entre eux furent abattus et 12 furent repris plus tard et déportés. Hélène Zylberszac habitait rue Bara. Au moment de son arrestation – elle avait alors 16 ans – elle résidait dans un home à Linkebeek. Elle partit de Malines avec le XXème convoi et sauta du train à Tirlemont. Elle fut abattue.

Le 19 avril 1943, le XXème convoi fut arrêté au moyen d'un signal lumineux à Boortmeerbeek. Georges Livschitz mit les gardiens allemands en joue avec un revolver, pendant que sous une pluie de balles, Robert Maistriau parvint à ouvrir un wagon. Quelques déportés purent s'échapper. Plus loin sur le trajet, plusieurs personnes sautèrent encore des wagons qui avaient été ouverts au moyen d'outils emportés au départ de Malines. Au total, 236 déportés s'échappèrent dont 26 périrent, la plupart abattus par les gardiens et 90 d'entre eux furent repris. 120 déportés juifs purent s'évader définitivement.

Georges Livschitz, un médecin bruxellois fut arrêté avec son frère Alexandre qui était ingénieur. Ils furent tous deux fusillés au Tir National respectivement les 17 et 23 février 1944. Robert Maistriau et Jean Franklemon, deux anciens camarades de classe de Georges furent également arrêtés pour leur participation à l'opération contre le XXème convoi et déportés dans un camp de concentration respectivement à Bergen-Belsen et Sachsenhausen. Ils furent tous les deux libérés en mai 1945.

Deux tiers des Juifs furent immédiatement gazés lors de leur arrivée à Auschwitz-Birkenau. De l'ensemble des Juifs de Cureghem âgés de plus de 15 ans qui furent déportés, 85 ont survécu à Auschwitz-Birkenau. La plupart d'entre eux étaient dans un état physique et mental lamentables. Certains n'ont pas survécu longtemps. Ils sont morts d'épuisement, de maladie ou par suicide. D'autres ont essayé de reprendre leur vie en mains en s'adonnant à l'art ou en se présentant comme témoins de cette barbarie.



Jeannine Burny préside la Fondation Maurice Carême et est conservateur du musée anderlechtois consacré au poète de renommée internationale, Maurice Carême.



Dans l'espace du musée nommé Le Cercueil est accroché un tableau représentant Ravensbrück à côté de photos de femmes célèbres de la Résistance. Autour de Ravensbrück, Siemens avait établi 20 fabriques où les femmes étaient soumises au travail forcé, et l'entreprise disposait aussi de baraques pour les prisonniers.

Jeannine Burny, témoin oculaire

La mère de Jeannine Burny, née à Bruxelles, était de nationalité française, son grand-père étant français. Sa grand-mère maternelle, née également à Bruxelles, était de nationalité allemande, son arrière-grand-père était Berlinois et avait quitté par antimilitarisme l'Allemagne de Bismarck. Jamais, elle n'avait entendu dans sa famille de termes antisémites, ni xénophobes. Elle avait quinze ans lorsqu'éclata la Deuxième Guerre mondiale. Elle fréquentait l'école technique communale de la rue du Transvaal où elle suivait des études de coupe et de couture en vue du professorat. En 1943, l'école a déménagé, pour des raisons de sécurité suite aux bombardements des forces alliées, à la rue Georges Moreau.

Un jour, en se rendant à l'école, Jeannine fut témoin de la traque des Juifs. Les Allemands avaient bouclé le pâté de maisons situé entre les rues Georges Moreau, Eloy et des Vétérinaires. Des soldats, postés au bord des trottoirs, braquaient leurs armes vers les maisons. Devant chaque porte, un soldat se dressait, armé d'une mitraillette, tandis qu'un autre poussait les gens hors de chez eux à coups de crosse. Les hommes étaient livides, les femmes pleuraient silencieusement, les enfants hurlaient. On les a embarqués dans des camions comme s'il s'agissait de bétail. Devant une telle brutalité, il était impossible d'imaginer qu'on envoyait les Juifs planter des tulipes en Pologne, comme tentait de le faire croire la propagande des nazis et de leurs collaborateurs. Jeannine eut le pressentiment du destin tragique qui les attendait.

Lors d'une alerte, en 1943, Jeannine et les élèves se trouvaient réunies dans les caves de l'école. Une personne vint leur dire, horrifiée, que les Allemands avaient asphyxié au moyen des gaz d'échappement du camion, des enfants juifs habitant à la rue Bara toute proche. Pour Jeannine et ses camarades de classe, un seul mot leur vint à l'esprit, « incroyable ». Elles furent marquées à vie par la terrible vérité.

Jeannine était liée d'amitié depuis l'âge de huit ans avec Léa Vichnevetski. Celle-ci habitait rue Adolf Prins à Anderlecht lorsqu'elle reçut l'ordre à dix-sept ans de se rendre à la caserne Dossin à Malines. Elisabeth Jansens, une autre de ses compagnes de classe, lui dit avec insistance de ne pas y aller. « Je te cacherais », lui dit-elle. Les parents d'Elisabeth étaient dans la Résistance. Mais Léa refusa, alléguant qu'elle ne voulait pas mettre en danger la vie des autres membres de sa famille. Elisabeth insista encore : « Nous cachons toute ta famille » lui répondit-elle. Mais Léa partit.

Après la guerre, Jeannine avait perdu beaucoup de ses amies parmi lesquelles Léa. La plupart des fillettes juives furent, comme Léa, gazées à Auschwitz-Birkenau. Jeannine a vu revenir du camp de Ravensbrück, Anna Megens qui avait deux ans de plus qu'elle. Anna avait l'air d'un squelette, pleine de plaies aux jambes. Arrêtée le 25 janvier 1944, elle fut incarcérée pendant six mois à la prison de Saint-Gilles et emmenée ensuite dans un camp de femmes en Allemagne. Elle a survécu. Mais de nombreuses autres ont péri.

Des plaques commémoratives pour les morts

Ecole communale des filles n° 5, rue du Chapeau

Les premières années après la guerre, on apposa dans plusieurs écoles de Cureghem des plaques et des pierres à la mémoire d'anciens élèves ou de membres du personnel. Les écoles furent souvent des foyers de Résistance. Le 6 juin 1947, le Collège des bourgmestre et échevins d'Anderlecht fut informé d'une note du service de l'Instruction Publique. Des membres du personnel enseignant communal avaient fondé un comité pour l'organisation d'une commémoration pour tous les collègues résistants décédés et en particulier pour Jeanne Van Hamme-Souweine.

Jeanne Souweine naquit le 2 septembre 1897 à Ixelles et habita d'abord à la rue Bara et ensuite avec son mari, à Saint-Gilles. Le 9 juillet 1918, elle devint institutrice à l'école communale des filles. Le 2 juillet 1942, elle fut arrêtée par la police militaire allemande et incarcérée à la prison de Saint-Gilles. Le 31 juillet 1943, après un court passage à Zweibrücken, elle fut transférée au camp de Ravensbrück où elle mourut fin janvier 1945. Elle faisait partie du réseau de renseignements du groupe Beaver-Baton fondé en décembre 1941 et qui fut démantelé à la mi-février 1942.

La commémoration organisée par les enseignants consista à apposer une plaque commémorative en bronze sur la façade de l'école primaire communale n° 5, rue du Chapeau, toute proche de la synagogue. La section locale de la Croix-Rouge, dans laquelle Jeanne Van Hamme-Souweine fut active, fut également associée à la commémoration. Le comité récolta une somme de 28 000 francs pour réaliser la plaque de bronze. La commune qui organisa la commémoration le 5 juillet 1947, contribua au paiement de la plaque à raison de 7 000 francs. Le comité offrit la plaque à la commune. En 1989, lorsque l'école communale de la rue du Chapeau fut démolie, la commune offrit à son tour la plaque au Musée de la Résistance de Belgique, où elle brille en bonne place dans le Corridor. Une nouvelle plaque à sa mémoire a été placée à l'école Leonardo da Vinci, rue des Goujons.

Le dessin figurant sur la plaque, œuvre du sculpteur Firmin Vandewoude, décrit Jeanne Van Hamme-Souweine comme une « Héroïne de la Résistance, torturée et morte dans les bagnes nazis ». Il représente une croix gammée détruite au moyen d'un marteau et entourée de visages d'enfants. La plaque de bronze fut coulée à la fonderie Verbeyst à Bruxelles. Firmin Vandewoude était un artiste actif à Anderlecht. Il réalisa les bas-reliefs de la salle Molière du Centre Culturel et sur les façades des bâtiments d'entrée du cimetière du *Vogelenzang*. Dans ce cimetière, on peut voir une plaque à la mémoire des deux commissaires-adjoints, Maurice Josée et Jean Van Lierde, ainsi que de l'agent de police Joseph De Vries, tous trois membres du Front de l'Indépendance et morts dans les camps de concentration.



Depuis 1989, une plaque commémorative dédiée à Jeanne Van Hamme-Souweine est conservée dans le musée de la rue Van Lint. En 1947, la plaque fut apposée sur la façade de l'école communale – entre-temps démolie – de la rue du Chapeau. Le 14 décembre 1949, Jeanne Souweine fut reconnue comme prisonnière politique.



Pour que l'on n'oublie pas Jeanne Souweine à Cureghem, on donna son nom aux terrains de sport de l'école Léonard de Vinci, rue des Goujons. Le 5 juin 1993, le bourgmestre Christian d'Hoogh dévoila la plaque « Complexe Sportif Jeanne Vanhamme-Souweine ».



*Le Curo-Hall, rue Ropsy-Chaudron, abrite aujourd'hui la Maison de la Cohésion Sociale, mais, vu le manque d'écoles à Cureghem, cet ancien bâtiment communal redeviendra une école dans les prochaines années.
La Maison de la Cohésion Sociale déménagera alors vers un nouveau bâtiment à la rue du Chimiste.*



A mi-chemin de l'escalier monumental conduisant au premier étage, on peut voir une plaque commémorative en hommage aux élèves de l'ancienne école primaire communale, qui sont morts durant la guerre de 1940-1945.

Ecole communale des garçons n° 3 et école moyenne Joseph Bracops, rue Ropsy-Chaudron

En 1877, il y avait dans le même bâtiment, rue Jorez, une école communale pour garçons et une école communale pour filles. L'important accroissement de la population durant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle nécessita une expansion sensible du réseau scolaire. En 1880, l'école des filles n° 5 s'installa dans un nouveau bâtiment scolaire à la rue du Chapeau. Le 24 septembre 1888, un nouveau bâtiment scolaire fut mis en service à la rue Ropsy-Chaudron qui abrita, dès lors, l'école communale des garçons n° 3. La construction de l'école s'inspira de l'Ecole Modèle de la Ligue de l'Enseignement. Côté rue, on trouve les locaux administratifs, le logement du concierge et les pièces d'accueil. Perpendiculairement à ce bâtiment, furent érigées les classes autour d'une cour couverte surmontée d'une toiture de verre reposant sur une charpente métallique. Les plans furent signés de la main de l'architecte Georges Hansotte.

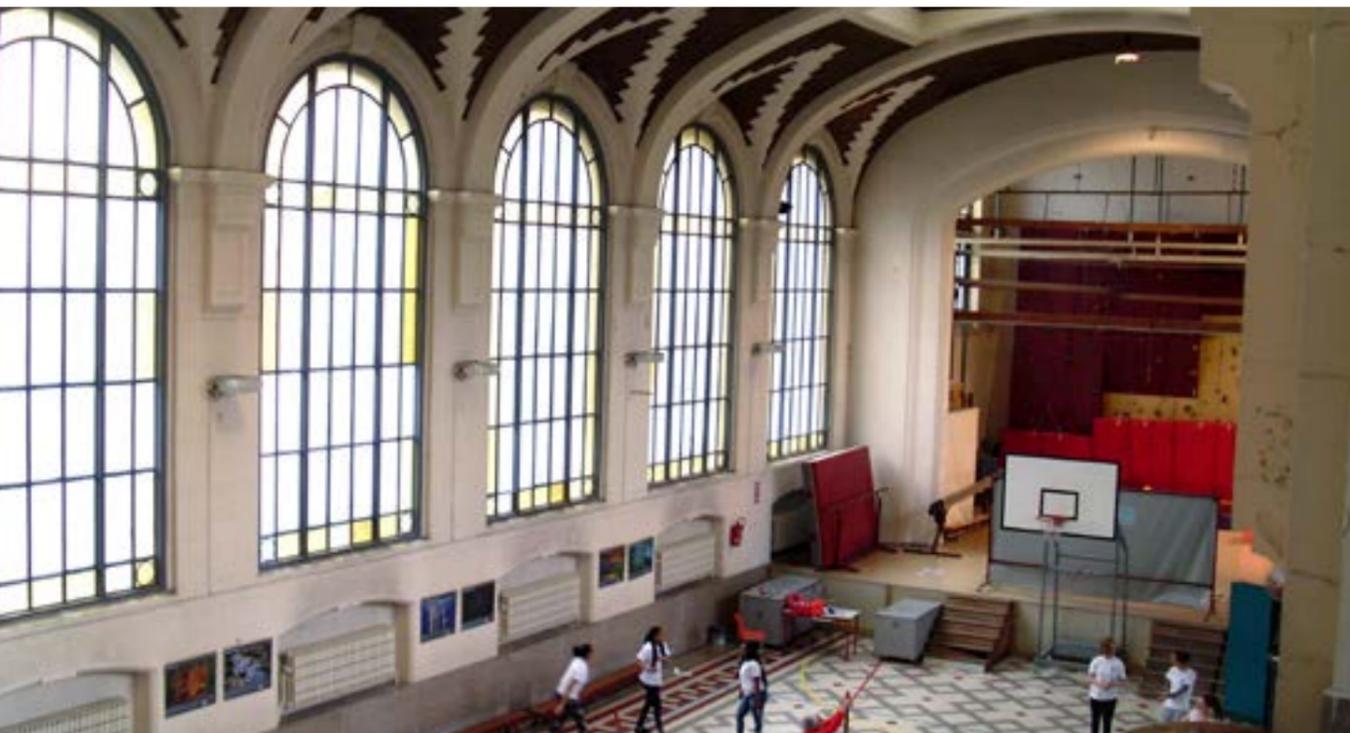
On accède au premier étage par un escalier monumental où, à mi-chemin, fut apposée en 1948 une plaque commémorative. Cette fois, la demande de soutien pour l'apposition d'une plaque commémorative émanait de l'Amicale des anciens élèves. Une note du service de l'Instruction datant du 5 octobre 1948 indique que l'Amicale souhaitait apposer une plaque et organiser une cérémonie. Le 5 octobre 1948, le Collège des bourgmestre et échevins décida de collaborer à la décoration de la cour couverte, de disposer 400 chaises et d'installer des hauts-parleurs. La plaque commémorative fut dévoilée le 17 octobre 1948 en présence du bourgmestre Joseph Bracops, du préfet Bruynseels, tous deux anciens déportés et de tous les élèves de l'école qui chantèrent le Chant des Partisans.

La plaque commémorative reprend les noms des 24 anciens élèves qui moururent durant la Deuxième Guerre mondiale. Entre autres les noms d'Henri Beurtels et d'une dizaine de Juifs parmi lesquels les élèves suivants furent déportés vers Auschwitz-Birkenau : Israël Zelek Zajderman (rue Pasteur) par le I^{er} convoi, Aron Lejb (rue De Fiennes) par le II^{ème} convoi, Leib Fuks (rue Pasteur) par le III^{ème} convoi, Maurice Presburg par le XII^{ème} convoi, Martin Egri (rue De Fiennes) par le XXV^{ème} convoi et Sylvain Bles par le XXVI^{ème} convoi.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le bâtiment scolaire de la rue Ropsy-Chaudron abrita jusqu'en 1971 l'école moyenne Joseph Bracops. En mars 1941, Joseph Bracops fut arrêté une première fois par la Sipo-SD et s'en tira avec un avertissement. Le 18 novembre 1942, il fut à nouveau arrêté et emmené à Breendonk, Buchenwald, Majdanek (Lublin), Auschwitz, Mauthausen, Melk an der Donau et Ebensee. Il fut libéré le 6 mai 1945. Après la guerre, Bracops a entamé une carrière politique. Il fut député et, comme tête de liste pour les socialistes, il fut élu conseiller communal à Anderlecht. Le 20 janvier 1947, il prêta serment comme bourgmestre, mandat qu'il assuma jusqu'à sa mort le 30 mai 1966.



Derrière la longue aile du bâtiment comportant sept hautes fenêtres, rue Georges Moreau, on trouve une cour de récréation couverte. Le bâtiment voisin, donnant accès à l'école Marius Renard, abrite aussi l'administration et les locaux de classe.



Vue intérieure de la cour de récréation couverte – pour la construction de laquelle divers types de matériaux furent utilisés – qui fait aujourd'hui office de salle de gymnastique et de sport. C'est dans cette salle de sport et de fête qu'une plaque commémorative fut apposée en 1998.

Institut Marius Renard, rue Georges Moreau

Depuis 1971, le bâtiment scolaire de la rue Ropsy-Chaudron a abrité la section flamande de l'Institut Technique Marius Renard. En 1996, l'école technique ferma ses portes. La section francophone de l'Institut Technique Marius Renard, qui porte ce nom depuis l'année scolaire 1964-1965, existe toujours aujourd'hui.

Marius Renard est né le 6 octobre 1869 à Hornu. En 1905, il quitta la cité minière du Borinage et s'installa à Cureghem, d'abord rue Rossini, ensuite rue Auguste Gevaert. Marius Renard devint membre du conseil provincial du Brabant en 1908 et conseiller communal en 1912. Parallèlement à sa carrière politique, il était aussi écrivain, journaliste, dessinateur et potier. Sur proposition de Marius Renard, le conseil communal décida de fonder une école professionnelle de confection pour filles, qui organisa des cours de jour et du soir, à Cureghem, un quartier où ce secteur professionnel était fort présent. L'école Marius Renard – ce nom est utilisé depuis 1919 – a débuté ses activités à la rue Emile Carpentier, mais déménagea rapidement pour la rue du Transvaal avant de s'installer à son emplacement actuel en 1946, rue Georges Moreau. Le bâtiment scolaire de la rue Georges Moreau avait déjà abrité depuis septembre 1914 l'école communale des filles n° 10.

A partir de 1932, Marius Renard siégea au sénat et fut bourgmestre d'Anderlecht depuis 1939. Il fut démis de ses fonctions par les Allemands le 1er juillet 1941 et fut arrêté pour sabotage des mesures prises par l'occupant allemand et condamné le 15 août 1941 par le conseil de guerre à trois mois de prison. Il fut incarcéré à Saint-Gilles. Ensuite, il fut placé sous la surveillance de la Sipo-SD jusqu'à la fin de la guerre, mais le 1er septembre 1944, il fut arrêté à nouveau et déporté dans les camps de Godesberg, Brauerbei et Plansee. En avril 1945, il fut libéré. Après la guerre, il exerça encore pendant quelque temps sa fonction de bourgmestre et le 14 janvier 1947, Joseph Bracops lui succéda dans cette fonction. Marius Renard mourut à Knokke le 19 juillet 1948.

A l'Institut Marius Renard, une plaque commémorative a été apposée pour rappeler le souvenir de 61 jeunes filles juives, anciennes élèves de l'école qui entre 1942 et 1944 furent déportées à Auschwitz-Birkenau. Les festivités d'inauguration de la plaque étaient prévues pour le 24 novembre 1997, au cours d'une fête multiculturelle et en présence de Sarah Goldberg, une des 10 survivantes. En raison des émeutes qui avaient eu lieu fin 1997 dans le quartier, la commune décida de remettre les festivités à plus tard. Malgré cette décision, Bernard Dandois, qui était directeur de l'école à l'époque, fut d'avis que les festivités devaient tout de même avoir lieu à la date prévue, et ce, en respect pour Sarah Goldberg ainsi que pour le travail réalisé par les enseignants et les élèves à la préparation de la cérémonie autour du thème de la Résistance. La fête ne pouvait pas être supprimée et encore moins l'hommage à Sarah Goldberg. Ce fut une chaleureuse fête multiculturelle ce jour-là à l'école Marius Renard avec du raï, du rap, des musiques traditionnelles, de la danse et des petits plats provenant des quatre coins du monde. Durant la fête, Sarah Goldberg fut proclamée ancienne élève d'honneur de l'école. L'administration communale procéda plus tard à l'inauguration de la plaque commémorative, précisément le 6 mai 1998, lorsque le calme était revenu à Cureghem.



La plaque commémorative que l'on peut voir à l'école Marius Renard nous rappelle que de nombreuses fillettes juives fréquentaient l'école avant et pendant la guerre et qu'un grand nombre d'entre elles furent déportées à Auschwitz-Birkenau entre les années 1942 et 1944 et y furent assassinées.



Portrait de la jeune Sarah Goldberg au Musée de la Résistance de Belgique.

Sarah Goldberg

Sarah Goldberg – née le 1er janvier 1921 à Warta – fut une résistante, connue sous le nom de guerre de Lilly. En 1929-1930, ses parents fuirent la Pologne, où régnaient la misère et l'antisémitisme et vinrent habiter rue des Vétérinaires. Sarah fréquentait l'école primaire communale n° 10 de la rue Georges Moreau, aujourd'hui, école Marius Renard. Sarah avait 15 ans quand éclata la guerre civile en Espagne. Elle soutenait les Républicains en vendant des insignes et des objets au profit des combattants républicains, à l'école Marius Renard, où elle suivait des études secondaires et à d'autres endroits.

Suite à l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, de nombreux étudiants antifascistes fuirent leur pays et nombre d'entre eux aboutirent en Belgique dans des familles d'accueil. Avec la Nuit de Cristal le 9 novembre 1938, on s'est rendu compte du danger de l'hitlérisme. Lorsque le 10 mai 1940, l'armée allemande envahit la Belgique, Sarah s'enfuit vers le Midi de la France. Elle put y travailler en tant qu'employée à la préfecture de police. C'est là que Sarah a pu prendre connaissance des noms des anciens combattants républicains, évadés des camps de Saint-Cyprien et Gurs et recherchés par la police française et les communiquer à la Résistance. Cela permit aux anciens combattants d'entrer dans la clandestinité.

Quelques mois après l'exode, Sarah rentra illégalement en Belgique et rejoignit le mouvement de Résistance des Jeunes Gardes Socialistes Unifiés. Elle distribuait des tracts et des journaux clandestins et collait des affiches après le couvre-feu. En 1941, elle entra dans le service de renseignement de l'Orchestre Rouge, au sein duquel elle transmettra des messages codés. L'Orchestre Rouge était le surnom donné par la Sipo-SD au groupe d'espionnage communiste fondé en Allemagne nazie et qui développa un réseau dans toute l'Europe occupée. C'est ainsi qu'elle devint « pianiste » sous le surnom de Lilly. Elle fut formée par un officier de l'armée russe pour envoyer des avis codés en morse. Beaucoup d'amis du réseau furent éliminés par les nazis. Sarah fut l'un des rares agents du groupe à avoir survécu.

En 1942, Sarah se fit membre de l'Armée belge de Partisans du Front de l'Indépendance. Elle s'occupa de renseignements, fut messagère et participa à des actions pour éliminer des traîtres et des collaborateurs et pour libérer des camarades prisonniers. Le 4 juin 1943, elle fut appréhendée par la Sipo-SD et interrogée sans succès. Elle fut déportée à Auschwitz-Birkenau par le convoi XXI du 31 juillet 1943. Le numéro 51825 fut tatoué à vie sur son bras gauche. Elle subit toutes les douleurs physiques et humiliations possibles. Elle prit part aux « Marches de la Mort » et fut finalement libérée par l'armée russe le 27 avril 1945.

Après de longues et pénibles années de lutte, Sarah continua à s'engager en tant que militante active dans des organisations humanitaires. Sa vie fut une lutte constante pour le respect et la dignité de tout individu, pour le droit de liberté et contre le racisme et l'antisémitisme. Elle est décédée le 10 juin 2003 à Bruxelles.



Ces plaques commémoratives se trouvent dans le couloir menant à la cour de récréation, derrière la porte d'accès réservée aux élèves de l'école secondaire de l'Institut Notre-Dame, rue De Fiennes.



La façade monumentale art-déco de l'Institut des Arts et Métiers, boulevard de l'Abattoir. A côté des plaques commémoratives qui ont été apposées dans l'institut, on a également érigé une statue dédiée à toutes les victimes des deux guerres mondiales.

Institut Notre-Dame, rue De Fiennes

On apposa une plaque commémorative à l'Institut Notre-Dame en souvenir de tous les anciens élèves décédés tant durant la Première que pendant la Deuxième Guerre mondiale. Lors de la Première Guerre mondiale, 50 anciens élèves rejoignirent les rangs de l'armée. Sept d'entre eux ont offert leur vie à la patrie. Leurs noms figurent sur le panneau central de la plaque ; en-dessous on peut lire : « Les morts parlent encore ». Ce texte se réfère à l'épître aux Hébreux. Le panneau de gauche de la plaque reprend les noms de seize militaires qui sont morts sur le champ de bataille durant la Deuxième Guerre mondiale. Sur le panneau de droite de la plaque, nous lisons, à côté des noms de deux victimes civiles, ceux de dix anciens élèves qui en raison de leurs activités dans la Résistance moururent dans des camps ou des prisons. Ces dix résistants civils sont Pierre Charlier, Albert Collignon, Albert De Staercke, l'abbé Jean Heymans, Victor Michiels, Maurice Neefs, René Swaelus, Guy Tack, Charles Van Nysten et Jean Wautrequin.

Institut des Arts et Métiers, boulevard de l'Abattoir

L'Institut des Arts et Métiers fut construit entre 1927 et 1932 sur les terrains des anciens abattoirs de Bruxelles. Le 19 mars 1933 eut lieu l'inauguration officielle en présence du roi Albert Ier. Les plans de ce bâtiment art déco sont dus aux architectes Eugène François et Alexis Dumont. Il présente une façade monumentale asymétrique. Derrière la rotonde en saillie de l'entrée principale, il y a un grand hall circulaire. A gauche de celui-ci, derrière l'entrée des élèves, on trouve un long couloir autour duquel se répartissent les locaux de classe. En 1984-1985, une nouvelle façade fut construite et peu après encore, une deuxième extension. Ces extensions sont dues au crayon de l'architecte Jacques Wybauw. Dans le hall d'entrée des élèves est apposée une plaque commémorative qui exprime la reconnaissance de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) à l'égard de l'Institut des Arts et Métiers pour avoir accueilli beaucoup de ses étudiants durant la période de 1942 à 1944. En raison de la fermeture par l'occupant du campus de l'ULB, on donna notamment des cours clandestins dans les locaux de l'institut.

Dans le livre de souvenirs, publié à l'occasion des 50 ans d'existence de l'institut, il est fait mention d'anciens élèves qui moururent durant la Deuxième Guerre mondiale. 18 anciens élèves de l'institut succombèrent en tant que militaires lors de la Campagne des Dix-huit Jours. Cinq anciens élèves moururent durant les combats de la libération et treize sont morts dans des camps de concentration ou furent fusillés. Au deuxième étage de l'Institut des Arts et Métiers, les anciens élèves ont fait apposer une plaque sculptée à la mémoire de leur condisciple et ami décédé, Auguste Frerotte.

Auguste Antoine Désiré Frerotte naquit le 27 mai 1893 à Bruxelles. Il étudia à l'école industrielle de l'institut. Il épousa une institutrice et s'installa à Liège où en tant qu'ingénieur, il exerça la fonction de directeur des ateliers de L.M.S. à Jupille. Avec sa femme, Claire Marie, ils eurent quatre enfants. A partir de 1940, il fut membre du Mouvement National Belge et commandait en tant que lieutenant-colonel les activités de cette organisation de Résistance dans la province de Liège. Auguste Frerotte fut notamment pour Liège et environs, responsable de la diffusion de La Voix des Belges. Après son arrestation, c'est sa femme qui distribua ce journal clandestin ainsi que La Voix des Liégeois. Le 9 mai 1942, Auguste Frerotte fut arrêté à son domicile par la Sipo-SD. Il fut d'abord incarcéré quelques jours à la prison de Saint-Lunaux et ensuite pendant plusieurs mois dans les prisons de Saint-Gilles et de Louvain. Après un passage à la prison d'Aachen, il fut emmené à Natzweiler-Struthof, où il mourut le 5 mars 1943.



La belle plaque commémorative sculptée dédiée à l'ancien élève Auguste Frerotte, au deuxième étage de l'institut.



On installa deux plaques à la mémoire de Charles Vander Putten. La première se trouve au premier étage de l'institut au-dessus de l'entrée du grand auditorium et la seconde sur la façade avant de l'actuelle salle de sport du stade Vander Putten.

En décembre 1947, on dévoila à l'Institut des Arts et Métiers une plaque commémorative en l'honneur de Charles Vander Putten. Il était professeur de physique industrielle à l'ULB. En octobre 1939, il fut nommé directeur général de l'institut. Le 1er septembre 1939, il fut mobilisé. En qualité de lieutenant de réserve, il commandait une unité des troupes de transmissions durant la Campagne des Dix-huit Jours. Le 28 mai 1940, il fut arrêté par les Allemands et le 13 août, il fut libéré.

Charles Claser, qui fonda la Légion Belge, demanda à Charles Vander Putten d'organiser un service de renseignements. Très rapidement, Charles Vander Putten est parvenu à former un noyau au sein duquel on trouvait plusieurs membres du personnel de l'institut dont il était directeur. Après la capitulation de la Belgique, le colonel de réserve Robert Lentz réussit à regrouper plusieurs unités de l'Armée Belge. A dater d'avril 1941, lorsqu'on était arrivé à fusionner ce qui restait de l'Armée Belge avec la Légion Belge, Charles Vander Putten prit la direction de ce groupement de résistants. A partir de fin 1942, la Légion Belge prit le nom d'Armée Belge et à partir de 1944, d'Armée Secrète.

Du fait des positions que Charles Vander Putten avait prises lors de la fermeture de l'ULB, sa sécurité était menacée. Son départ pour Londres avait été reporté plusieurs fois. Le 8 mai 1942, il fut arrêté avec Robert Lentz. Après six mois d'emprisonnement, et même une tentative d'évasion manquée, Charles Vander Putten fut libéré. En le libérant, les Allemands espéraient réaliser d'autres importantes arrestations. En effet, le 3 mars 1943, Charles Vander Putten fut à nouveau arrêté, cette fois en compagnie d'André Boereboom. Après le départ à Londres de Charles Claser en mars 1942, la direction de l'Armée Belge / Armée Secrète était composée de Robert Lentz, d'André Boereboom et de Charles Vander Putten.

Charles Vander Putten fut condamné par le conseil de guerre à une peine d'emprisonnement de onze mois. Grâce à la complicité du directeur de la prison de Merksplas, il est resté en contact avec la Résistance. Edmond Goor, un membre du personnel de l'Institut des Arts et Métiers et membre de la direction du groupe radio de l'Armée Secrète, put même rendre visite à deux reprises à Charles Vander Putten. Comme Vander Putten était considéré par l'occupant comme un dangereux ennemi, il ne fut pas libéré après onze mois. En passant par les prisons de Saint-Gilles et Huy, il fut amené à la prison de Vught aux Pays-Bas. Le régime sévère continua de porter atteinte à sa santé déjà chancelante suite à une pneumonie mal soignée durant la mobilisation.

En août 1944, Charles Vander Putten fut transféré – toujours accompagné d'André Boereboom – à Oranienburg-Sachsenhausen et fut assigné à l'usine Heinkel, qui était aux mains d'Hitler. Dans les ateliers du constructeur d'avions, où travaillaient entre 6 000 et 7 000 prisonniers, les deux hommes rencontrèrent Robert Lentz. Charles Vander Putten réussit à se faire désigner comme contrôleur d'un four crématoire, avec l'objectif de le saboter. Lorsqu'à la mi-avril 1945, les troupes alliées progressaient, le commandant du camp refusa de se rendre et pour plus de 30 000 prisonniers d'Oranienburg-Sachsenhausen commença les « Marches de la Mort ». Le 4 mai 1945, les nazis se rendirent et ce fut la fin de l'enfer. Le 20 mai 1945, Charles Vander Putten fut rapatrié en très mauvaise santé. Plutôt que de se faire hospitaliser et d'observer une période de repos et de convalescence, il reprit aussitôt ses principales activités. Le 30 septembre 1946, il mourut d'une pneumonie. Lors de ses funérailles, beaucoup d'élèves de l'Institut des Arts et Métiers étaient présents.

Au-dessus de la plaque commémorative d'Auguste Frerotte, il y en a encore une autre. Lors de travaux dans le bâtiment, cette plaque était tombée du mur. Les fragments de cette plaque de pierre ne furent apparemment jamais retrouvés. Lors de la démolition de la centrale électrique de l'école, un autre plaque de bronze aurait disparu ; elle avait été apposée en mémoire de deux membres du personnel qui, en raison de problèmes avec l'occupant, s'étaient suicidés.



A gauche : Photo de Joseph Gelernter.
 A droite : Photo de la famille Gelernter, datant sans doute de 1923. On y voit au deuxième rang de gauche à droite : Chaim Boruch (né en avril 1911) – seul survivant, qui après la Deuxième Guerre mondiale devint rabbin à Gand –, Rachla Rubinstein (1891) – femme du rabbin – et Arje Lejbus (5 janvier 1915). Au premier rang : Zeev Wolf (12 février 1919) et David (9 juin 1922). Maier Joshue (18 juillet 1925) et Sarah Gitla (9 juillet 1931) n'étaient pas encore nés quand la photo fut prise. (AGR. Dossier personnel de Joseph Gelernter au registre des étrangers)

La synagogue de la rue du Chapeau

La plaque commémorative apposée dans la synagogue, qui rend hommage aux victimes du régime nazi est l'œuvre de J. Raffeld. La plaque commémorative fait mention des personnes « qui faisaient partie de la communauté *Machsike Hadas* et qui furent tués et brûlés pendant les années de guerre 1940-1945 par les assassins allemands, pour l'unique raison qu'ils étaient Juifs ». Les premiers noms qui apparaissent sur la liste sont ceux du grand rabbin Joseph Gelernter et de sa famille. Suivent alors les noms de 47 personnes. A côté de ces noms figure parfois la mention « et famille », ce qui porte le nombre de Juifs déportés et tués repris sur cette pierre commémorative à 80 voire à 90. Ils appartenaient tous à la communauté orthodoxe-israélite dont la plupart des membres habitaient à Cureghem. Quelques personnes dont les noms figurent sur la pierre commémorative habitaient à Saint-Gilles, Jette, Schaerbeek et Saint-Josse-ten-Noode.

Le rabbin de la synagogue, Joseph Gelernter, fut exhorté à entrer dans la clandestinité, mais il refusa, car il ne voulait pas abandonner sa communauté israélite. Lorsque la Sipo-SD est venue chercher Joseph Gelernter – qui habitait avec sa famille au 297 chaussée de Mons –, quatre de ses fils ont proposé de le remplacer pour le sauver. Lejbus (27 ans), Wolf (23 ans), David (20 ans) et Joshue (17 ans) qui portaient respectivement les numéros 962, 961, 963 et 964, furent déportés par le premier convoi à Auschwitz-Birkenau. Seul le fils aîné Boruch (31 ans) qui à ce moment-là n'était pas à la maison, a survécu à la guerre. Quelques semaines plus tard, deux hommes de la Sipo-SD arrêterent Joseph Gelernter, sa femme Ruchla Rubinstein et leur cadette et fille unique Gitla (11 ans). Ils furent emmenés à Malines, puis transférés à Auschwitz-Birkenau par le huitième convoi, sous les numéros 454, 455 et 456.

Le monument aux forains au square de l'Aviation

Le monument représentant « l'héroïque Pierrot » tenant de la main gauche une épée et de la main droite un masque, est le seul monument en Belgique en l'honneur des forains décédés. Il a été érigé et financé par la communauté des forains. Dans plusieurs numéros du journal des membres « Association des forains de Belgique », il fut demandé de souscrire, chacun selon ses moyens, pour ériger une statue à la mémoire des forains morts pour la patrie. La province de Brabant accorda un subside de 5 000 francs. La communauté des forains organisa un concours et c'est le projet du sculpteur Victor Voets qui fut choisi. Le monument fut inauguré par le roi Albert Ier, le 27 janvier 1924.

Le Pierrot – qui se réfère à Pedrolino, un personnage de la *commedia dell'arte* – ôte son masque car pour la communauté foraine, la comédie se termine quand éclate la guerre. A la base du socle, on peut lire, en lettres d'or, les noms des forains qui ont succombé durant les deux guerres. La liste de 30 noms de forains morts durant la Première Guerre mondiale fut constituée par souscription. Après la Deuxième Guerre mondiale, le Syndicat de l'Union Foraine Belge y ajouta une liste de 30 noms de forains morts durant la Deuxième Guerre mondiale.

Le dernier conservateur du monument fut Pierre Roels. En 1988, peu après la mort de Roels, fut fondé un comité pour la revalorisation et la conservation du monument. Le comité fit des collectes dans de nombreuses kermesses en Belgique. En 1998, Frans Rorive, un forain, redora tous les noms et les inscriptions figurant sur le monument. En 1999, le comité confectionna un drapeau qu'on utilise lors de toutes les commémorations. Deux fois par an, il y a une commémoration et / ou un dépôt de fleurs : une première fois lors de l'ouverture officielle de la Foire du Midi, une seconde fois à l'occasion du 11 novembre.



La pierre commémorative en hommage à tous les Juifs de la communauté orthodoxe-israélite, qui furent tués, se trouve à l'arrière de la synagogue.

En 2003, le monument fut restauré ; on procéda à une rénovation complète de la statue de marbre ainsi que de l'épée et du masque de bronze. C'est la Région de Bruxelles qui a payé ces frais. Le samedi 22 novembre, au petit matin, le « nouveau Pierrot » fut replacé sur son socle. L'événement solennel eut lieu en présence d'un ministre de la Région bruxelloise et du bourgmestre d'Anderlecht.

Le monument a le regard tourné vers la Foire du Midi, qui a lieu tous les ans durant cinq semaines, de la mi-juillet à la mi-août. L'origine de cette grande kermesse bruxelloise remonte à 1880 et découle de la fusion des kermesses de la Grand-Place, de la place des Martyrs et du Nouveau Marché aux Grains. La Foire du Midi compte 125 attractions et s'étend sur un kilomètre de la Porte de Hal à la Porte d'Anderlecht. Le bâtiment de la Prévoyance Sociale fait office de décor à l'arrière du Monument aux Forains.



Cérémonie au Pierrot le 18 novembre 2013, à l'occasion de la commémoration annuelle du 11 novembre qui se tient le premier lundi après la fin de la foire de Liège.

Stolpersteine

Les *Stolpersteine* (Pavés de Mémoire) sont des pierres commémoratives insérées dans le trottoirs devant le seuil des maisons où ont habité les Juifs, les Tziganes, les prisonniers politiques, les homosexuels, qui ont été chassés, déportés et / ou assassinés par les nazis. *Stolperstein* signifie littéralement « pierre d'achoppement ». On trébuche sur les pierres, avec sa conscience et son cœur, on se penche pour lire le texte qui y est gravé. Ce projet est l'œuvre de l'artiste allemand Gunter Demnig, qui prit forme au début des années '90. En 1996 et 1997, les premiers Pavés de Mémoire furent placés en Allemagne et en Autriche. Le projet démarra officiellement en 2000.

Bella Swiatlowski, une habitante d'Uccle a découvert ces signes commémoratifs lors d'un voyage à Berlin en 2006. Il y a, en effet, plus de 2 000 *Stolpersteine* à Berlin. En Belgique, c'est dans la Région bruxelloise que furent posés les premiers Pavés de Mémoire, dont deux devant le n° 47 de la rue Jorez à Cureghem où les parents de Bella habitaient à l'époque. Berek Swiatlowski et Pesa Rywka Koronczyk ont été arrêtés le 3 septembre 1942 par les Allemands dans le quartier de la Gare du Midi. Après la rafle, Bella, l'enfant unique de Berek et Pesa, a été confiée à Marie-Louise et Pierre Verbist habitant 64 rue Jules Broeren à Anderlecht. Pierre Verbist était le fils de l'imprimeur qui habitait 49 rue Jorez et qui était voisin de la famille Swiatlowski.

L'Association pour la Mémoire de la Shoah coordonne le placement des Pavés de Mémoire en Belgique. Bella Swiatlowski y travaille comme bénévole. Les familles ou amis, désireux d'honorer la mémoire de leurs proches assassinés par les nazis, en font la demande à l'Association pour la Mémoire de la Shoah. Le financement pris en charge par les promoteurs sert à rémunérer l'artiste qui grave et pose le pavé et à l'association qui assure la partie administrative et les cérémonies officielles.

Ces pavés sont de petits blocs de béton, mesurant dix centimètres sur dix. Sur chacun d'eux est fixée une plaquette de laiton où sont gravés le nom de la personne, son année de naissance, la date de sa déportation et le lieu ainsi que la date de son assassinat. La plupart des pavés ont été placés par l'artiste Gunter Demnig lui-même.

Dans la Belgique tout entière, on trouve aujourd'hui près de 80 *Stolpersteine*. En Région bruxelloise, ils sont scellés dans les communes d'Anderlecht, Bruxelles, Ixelles, Schaerbeek, Saint-Gilles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Uccle et Forest. On peut en voir également à Liège, Charleroi, Eupen, Malines et Saint-Trond. L'administration communale d'Anvers n'a pas encore donné son accord à la demande de poser six Pavés de Mémoire dans la ville. La communauté juive d'Anvers s'oppose au projet. Le Forum des Organisations Juives estime inconvenant de placer ces signes commémoratifs sur le sol parce qu'ils inspireraient peu de respect. Le lobby juif d'Anvers avance aussi l'argument que ces Pavés de Mémoire seraient posés dans des quartiers où il n'y a plus de familles juives et où les habitants actuels seraient peu sensibles à la commémoration des victimes de la Shoah.

Dans toute l'Europe, plus de 45 000 pavés ont déjà été posés. On peut les observer dans quelque 750 villes et communes d'Allemagne, d'Autriche, du Danemark, de France, de Hongrie, d'Italie, de Luxembourg, de Norvège, des Pays-Bas, de Pologne, de Roumanie, de la république Tchèque et d'Ukraine. Il n'y en a pas encore en Estonie, en Grèce, en Lettonie, en Lituanie ni dans l'ex-Yougoslavie. Dans tous ces pays, six millions de Juifs ont été assassinés sous le régime nazi.



Gunter Demnig dépose une Stolperstein rue Ruysdael en souvenir de Berek Zalberg. Gunter Demnig est né à Berlin en 1947. Il a étudié la pédagogie de l'art, le design industriel et Planung, Bauleitung und -ausführung in der Denkmalsanierung. De 1980 à 1985, il fut collaborateur scientifique à l'université de Kassel. A partir de 1985, il travailla à divers projets artistiques dans son atelier à Cologne. Son projet le plus connu fut, sans aucun doute, celui des Stolpersteine.



Sur la photo, on voit la famille Swierczynski lors de la pose de la Stolperstein en souvenir de leur père et grand-père Wolf, Boulevard de la Révision, le 23 octobre 2013. De gauche à droite : Sacha (28 ans), Daniel (42 ans), Nuzen, « Noël » (73 ans) et David (44 ans). Un public nombreux assista à la cérémonie.



En août 2014, il y avait à Cureghem 13 Stolpersteine: deux, rue Brogniez (n°114), trois, avenue Clemenceau (n° 93 et 96), une, Boulevard de la Révision (n° 28), trois, rue Jorez (à l'entrée du métro Clemenceau et n° 47), deux, rue Memling (n° 39), une, rue Ruysdael (n° 17, qui ne figure pas sur la photo ci-dessus) et une, rue Sergent De Bruyne (n° 55). A la demande de l'Association pour la Mémoire de la Shoah, l'artiste Gunter Demnig vient chaque année en Belgique, le plus souvent en octobre, pour poser d'autres Stolpersteine.



Les noms de tous les Juifs déportés de Belgique à Auschwitz-Birkenau et qui n'en sont pas revenus sont gravés sur les impressionnantes plaques commémoratives en granit noir du Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique.



Sur le mur surplombant la crypte, on peut voir des chaînes d'acier qui forment une ménorah. Le chandelier à sept branches n'en compte ici que six, qui renvoient aux six millions de Juifs victimes de l'Holocauste. Devant la crypte, il y eut longtemps une urne dans laquelle des cendres provenant de Auschwitz-Birkenau étaient conservées.

Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique

L'initiative d'ériger un mémorial aux victimes juives revient à l'Union des Déportés juifs de Belgique. La première idée fut de l'ériger dans l'enceinte de la caserne Dossin à Malines. Cette caserne était en effet le lieu de rassemblement précédant les transports vers Auschwitz-Birkenau et vers quelques plus petits camps. L'achat de la caserne Dossin s'avérait trop cher, malgré que le bâtiment ait été à l'époque propriété de l'Etat belge.

Les victimes ne pouvaient pas attendre grand-chose de l'Etat belge après la Deuxième Guerre mondiale. La plupart des Juifs étaient en effet de nationalité étrangère et n'avaient pas les mêmes droits que les victimes de guerre belges. Les autorités furent toutefois promptes à réclamer des arriérés de contributions de la période 1942-1944. De nombreuses victimes durent aller en justice pour récupérer leurs biens. En bref, le climat n'était pas favorable pour que les autorités belges veuillent garder vivace le souvenir de la persécution des Juifs, sans parler du fait que les autorités avaient l'idée de transformer la caserne Dossin en mémorial et en musée. En 1984, le conseil communal de Malines, qui avait acheté le bâtiment quelques années auparavant, décida de transformer la caserne en complexe d'appartements ; les premiers habitants s'y sont installés en 1989. Ce n'est qu'en 1995 que s'ouvrira solennellement, dans la partie avant de la caserne Dossin, le Musée Juif de la Déportation et de la Résistance.

Joseph Bracops, bourgmestre de la commune d'Anderlecht de 1947 à 1966 et lui-même survivant des camps de concentration, mit un terrain à disposition à Cureghem, un quartier qui avait abrité avant et pendant la guerre une importante communauté juive. C'est là qu'on décida d'ériger le Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique.

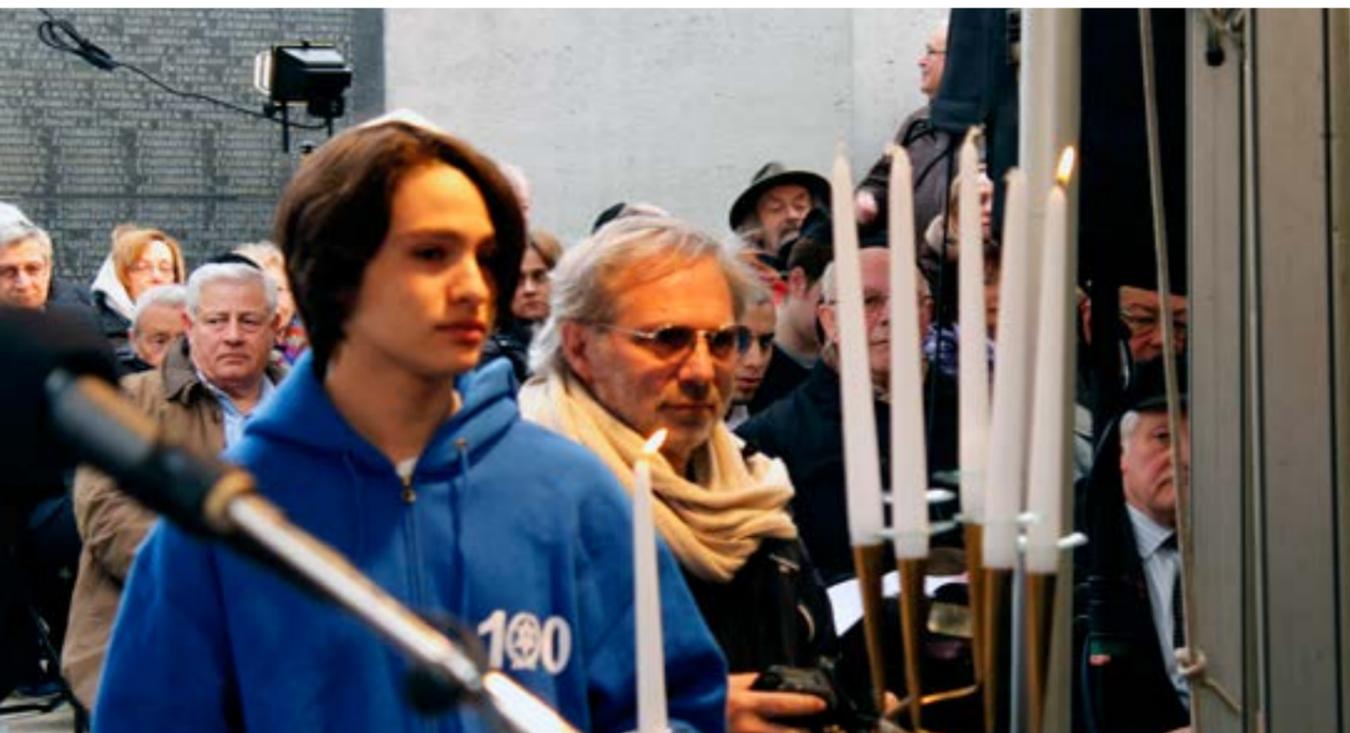
Après la Deuxième Guerre mondiale, la commune d'Anderlecht, sous le majorat de Joseph Bracops élaborait un plan d'aménagement avant la lettre. Pour Cureghem, cela signifiait en grande partie le maintien de la situation existante qui comprend des zones d'industrie, d'artisanat et de logement. Le plan prévoyait d'écarter du quartier les industries malsaines en supprimant plusieurs entreprises nuisibles tant pour l'homme que pour l'environnement, comme l'entreprise Debbaudt qui fabriquait de la céruse ou blanc de plomb. C'est sur l'emplacement de cette fabrique que débuta en 1968 la construction du mémorial.

L'architecte montois André Godart remporta en 1964 le concours organisé en vue de la construction du mémorial. La construction en acier et béton armé fut réalisée en collaboration avec l'architecte Odon Dupire et le bureau d'étude Jacques Lewin et Louis Cantor. Outre la contribution du pouvoir fédéral, le financement provient principalement des dons de la communauté juive. Le Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique fut inauguré le 19 avril 1970 en présence des plus hautes autorités du pays.

Des plaques de béton hautes de trois mètres y forment un hexagone – symbole d'une communauté brisée – où, côté intérieur, sont fixées des dalles de granit noir sur lesquelles sont gravés les noms des Juifs déportés entre le 4 août 1942 et le 31 juillet 1944 de la caserne Dossin et assassinés à Auschwitz-Birkenau. Le mémorial peut être utilisé comme synagogue en plein air. A l'arrière, sur le podium, un motif mural composé de chaînes d'acier fait penser à une ménorah qui représente les six millions de victimes. Dans l'espace situé en-dessous, éclairée par des fenêtres latérales, se situe une crypte. La structure métallique, fixée au-dessus du podium, rappelle les rails qui emmenaient les déportés vers les camps et forme avec le podium une étoile de David. On y voit des inscriptions en quatre langues : l'hébreu, le néerlandais, le français et le yiddish.



Le 6 mai 1979, près de 10 années après la construction du mémorial, on a ajouté sur l'une des plaques de béton côté extérieur, un élément à la mémoire des anciens combattants juifs de 1940-1945. Ce signe commémoratif rend hommage aux 244 Juifs de Belgique qui sont morts dans la Résistance à l'occupant nazi.



La commémoration annuelle Yom Hashoah au Mémorial National des Martyrs Juifs de Belgique comprend des discours, de la musique et l'allumage de bougies, comme on peut le voir sur cette photo prise lors de la commémoration du 8 avril 2013. La veille, on commence la lecture de tous les noms des déportés et des résistants juifs de Belgique.

Le 9 octobre 2002, a été initiée une procédure en vue de la protection du monument par la Commission des Monuments et des Sites, ce qui aboutit le 23 octobre 2003 à un classement officiel du mémorial érigé au square des Martyrs Juifs.

Une restauration du mémorial fut entreprise au début de 2013. Cinq institutions y combinèrent leurs efforts : l'Association de l'Enfant Caché, la Fondation du Mémorial des Martyrs Juifs, la Fondation pour le Judaïsme en Belgique, le Musée juif de Bruxelles et Union des Déportés juifs. Isidore Zielonka fut l'inspirateur et l'architecte, Origin le bureau d'étude retenu et Rebeton l'entrepreneur des travaux. La restauration s'est attachée au nettoyage des panneaux de granit, à un traitement anticorrosion du béton, au sablage et à la restauration de la peinture de la structure métallique, au placement d'un système de drainage des eaux sous le monument et à la réfection de l'étanchéité de la crypte.

Les promoteurs de la restauration espèrent encore aménager une salle didactique dans la crypte et mettre au point un système de contrôle et d'accès automatisés. Les frais de la restauration se sont élevés à 300 000 euros pris en charge par la Région de Bruxelles-Capitale et par la Fondation du Mémorial.

Mostalgie. Conserver les souvenirs vivaces

Un entretien avec Sem Bucman, au sujet de souvenirs, de l'expatriation forcée et de la vie dans la diaspora. Nous avons rencontré ce jeune trentenaire dans les locaux de l'organisation socio-artistique Beeldenstorm.

Sem est né à Mostar, une ville située dans le pays qu'on appelle maintenant la Bosnie-Herzégovine mais qui faisait autrefois partie de la Yougoslavie. Dans les années '40, les partisans yougoslaves réussirent, par leurs propres moyens, à libérer leur pays des occupants fascistes. Josip Broz Tito, qui fut Président de Yougoslavie de 1953 à 1980, jouissait d'une grande estime auprès de sa population. Jusqu'à l'âge de onze ans, Sem Bucman habitait dans ce pays et y allait à l'école. Avec la dernière guerre des Balkans dans les années '90, tout changea pour Sem. Ses parents eurent la possibilité de fuir leur pays. C'est ainsi que Sem arriva à Bruxelles. En 2007, il obtint le diplôme de réalisateur à Saint-Luc à Bruxelles et en 2008, il commença à travailler à Beeldenstorm.



D'où vient votre passion de créer des images ?

Je manque de références visuelles. Mes souvenirs de la période précédant la guerre sont très vagues. Toutes mes photos et autres souvenirs personnels ont brûlé dans la maison où nous habitons. De la maison où j'ai passé ma jeunesse il ne reste que des ruines. Seules les fondations sont encore visibles. J'ai toujours un sentiment de vide, le sentiment d'avoir perdu quelque chose lorsque je retourne au pays et que je me rends à l'endroit où j'ai vécu il y a 20 ans. Mon grand intérêt pour le cinéma me vient sans doute du manque d'images dans ma vie. C'est par hasard qu'en mars 2012, j'ai vu une photo de moi sur Facebook. Une photo de classe où on me voit avec les autres enfants de ma classe. La photo a été postée par un ancien camarade de classe.

Cela a-t-il été le début de votre quête de ce que vous avez laissé à Mostar ?

Depuis lors, je me suis mis de plus en plus à rechercher mes racines. En fait, avant de voir cette photo sur Facebook, je ne m'occupais pas de cela. J'évitais toute trace et toute conversation qui m'aurait renvoyé à mon passé. Après avoir vu la photo de classe, je me suis mis à lire tout ce que je pouvais au sujet de la ville où j'étais né. J'avais le profond désir d'y retourner. En août 2012, ce souhait s'est concrétisé. Je suis parti à Mostar avec un caméraman. Une fois de retour en Belgique, nous avons fait un montage qui aboutit à la réalisation d'un film de 25 minutes « Mostalgie : la classe de '91 », qui a été diffusé par la VRT.

Dans votre ville natale, vous avez eu un rendez-vous avec le directeur de votre ancienne école ?

L'école ressemblait toujours à celle que j'avais en mémoire. Ce qui avait changé, c'est le nom de l'école. Autrefois elle s'appelait « Salko Pezo » ; c'était le nom d'un héros populaire du temps de Tito. Aujourd'hui, elle porte le nom d'un ancien bourgmestre de la ville. Le directeur parlait le serbo-croate à la perfection, de quoi en être jaloux. C'est ma langue maternelle, mais après la dernière guerre, officiellement, la langue n'existait plus.

Le directeur me déclara que dans l'ancienne Yougoslavie, il n'existait qu'un seul système d'enseignement et que les élèves de toutes les régions du pays étudiaient les mêmes matières. Aujourd'hui, le pays est divisé et chaque territoire à son propre programme d'études. Même dans la fédération de Bosnie et Herzégovine, l'enseignement est différent pour les Croates et pour les musulmans. Tout est examiné sous les angles nationalistes : serbe, croate ou bosniaque. Dans les cours d'histoire, on n'enseigne même pas du tout la période de guerre de 1991 à 1995.

Comment ressentez-vous Mostar aujourd'hui ?

Aujourd'hui, le grand changement, c'est que Mostar est une ville divisée. Dans la partie croate, Mostar-Ouest, vivent surtout des Croates bosniaques, alors que dans la partie bosniaque, Mostar-Est, vivent surtout des musulmans. Pour les gens qui habitaient précédemment à Mostar, il n'y a pas de différence. Ils se déplacent partout, sans tenir compte des deux parties de la ville. Le gros problème vient de la jeune génération, celle qui est née durant la guerre. Ces jeunes n'ont absolument pas la moindre idée de ce qui s'est passé. Ils ne l'apprennent pas à l'école, et en conséquence, ils sont souvent attirés vers le groupe ethnique auquel ils appartiennent ou pensent appartenir. Ils ne savent pas que Mostar a toujours été une ville où se célébraient beaucoup de mariages mixtes, qu'il n'y a jamais été question d'exclusion et que les questions de nationalités n'avaient jamais eu d'importance.



La société coopérative d'assurances La Prévoyance Sociale a été fondée le 25 septembre 1907 sous la houlette du Parti Ouvrier Belge. En 1911, Richard Pringiers reçut la mission de dessiner pour la société coopérative d'assurances, un nouveau bâtiment à construire. Pour les façades du bâtiment, qui sont de style art nouveau tardif, les matériaux choisis sont de légères briques de Silésie et de la pierre bleue. Les différents services y sont mentionnés. Fernand et Maxime Brunfaut signèrent en 1931 les plans des transformations du bâtiment du coin.



En donnant à l'espace du rez-de-chaussée et de l'entresol une forme de fer à cheval, on corrigea la forme trapézoïdale du terrain. On garnit le bâtiment de nombreux éléments en chrome. Au rez-de-chaussée se trouve le bureau d'accueil du Service de Victimes de Guerre et du Centre d'Etude et de Documentation Guerre et Sociétés Contemporaines (CEGES) et à l'étage, une salle de lecture.

Et pour terminer

Au square de l'Aviation, à l'angle des rues de l'Autonomie et Lambert Crickx, se dresse le magnifique bâtiment où la Prévoyance Sociale eut ses bureaux de 1913 à 1957. Deux instances fédérales, aux missions complémentaires, partagent aujourd'hui le bâtiment. Le Service des Victimes de Guerre – qui existe depuis 1957 – dont les bureaux occupent les trois étages supérieurs et le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES), qui occupe les quatre étages inférieurs.

Le CEGES est une institution scientifique qui s'occupe principalement de l'étude de la Deuxième Guerre mondiale. Le centre rassemble des archives, des œuvres, des photos, des interviews, des journaux... au sujet des guerres, des conflits, de l'occupation et de leurs conséquences. On y trouve de la documentation concernant la décolonisation, la Résistance sous toutes ses formes, la question juive, la répression et la collaboration.

Septante ans après les faits, le bourgmestre de Bruxelles, Freddy Thielemans, a commandé une étude au CEGES au sujet du rôle de la ville de Bruxelles dans la déportation. Il lança un appel aux autres communes bruxelloises pour qu'elles s'associent à l'initiative de façon à ce que toute la région soit concernée par cette recherche.

Plus tôt déjà, en 2004, le Sénat avait mis à la disposition de la CEGES, les moyens financiers nécessaires pour effectuer une étude au sujet de la responsabilité des autorités belges dans les persécutions et dans la déportation des Juifs belges durant la Deuxième Guerre mondiale. Une équipe de quatre historiens, sous la direction de Rudi Van Doorslaer, directeur du CEGES, eut accès à toute une série de documents privés qui n'avaient jamais été analysés. Le 13 février 2007, un épais rapport fut présenté à la commission sénatoriale des affaires institutionnelles et ensuite publié sous le titre : « La Belgique docile ». La recherche aboutit à la constatation que la persécution et la déportation de la population juive avaient été exécutées par l'occupant allemand mais que la Belgique officielle avait montré une grande complaisance à l'égard de la politique raciale de persécution.

Les constatations faites lors de la recherche nous invitent à prendre conscience de ce qui se passe actuellement dans notre société et à demeurer vigilants. La guerre était considérée comme un conflit entre nations, mais il y avait d'autres causes. On considérait que l'Allemagne était l'ennemi, et non le nazisme et son caractère raciste et fasciste. Dans la loi du 16 mars 1947, la dénomination « prisonnier politique » fut réservée aux personnes qui furent arrêtées en raison de leurs opinions politiques ou philosophiques. Les déportés juifs en étaient exclus. Il régnait en Belgique, de façon quasi permanente, une forme de xénophobie, une distinction entre ceux qui font partie de la nation et ceux qui n'en font pas partie. Y a-t-il aujourd'hui des similitudes avec l'exclusion de certains groupes ou individus ?

La politique collaborationniste de la Belgique était présentée comme la politique du « moindre mal », et de « l'intérêt général ». A côté de considérations économiques – redressement de l'économie – il y avait aussi un facteur politico-idéologique. On mettait en question la démocratie parlementaire, instaurée après l'introduction en 1919 du suffrage universel général. On voulait « remettre de l'ordre » et non une « gouvernance instable ». Un régime plus autoritaire – un « ordre nouveau » – pouvait être une réponse. Les industriels belges étaient demandeurs. On voulait tout au moins un renforcement du pouvoir exécutif au détriment du Parlement. Y a-t-il également sur ce plan des similitudes avec ce qui se passe aujourd'hui ?



L'école primaire pour garçons Saint-Pierre fut occupée par les nazis allemands, qui y ont bâti un bunker



A l'entrée de l'école primaire Saint-Pierre une plaque commémorative a été placée en l'honneur des deux instituteurs pour qu'on n'oublie pas leur combat contre l'occupation nazi.

Addition version web

Ecole primaire de garçons Saint-Pierre, chaussée de Mons

L'école primaire de garçons Saint-Pierre, située à deux pas de la chaussée de Mons, fut occupée par les Allemands. Une classe a servi de dortoir pour les soldats allemands, une autre de cuisine. Les nazis allemands y ont également bâti un bunker. Deux instituteurs, Frans Cornelis et François Vrancken, qui enseignaient respectivement en néerlandais et en français, étaient tous deux actifs dans le service de renseignements de l'Armée Secrète. Frans Cornelis transmettait des informations de Bruxelles à Alost, où il habitait. Il participa aussi au début de la guerre à la Campagne des Dix-huit jours.

Au début de la guerre, Frans Cornelis avait 29 ans et était marié à Florentia Eylenbosch. Avec leur fille de trois ans Ghislina, ils habitaient à la Posthoornstraat (rue du Cornet postal) à Alost. François Vrancken avait 24 ans en 1940 et habitait avec sa femme Maria Geuens, un appartement à l'avenue du Prince Héritier à Woluwé-Saint-Lambert. Le 30 avril 1943 au matin, François fut arrêté dans son appartement par la *Geheime Feldpolizei*. Pour arrêter Frans Cornelis, la *Geheime Feldpolizei* se rendit à l'école Saint-Pierre. Comme Frans était absent, il dut se présenter au bureau de la *Geheime Feldpolizei* rue Traversière, où il fut arrêté le 4 novembre 1943. Ils furent tous deux incarcérés à la prison de Saint-Gilles jusqu'au 4 février 1944.

Le 25 janvier 1944, décision fut prise de déporter en Allemagne, pour assistance à l'ennemi, Frans Cornelis et François Vrancken, ainsi que 47 autres personnes. Parmi eux se trouvait également Charles Claser, qui fonda la Légion Belge, nommée Armée Belge à partir de 1942 et Armée Secrète à partir de 1944. Charles Claser partit en Angleterre mais rentra en Belgique dès le 29 août 1942. Via Esterwegen en Allemagne, près de la frontière néerlandaise, et la ville de Gross-Strehlitz en Pologne, ils furent transférés à Gross-Rosen, où François Vrancken mourut 17 jours plus tard, le 16 novembre 1944. Frans Cornelis fut transféré à Dora lors de l'évacuation du camp de Gross-Rosen le 8 février 1945. C'est là qu'il mourut le 21 avril 1945 des suites d'une tumeur à la cheville droite et d'épuisement total dû aux dures conditions de vie et de travail dans les camps de concentration.

A l'entrée de l'école primaire Saint-Pierre, en face du bunker allemand, une plaque commémore les deux instituteurs afin qu'on ne les oublie pas ainsi que leur combat contre l'occupation nazie.

La Prévoyance Sociale au square de l'Aviation

Au square de l'Aviation, à l'angle des rues de l'Autonomie et Lambert Crickx, se dresse le magnifique bâtiment où la Prévoyance Sociale eut ses bureaux de 1913 à 1957. Deux instances fédérales aux missions complémentaires partagent aujourd'hui le bâtiment. Le Service des Victimes de Guerre – qui existe depuis 1957 – dont les bureaux occupent les trois étages supérieurs et le Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES), qui occupe les quatre étages inférieurs.

La société coopérative d'assurances la Prévoyance Sociale a été fondée le 25 septembre 1907 sous la houlette du Parti Ouvrier Belge. En 1911, Richard Pringiers reçut la mission de dessiner pour la société coopérative d'assurances, un nouveau bâtiment à construire sur le terrain triangulaire situé entre les rues de l'Autonomie, du Couronnement (aujourd'hui, rue Lambert Crickx) et le petit canal de la Senne. Richard Pringiers travailla pendant plusieurs années comme dessinateur chez Victor Horta et dessina, en tant que dessinateur de confiance du Parti Ouvrier Belge, plusieurs plans pour les bâtiments des socialistes à Bruxelles. Il dressa notamment les plans de la Maison du Peuple d'Anderlecht qui fut bâtie en 1928-1929 à Cureghem entre la Chaussée de Mons et le Quai de l'Industrie.

Le bâtiment de la Prévoyance Sociale se trouvait à un endroit remarquable et signifiait pour les socialistes un investissement immobilier, car un seul étage seulement était occupé par la compagnie d'assurances. Au rez-de-chaussée, on trouvait six magasins qui étaient chacun en communication avec un appartement à l'entresol. Au deuxième étage se trouvaient les bureaux de la Prévoyance Sociale ainsi qu'un grand espace polyvalent qui peu à peu, avec l'extension de la compagnie d'assurances, a été occupé par des bureaux. Aux troisième et quatrième étages, il y avait par étage, cinq appartements qu'occupaient des fonctionnaires et des employés. L'étage supérieur abritait une vingtaine de mansardes. La tour hexagonale faite de fer et de verre n'avait pas de fonction spécifique.

Pour les façades du bâtiment, qui sont de style art nouveau tardif, les matériaux choisis sont de légères briques de Silésie et de la pierre bleue. On y voit la mention des différents services : « Assurances », « Rentes Viagères », du côté de la rue de l'Autonomie, et « Assurances », « Vie-Incendie » et « Accidents », du côté de la rue Lambert Crickx. En 1927, fut construit un bâtiment annexe de six étages, dans l'espace intérieur, qui abrite un garage, un logement de concierge et des bureaux supplémentaires. Sur la façade antérieure de cet immeuble donnant dans la rue Lambert Crickx, il y a un sgraffite avec l'inscription « Prêts Hypothécaires ».

En 1931, l'immeuble de coin de la Prévoyance Sociale s'agrandit avec la construction de deux immeubles d'appartements modernistes. Au rez-de-chaussée, on trouve des magasins et les huit étages comptent au total 48 appartements pour fonctionnaires et employés. Quelques familles juives ont loué un appartement à la Prévoyance Sociale. Entre les deux immeubles d'appartements, dans le souci d'utiliser tout l'espace disponible dans les années '30, années de récession, on a encore construit une tour triangulaire dans laquelle prendront place neuf entrepôts, accessibles par l'entrée de service située rue Lambert Crickx. Fernand et Maxime Brunfaut ont dessiné les plans des immeubles d'appartements ainsi que de la tour et ils ont conçu les travaux de rénovation de l'immeuble de coin.

Pour les travaux de transformation du bâtiment de coin, le directeur Joseph Lemaire a joué un rôle important. Le bâtiment fut surélevé d'un étage. Pour ce faire, on s'est servi des mêmes matériaux et la silhouette familière côté extérieur ne fut pas modifiée.

Aux troisième et quatrième étages, furent ajoutés des balcons en fonte. Le fronton fut doté d'une horloge en chrome et d'une nouvelle inscription. Le bâtiment tout entier fut équipé d'un éclairage nocturne.

En donnant à l'espace du rez-de-chaussée et de l'entresol une forme de fer à cheval, on corrigea la forme trapézoïdale du terrain. On garnit le bâtiment de nombreux éléments en chrome. Au premier étage se trouvaient les quatre bureaux de direction et la salle de réunion du conseil d'administration. On donna une forme arrondie à l'encadrement des fenêtres de deux bureaux de direction.

En 1957, la Prévoyance Sociale quitta le bâtiment du square de l'Aviation et s'installa dans un immeuble au Botanique, où se trouve toujours la compagnie d'assurances, qui entre-temps prit le nom de P&V. Le bâtiment du square de l'Aviation fut d'abord loué par les autorités belges pour y abriter le Service des Victimes de Guerre. Plus tard en 1986, la régie des Bâtiments de l'État fédéral acheta le bâtiment. En 1987, la première rénovation consista à remplacer tous les châssis de fenêtres. Depuis le 9 septembre 1993, les façades, les toitures et certaines parties intérieures du bâtiment d'angle ainsi que les façades des deux immeubles d'appartements sont classées.

En 1998 débuta une étude concernant la restauration du bâtiment. Les travaux s'étalèrent de mai 2002 à juillet 2004. On fit le choix d'une restauration légère, par laquelle les éléments encore existants furent nettoyés et retouchés. La fixation et la consolidation permettent une conservation plus longue et durable. Les éléments disparus, comme tout l'éclairage intérieur ont été remplacés. Etant donné que les quatre étages supérieurs ne sont pas protégés, on s'est permis une restructuration contemporaine.



Les façades du bâtiment mentionnent les différents services de la société coopérative d'assurances la Prévoyance Sociale.

Sources et bibliographie

Ouvrages dont il est fait mention dans l'introduction

- Ces enfants, ils ne les auront pas ! Récits de guerre et de résistant d'un ketje de Bruxelles, Bernard Fenerberg, 2013, Couleur livres
- Dubbele kijk op verhalen van verzet et vimeo.com/album/2532664, 2003-2004, MAKS
- Histoire et Mémoire des Juifs d'Anderlecht
- Histoire et Mémoire de la Résistance à Anderlecht, 2007
- Institut des Arts et Métiers de la Ville de Bruxelles 1932-1982. 50 Boulevard de l'Abattoir, Françoise Bouafif-Hoebanx, 1985
- Un bout de pain dans ma tête. De Buchenwald à Auschwitz, l'histoire de vie de Chil Elberg (B-10785), survivant de 12 camps, Ivo van Hassel et Pascal Gautier (traduction), 2013, ASP

Fonds d'archives

- Cartes de membre de l'Association des Juifs en Belgique (fonds Beeckmans), caserne Dossin (version digitale) ; l'original est conservé au CEGES
- Mecheln-Auschwitz, 1942-1944, partie IV (Liste des noms des déportés), Ward Adriaens etc., 2009, VUBPress
- Pièces à conviction Auditorat-général près la Cour Martiale dossier de Beeckmans (fiches des entreprises juives), CEGES (AA1314 n^{os} 496 à 498 et 452 à 457)
- Registre des Juifs de Belgique, caserne Dossin (version digitale) ; l'original est conservé au Musée juif de Belgique
- Service Public Fédéral Sécurité Sociale – Service des Victimes de Guerre (dossiers de Beurtels Henri, Frerotte Auguste, Schak Woulphe et Souweine Jeanne)

Livres et brochures

- Belgique 1914-1945. Parcours de témoins au cœur de la tourmente, Philippe Mesnard (red.), Auschwitz en mémoire vzw
- De Joden van België, Ludo Abicht, 1994, Atlas
- De Jodenvervolging in België in cijfers, Lieven Saerens, paru dans « Bijdragen tot de Eigentijdse Geschiedenis », n° 17, 2006, CEGES
- Encyclopedie van de Joodse geschiedenis. Het Joodse volk door de eeuwen heen, Ilana Shamir en Shlomo Shavit, 1989, Uitgeversmaatschappij J.H. Kok – Kampen
- Enfants du Ghetto : Juifs révolutionnaires en Belgique, Rudi Van Doorslaer, 1997, Labor
- Geheime routes en netwerken. Joodse kinderen op de vlucht voor de Holocaust, Joost Loncin, 2003, Davidsfonds
- Geschiedenis van de Joden van de Lage Landen, Ludo Abicht
- Het Sovjet-Duitse niet-aanvalsact van 23 augustus 1939. Politieke zeden in het interbellum, Lieven Soete, 1989, EPO
- Hommage des Juifs de Belgique à leurs héros et sauveurs, 1940-1945 : extermination, sauvetage et résistance des Juifs de Belgique, Maxime Steinberg, 1979, Comité d'Hommage des Juifs de Belgique à leurs Héros et Sauveurs

- Institut Marius Renard 75 ans
- Caserne Dossin. Holocauste et Droits de l'Homme, Herman Van Goethem, 2012, Die Keure
- Kedushath Joseph, Joseph Gelernter, 1954, Hadar New York
- La Belgique et la persécution des Juifs. Anne Roekens, 2010, CEGES – Renaissance du livre
- La Prévoyance Sociale Bruxelles, Eric Hennaut, 2004, Archives d'Architecture Moderne
- Les grands mythes de l'histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie, Anne Morelli (dir.), 1995, Editions Vie Ouvrière
- Les rues d'Anderlecht, Jean Van Audenhove, 1995, Anderlechtensia
- Mémoire sans oubli, 1998, Institut Marius Renard
- Mémoire vive, Georges Goldberg, 2010, L'Édition I.D.E.A.L.E
- Musée National de la Résistance
- Pastoor Paul Cuyllits. Ten voeten uit, Luc Van Liedekerke, 2007
- Paul et Sophie. Témoigner entre ombre et lumière, Valentine Roels (film), 2013, Centre Communautaire Laïc Juif David Susskind
- Rachel, Jacob, Paul et les autres. Une histoire des Juifs à Bruxelles, Lieven Saerens, 2014, Mardaga
- Salomon, vous êtes juif ?, Viviane Teitelbaum, 2008, Luc Pire
- The Encyclopedia of the Righteous Among the Nations. Rescuers of Jews during the Holocaust. Belgium, Dan Michman, Yad Vashem, Jerusalem
- The Most Offending Soul Alive. Tom Harrisson and His Remarkable Life, Judith M. Heimann, 1997-1998, Library of Congress Cataloging-in-Publication Data
- Un siècle d'histoire, 1905-2005, Institut Notre-Dame
- Van mensen en gebeurtenissen in Kuregem Anderlecht, Guido Van de Cauter, 2007, Parochies Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt en Sint-Franciscus Xaverius, Pastorale Eenheid Kuregem

Périodiques et journaux

- Brussel Deze Week
- La Libre Belgique
- Le Soir
- Solidaire
- The Milwaukee Journal, 2 novembre 1962

Sites web

- dewereldmorgen.be
- foranirturtlecollection.com
- home.base.be/vt698016
- kazernedossin.eu
- serendib.be (Kwaad waar je beter van wordt)
- stolpersteine.eu
- warvictims.fgov.be

ADIF – Infor-Femmes asbl
Avenue Clemenceau 23
1070 Anderlecht
02 511 47 06
info@inforfemmes.be
www.inforfemmes.be

Beeldenstorm vzw
Chaussée de Mons 145
1070 Anderlecht
02 523 43 50
secretariaat@beeldenstorm.be
www.beeldenstorm.be

Het Zuiden in Zicht,
Intal-ICS Heist-op-den-Berg
et Oxfam-Wereldwinkel Hulshout vzw
Grote Baan 118
2235 Hulshout
dirkdca@gmail.com

MAKS – Media Actie Kuregem-Stad vzw
Rue Georges Moreau 110
1070 Anderlecht
02 555 09 90
maksvzw@maksvzw.be
www.maksvzw.be

Musée de la Résistance de Belgique
Rue Van Lint 14
1070 Anderlecht
02 522 40 41
museum.resistance.verzet@gmail.com

Syndicat des Locataires
Square Albert Ier 32
1070 Anderlecht
02 522 98 69
syndicatdeslocataires@gmail.com

Tochten van Hoop Brussel vzw
Place du Béguinage 7
1000 Bruxelles
0496 793 624
info@tochtenvanhoop.eu
www.tochtenvanhoop.eu

Abattoir SA
Rue Ropsy-Chaudron 24
1070 Anderlecht
02 521 54 19
info@abattoir.be
www.abattoir.be

Commune d'Anderlecht
Echevine Elke Roex
Affaires communautaires flamandes
Rue Georges Moreau 5, 1070 Anderlecht
02 558 08 23
cultuur@anderlecht.irisnet.be
www.anderlecht.be

Fondation Auschwitz
Rue des Tanneurs 65
1000 Bruxelles
02 512 79 98
info@auschwitz.be
www.auschwitz.be

Gillis SA
Rue Plantin 17
1070 Anderlecht
02 522 39 69
gillis@gillis.be
www.gillis.be

huisvandeMens Brussel
une initiative de « de Mens.nu »
Square Sainctelette 17, 1000 Bruxelles
02 242 36 02
brussel@demens.nu
www.demens.nu

Masereelfonds
Rue de la Caserne 33
1000 Bruxelles
02 502 38 80
brussel@masereelfonds.be
www.masereelfonds.be

Samenlevingsopbouw Brussel vzw
Quai de Hainaut 29, 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Développement de Quartier Cureghem
Programme Droit au Logement
Rue Georges Moreau 110, 1070 Anderlecht
02 527 89 55
manu.aerden@samenlevingsopbouw.be
www.samenlevingsopbouwbrussel.be
www.droitaulogementcureghem.be

Vlaamse Gemeenschapscommissie
Boulevard E. Jacqmain 135
1000 Bruxelles
02 563 03 00
info@vgc.be
www.vgc.be



VLAAMSE
GEMEENS
CHAPSCO
MMISSIE

